

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES HAÏTI

CYCLE DE
PROGRAMME HUMANITAIRE
2023
Publié en mars 2023



À propos

Ce document est consolidé par OCHA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et des partenaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à informer la planification stratégique conjointe de la réponse.

ILLUSTRATION DE COUVERTURE

Une santé qui pleure, illustration numérique, Francisco Silva.

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression de quelque opinion que ce soit de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités ou concernant la délimitation de ses frontières ou de ses limites.

Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'efforce de surmonter les obstacles empêchant l'assistance humanitaire de rejoindre les personnes affectées par des crises et est chef de file dans la mobilisation de l'assistance et de ressources pour le compte du système humanitaire.

www.unocha.org/rolac
twitter.com/OCHAHaiti



ReliefWeb Response (RW Response) est un service numérique spécialisé. Ce service fait partie de l'engagement envers la communauté humanitaire pour garantir que les informations pertinentes dans une situation d'urgence humanitaire sont disponibles pour faciliter la compréhension de la situation et la prise de décision.

<https://response.reliefweb.int/haiti>

Humanitarian Action

ANALYSING NEEDS AND RESPONSE

Humanitarian Action aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires clés. Il fournit les dernières informations vérifiées sur les besoins et la prestation de la réponse humanitaire ainsi que sur les contributions financières.

<https://humanitarianaction.info/plan/1121>



Le FTS (Financial Tracking Service), géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficience d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

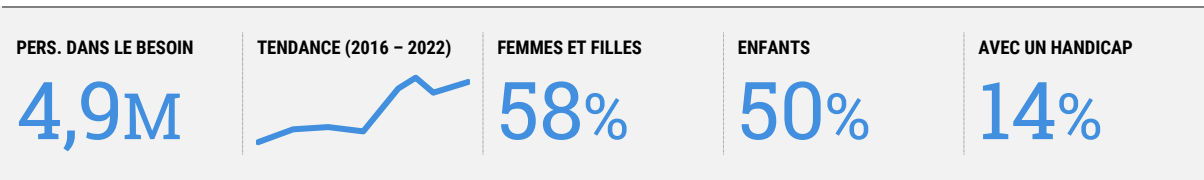
fts.unocha.org

Table des matières

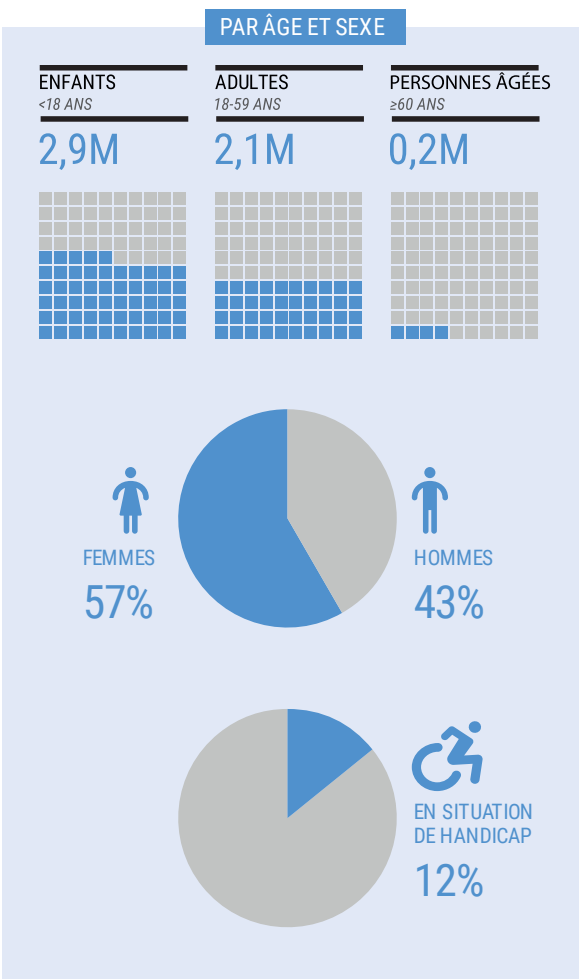
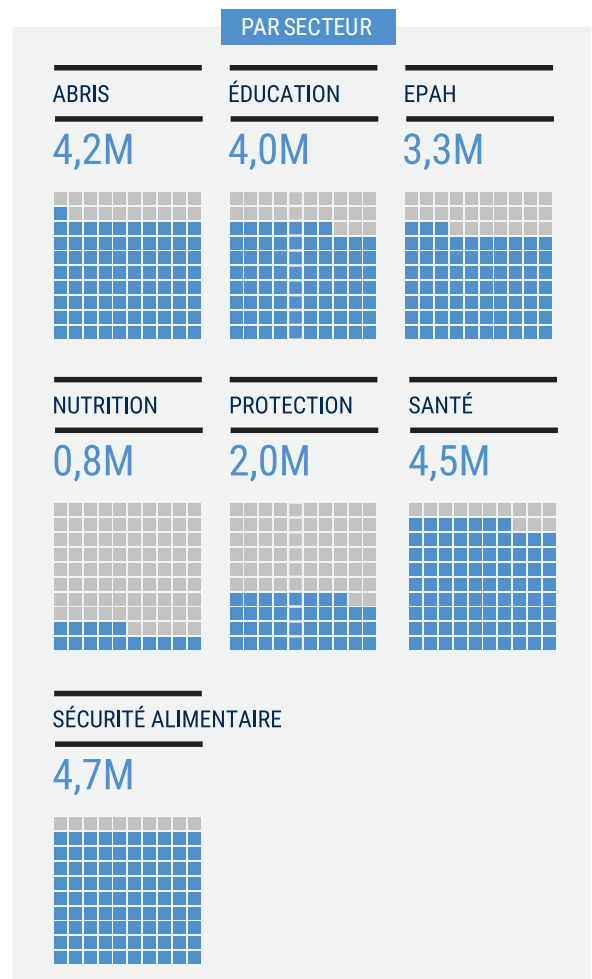
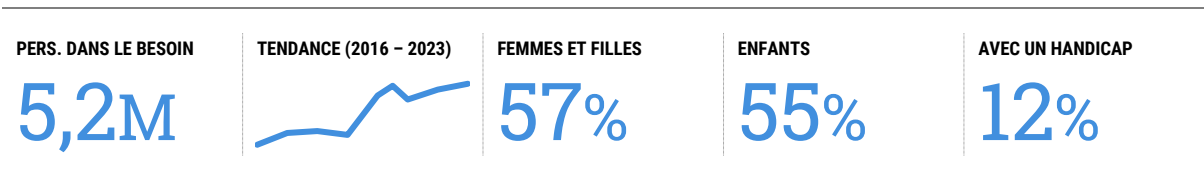
À PROPOS	0
TABLE DES MATIERES.....	0
CHIFFRES CLES ET PROJECTIONS	1
INTRODUCTION	3
Contexte	3
Approche et méthodologie	4
RECITS DE VIE	6
Chapitre 1 – Insécurité et violence	8
Chapitre 2 – L’exode	13
Chapitre 3 – Une situation socioéconomique en berne	18
Chapitre 4 – Généralisation de l’insécurité alimentaire	23
Chapitre 5 – Délabrement du système sanitaire	27
Chapitre 6 – L’éducation à tout prix	32
ANALYSES DES RISQUES.....	37
ANALYSES SECTORIELLES	38
Abris, biens non-alimentaires, gestion des camps	38
Eau potable, hygiène et assainissement	39
Éducation	40
Nutrition	41
Protection	42
Sous-secteur : protection de l’enfance	43
Sous-secteur : protection des migrants	44
Sous-secteur : violences basées sur le genre	45
Santé	46
Sécurité alimentaire	47
DONNEES	49
Évaluation multisectorielle des besoins	49
Redevabilité	52
Sévérité des besoins	53
ANNEXES	55
Acronymes	57
Méthodologie de calcul du PIN	58
Mèsi anpil	60
Illustrations	60

Chiffres clés et projections

Chiffres actuels (2022)



Projections (2023)



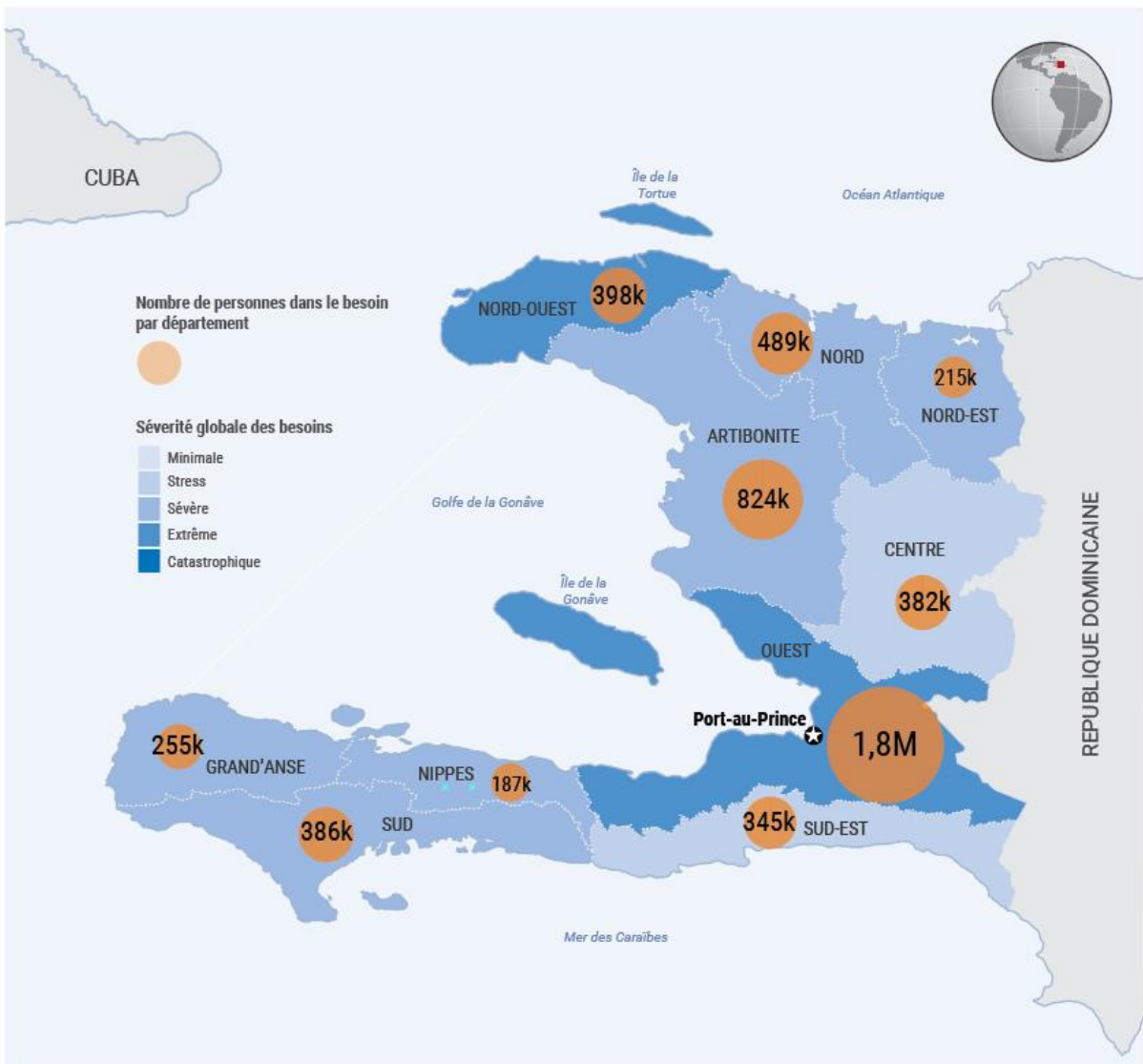
Sévérité des besoins actuels (2022)

MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
3,9M	2,6M	2,7M	1,4M	0,8M

Sévérité des besoins projetés (2023)

MINIMALE	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE
4,0M	2,7M	1,9M	2,3M	1,0M

Carte des sévérités et personnes dans le besoin par département



Introduction

Contexte

Les conditions humanitaires en Haïti se sont considérablement détériorées au cours de l'année 2022. Une dégradation due à une impasse politique, aux trois années consécutives de récession économique et à une inflation dépassant les 48% selon l'Institut haïtien de statistique.

La violence a atteint un niveau sans précédent. Les gangs armés contrôlent de plus en plus de territoires, notamment dans la capitale Port-au-Prince, commettant des exactions contre la population et déclenchant des déplacements internes.

Après l'annonce de la suppression des subventions sur les carburants par le gouvernement, à la mi-septembre, le pays a été plongé dans une crise caractérisée par des manifestations massives, parfois violentes, et par le blocage, durant plusieurs mois, du principal terminal pétrolier d'Haïti par les gangs. Ce blocus a paralysé l'activité économique et sociale, limitant l'accès aux services de base aux populations, entravant les opérations d'assistance et créant des difficultés considérables d'accès humanitaire.

Ces conditions ont provoqué la fermeture de nombreux établissements sanitaires et scolaires, privant des milliers de personnes de soins et quelque quatre millions d'enfants de leur droit à l'éducation. L'insécurité alimentaire dans le pays a connu une hausse extrêmement préoccupante. Près de la moitié de la population souffre d'insécurité alimentaire et, pour la première fois dans l'histoire d'Haïti, au moins 19 000 personnes sont confrontées à des niveaux catastrophiques (phase 5 de l'IPC).

Le désespoir pousse de plus en plus de personnes à quitter le pays, tandis que les rapatriements forcés se poursuivent par voie terrestre, aérienne ou maritime.

Dans ce contexte alarmant, les autorités ont confirmé de nouveaux cas de choléra en octobre, les premiers depuis trois ans. La maladie s'est propagée à l'ensemble du pays dès la mi-novembre. En conséquence, en 2023, plus de 5,2 millions d'Haïtiens et d'Haïtiennes ont besoin d'une aide humanitaire, contre 4,9 millions en 2022.



L'enfant délaissé
Acrylique sur toile
Shneider Léon Hilaire

Approche et méthodologie

Les personnes au centre de l'action humanitaire

La redevabilité envers les personnes touchées par les crises doit être au cœur du travail des acteurs humanitaires. Le Comité permanent interorganisations (IASC) a d'ailleurs renouvelé et renforcé ses engagements relatifs à la redevabilité, en novembre 2017¹. Parmi ces derniers, il est souligné l'importance de développer des mécanismes et des approches centrées sur les personnes, en particulier les plus vulnérables.

Afin de mettre les personnes affectées au centre de l'aperçu des besoins humanitaires 2023, les acteurs humanitaires en Haïti ont adopté une approche innovante pour la rédaction du HNO.

L'objectif est de comprendre la situation humanitaire du pays à travers le récit d'Haïtiennes et d'Haïtiens.

Ce document s'organise autour de témoignages illustrés et contextualisés par des analyses sectorielles et multisectorielles.

Structure du document

L'aperçu des besoins humanitaires est structuré en trois parties complémentaires.

Récits de vie

Il s'agit de la partie principale du document. Construite autour de récits de vie, elle brosse le portrait de la situation des besoins humanitaires en Haïti à travers des témoignages et des infographies.

Les différentes thématiques sont organisées autour de six chapitres. À chaque chapitre, un ou des narrateurs guide(nt) le lecteur au fil des témoignages. Le contexte et les éléments clés sur le(s) narrateur(s) sont introduits en début de chapitre dans des encadrés noirs. Les citations directement issues des témoignages recueillis sont indiquées par des guillemets.

Des infographies et des encarts explicatifs sont également inclus dans le document afin d'affiner l'analyse du contexte.

Analyses sectorielles fondées sur les témoignages et l'analyse des tendances

Sur la base de différentes analyses et sources d'information mais également des témoignages recueillis, des pages sectorielles ont été développées afin d'apporter une analyse plus fine des besoins actuels dans les différents secteurs humanitaires en Haïti.

Données

Les récits de vie et les analyses sectorielles sont complétés par des données collectées par différents acteurs humanitaires. Cette troisième et dernière partie vise à approfondir certaines analyses pour affiner la compréhension de la situation humanitaire en Haïti.

La principale source de données utilisée pour les analyses repose sur l'évaluation multisectorielle des besoins conduite par IMPACT Initiatives via son Initiative REACH durant l'été 2022. Les analyses prennent en compte la période de collecte et l'approche d'échantillonnage des données, ainsi que d'autres limitations méthodologiques.

Les témoignages

Cet ensemble de témoignages a été recueilli directement auprès des personnes les plus vulnérables et de celles qui les assistent. Il s'agit d'un travail collectif mené grâce aux contributions de nombreux partenaires humanitaires, entités des Nations Unies, organisations non-gouvernementales nationales et internationales. Au total, près de 200 témoignages ont été collectés pour rassembler cet ensemble de récits de vies.

Ils reflètent les propos directs des Haïtiennes et Haïtiens, entourés d'un récit sur les personnes qui les côtoient au quotidien : humanitaires, religieux, communautés hôtes...

Collecte

Eva et Landina sont des humanitaires accomplies. Elles se sont rendues dans les départements du Nord et Nord-Est afin de collecter des témoignages, comprendre le ressenti des populations et connaître leurs points de vue sur l'aide qui leur est apportée.

¹ Engagements du Comité permanent interorganisations, 2017.

Collecter ces témoignages, c'est avant tout être confronté de près à la pauvreté, parfois au désespoir. Ce travail nous a permis de développer une perception authentique des conditions de vie, et de remettre en question leurs idées préconçues, notamment sur les réponses attendues. Eva et Landina racontent :

« Nous avons eu un grand sentiment d'impuissance face à cette jeune fille qui a eu une grossesse non désirée après avoir été violée. Elle voulait retourner à l'école, mais elle n'a pas pu car ses parents ne voulaient pas, pour la punir de sa seconde grossesse. Violée, elle est victime une première fois. Privée d'accès à l'école, elle est stigmatisée par sa propre famille. L'agresseur reste libre, et c'est sa famille qui lui dit non : tu es responsable. C'est une jeune fille qui a perdu l'espoir. C'est triste. »

« Dans ces moments-là, c'est difficile de dire comment nous nous sentions. Ça change d'un entretien à un autre. On a dû arrêter de nombreux entretiens parce qu'on y arrivait plus, c'était trop dur. »

Les acteurs humanitaires échangent quotidiennement avec la population et recueillent des récits de vie tout au long des phases de préparation, mise en œuvre et évaluation de leurs projets. Ce travail essentiel assure en partie la redevabilité envers la population. Il reste complexe car les personnes consultées ne recevront pas automatiquement une aide humanitaire. La gestion des attentes a été indispensable durant la collecte de ces témoignages.

Lors des entretiens, des Haïtiennes et Haïtiens se sont parfois ouverts sur des sujets intimes, sensibles, pouvant ramener des souvenirs douloureux. Il revenait alors aux personnes effectuant les entretiens d'être à l'écoute, dans le respect des limites fixées par les personnes interrogées : « Parfois, nous nous sentions mal à l'aise de continuer un entretien, c'était comme réouvrir une plaie. La personne essaie de guérir et on lui demande d'expliquer ce qui s'est passé, pour mieux comprendre. Il y a des questions que nous n'osons pas poser, ça va blesser la personne, ça va faire trop mal. Il y a trop d'histoires incroyables, hors du commun, tellement douloureuses. »

Représentativité

Afin d'assurer une grande diversité des témoignages et du récit, la collecte s'est organisée

autour de profils garantissant une représentativité géographique de l'ensemble des départements, du genre des personnes interrogées ; ainsi que l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Après avoir collecté plus de 170 témoignages à travers 25 acteurs de la réponse, ce sont 36 témoignages qui ont été retenus et inclus dans l'Aperçu des besoins humanitaires, dont 54% de femmes et 17% de personnes en situation de handicap.

Consentement et le principe du *do no harm*

Essentiel dans le travail humanitaire, le principe du *do no harm*, le fait de ne pas nuire ou créer de nuisance pour les personnes assistées, rencontrées ou pouvant être impactées par les actions des acteurs humanitaires, est primordial.

Tout au long de ce document, et dans nos méthodes de travail, ce principe a été intégré comme fondement de la méthodologie. Pour chaque entretien réalisé, des principes clés ont été suivis :

- Présence systématique de personnes créolophones ou francophones selon la langue ;
- Explication de l'objectif de l'entretien, de son utilisation, et des procédures d'anonymisation ;
- Prise de consentement individuelle à chaque entretien : avant, durant, et après, avec explications du consentement détaillée ;
- Pour les personnes mineures, double consentement recueilli, auprès des parents ou du représentant légal, et auprès du mineur ;
- Anonymisation complète, et élimination d'éléments de contexte pouvant mener à l'identification de la personne.

Les illustrations

Toujours dans l'esprit de comprendre et percevoir la situation humanitaire par la perspective d'Haïtiennes et Haïtiens, des œuvres d'artistes ont été placées à travers le document. Certaines œuvres ont été conçues spécifiquement dans le cadre de l'Aperçu des besoins humanitaires, d'autres ont été utilisées pour présenter la situation humanitaire d'un point de vue artistique. Ces œuvres sont des témoignages à part entière, venant compléter les récits de vie.

Le choix de ne pas inclure de photo de personnes ayant fourni leur témoignage permet d'assurer leur anonymat dans le respect du principe de *do no harm*.

Récits de vie

Chapitre 1 – Insécurité et violence	8
<i>Violences des gangs</i>	8
<i>Le viol comme arme de terreur</i>	10
<i>L’homophobie</i>	11
Chapitre 2 – L’exode	13
<i>La vie sur les sites de déplacés</i>	13
<i>La peur du rapatriement forcé</i>	15
Chapitre 3 – Une situation socioéconomique en berne	18
<i>Inflation et la baisse du pouvoir d’achat</i>	18
<i>Pénuries de carburant</i>	19
<i>Disparition des emplois</i>	20
Chapitre 4 – Généralisation de l’insécurité alimentaire	23
<i>Un jeûne forcé</i>	23
<i>Des agriculteurs à bout de souffle</i>	25
Chapitre 5 – Délabrement du système sanitaire	27
<i>Choléra</i>	27
<i>La situation dans les hôpitaux</i>	30
Chapitre 6 – L’éducation à tout prix	32
<i>Des parents et élèves désemparés</i>	32
<i>Des enseignants abandonnés</i>	33



« Mache ak sèkèy Ou anba braw »

« Marcher avec son cercueil sous le bras »

Acrylique sur toile

Shneider Léon Hilaire

Chapitre 1 – Insécurité et violence

« J’ai quitté mon quartier avec une balle dans la cuisse. »

11,5 millions d’Haïtiennes et d’Haïtiens, tout un pays, otages de la brutalité, et de la violence des gangs.

Xavier, un religieux, vit à Port-au-Prince. Depuis plusieurs années, il est installé dans un quartier très sensible de Cité Soleil, au « centre du ghetto » comme il le dit lui-même. Cette commune emblématique, devenue tristement célèbre pour son extrême violence au cours des dernières décennies, est aux mains de plusieurs gangs, qui s’affrontent, traumatisent et tuent la population locale piégée, « prise en otage ». Il raconte à partir de son expérience personnelle et ses nombreuses rencontres avec des personnes parmi les plus vulnérables du pays, ce dont elles ont besoin, ce à quoi elles aspirent et comment elles survivent, parfois malgré elles.

Ce beau pays est mon toit depuis toujours, j’ai pour objectif de prêcher la parole de Dieu et de donner de l’espoir à une population qui en a tant perdu, surtout ces dernières années avec l’explosion des affrontements. Malheureusement, ce que je vois n’est pas de bon augure pour l’avenir. L’insécurité et les besoins humanitaires augmentent bien plus vite que notre capacité à y répondre. En vivant au sein dans l’un des quartiers les plus affectés, je vois tous les jours, toutes les heures, les conditions désastreuses dans lesquelles des femmes, des hommes, et des enfants survivent.

Violences des gangs

J’entends souvent des récits de vie, ou plutôt de survie, des habitants de mon quartier, y compris Alex, un jeune de 23 ans qui a dû se déplacer à cause de la violence des gangs dans son quartier. Il a eu plus de chance, si je puis dire, il est sorti du ghetto. Leurs cas sont loin d’être uniques, j’en vois tous les jours. Les habitants de Cité Soleil essayent de quitter le quartier en raison de la violence inimaginable qu’ils subissent quotidiennement.

Les gangs en Haïti

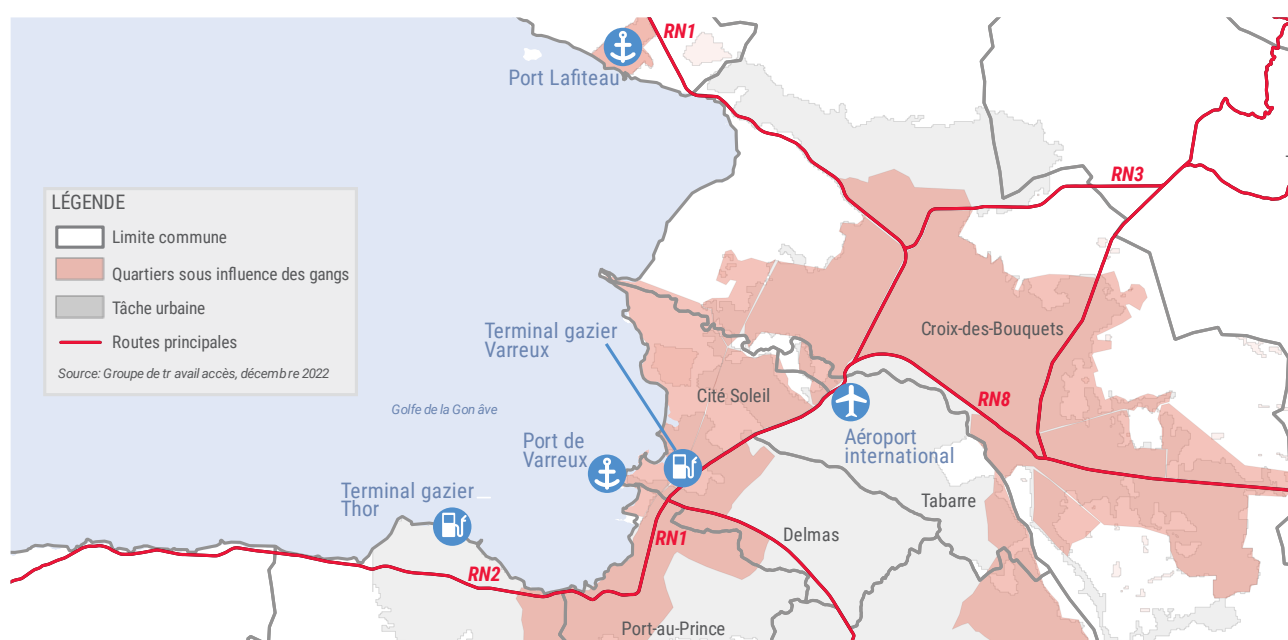
Depuis plus de 20 ans, des gangs occupent certaines parties d’Haïti. Le groupe de travail sur l’accès estime leur nombre à 200, dont la moitié dans la ZMPAP, nourris par des intérêts politiques, économiques et sécuritaires.

Depuis 2020, l’emprise des gangs s’est renforcée jusqu’à encercler la ZMPAP, à travers le développement de tactiques sophistiquées et l’émergence de coalitions de gangs très puissantes.

Les affrontements entre gangs dans les luttes de territoire et avec la PNH ont fait de nombreuses victimes et installé un climat de peur permanent.

OCHA estime qu’au moins 1,5 million de personnes, soit la moitié de la population de la capitale, est directement touchée par la violence et voit sa liberté de mouvement et d’accès aux services de base restreints.

Présence de gangs dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince



Quand j'ai rencontré Alex, il me disait vivre sur un site temporaire avec d'autres personnes déplacées : « Ce qui nous unit aujourd'hui dans ce site, c'est le conflit à l'intérieur de Cité Soleil qui est ni plus ni moins, une guerre de bandits, mais, les victimes principales, c'est nous. Nous sommes aujourd'hui incapables de vivre, et surtout incapable de sortir. »

« Des personnes sont atteintes par des projectiles, sans distinction, que ce soient des nourrissons, des enfants, des écoliers, des adultes, des intellectuels, des femmes enceintes. »

« Personne n'est épargné là-bas, c'est pour cette raison qu'on a dû fuir et que nous sommes ici aujourd'hui. » Alex a continué en m'expliquant qu'aujourd'hui il reçoit, ainsi que les personnes autour de lui, une aide alimentaire de la part du Programme alimentaire mondial : « ça se passe bien, ils viennent tous les jours, le matin pour le petit-déjeuner des enfants, aux environs de treize heures pour le deuxième repas. Le matin, on apporte parfois des spaghettis. Ils apportent aussi des macaronis, des maïs à feuilles. Au dîner, on sert du riz aux haricots, du riz à la purée, du maïs aux haricots, du jus ou de l'eau pour boire. »

Tout le monde n'a pas la chance de bénéficier d'assistance, je m'en suis rendue compte en discutant avec une jeune femme. « Je m'appelle Islande, j'ai 36 ans, j'ai pu mettre au monde trois magnifiques enfants que j'aime plus que tout, mais aujourd'hui j'en ai plus que deux. Mon premier enfant et mon mari ont tous deux perdu la vie lorsque des bandits leur ont tiré dessus, c'était le 29 mai 2022, je m'en souviens comme si c'était hier... ». C'est comme ça qu'Islande s'est présentée.

« Je suis analphabète, je n'ai pas de travail, et pourtant deux enfants dépendent de moi. Je suis contente que vous passiez me voir, cela me donne de l'espoir. J'aimerais recevoir un peu d'argent. Cela m'aurait été utile pour payer le transport pour aller jusqu'à l'hôpital quand mes enfants ont été malades. Lorsque j'ai pu m'y rendre, les médecins nous ont expliqués que nous avions probablement le choléra mais ils n'avaient pas de quoi vérifier. Nous n'avons pas de toilettes à la maison, tout se fait dans un sac plastique ». Les habitants de la zone utilisent un sac pour mettre leurs excréments et jettent le sac dans le ravin ou dans un espace qui reçoit les détritiques, proche de leur lieu de vie. Islande m'explique : « Quand j'ai un peu d'argent, j'achète de l'eau traitée, quand je n'en ai pas, j'utilise l'eau d'un puits qu'on avait foré pour construire des latrines, en y ajoutant du chlore. La maladie des enfants a aggravé ma situation, je ne peux pas les laisser seuls aller quémander dans la rue. »

Malgré ce témoignage glaçant, je n'étais qu'au début de son récit, elle continue : « Ma situation est tellement difficile d'autant plus que j'ai été testée positive au SIDA quand j'étais enceinte de mon troisième enfant. J'ai dû emprunter de l'argent pour me rendre à l'hôpital et me faire examiner, cela a duré cinq jours, heureusement sur place les soins étaient gratuits. »

1 119 enlèvements référencés en 2022.

Source: HCDH

Cité Soleil

La commune de Cité Soleil, dans la ZMPAP, compte près de 300 000 habitants. Elle est considérée comme l'une des plus vulnérables d'Haïti.

Cité Soleil connaît régulièrement des vagues de violence. Après un premier épisode en avril, le conflit entre deux coalitions de gangs en juillet 2022 a provoqué plus de 200 morts, 250 blessés et des milliers de déplacés (HCDH). Plusieurs rapports ont dénoncé l'utilisation du viol comme arme de terreur lors des affrontements.

Dans ce contexte, la sécurité alimentaire dans la commune s'est fortement dégradée avec près de 20 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire catastrophique (IPC 5).

Sur le plan de la nutrition, une étude menée en avril 2022 par UNICEF et le MSPP a montré que 20% des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition aiguë dont 5% de malnutrition aiguë sévère.

La situation EPAH dans la commune est particulièrement préoccupante. Située au bord de mer, certains quartiers sont régulièrement inondés. A chaque épisode de pluie, les principaux canaux de drainage de la capitale y amènent des tonnes d'immondices. En l'absence d'entretien, ces canaux s'obstruent au niveau de Cité Soleil, formant des montagnes de déchets.

Par ailleurs, l'acheminement d'eau potable dans la commune se fait par camions-citernes. Ces livraisons sont conditionnées par la situation sécuritaire, ainsi les populations de Cité Soleil sont souvent privées d'eau potable pendant plusieurs jours.

Dans ce contexte, la résurgence du choléra confirmée le 2 octobre, a notamment débuté à Cité Soleil, où 12% des cas suspects étaient recensés au 31 décembre 2022.

Tous ces propos ne sont qu'une partie de ce que j'entends dans la rue. Beaucoup sont dans cette situation, y compris dans d'autres parties du pays. Les gangs touchent l'ensemble du territoire et encerclent une grande partie de Port-au-Prince. La préoccupation sécuritaire revient souvent dans les échanges.

En rencontrant une Haïtienne vivant dans le quartier de Saint-Martin à Bas-Delmas, j'ai pu saisir la cruauté des gangs. « Laisser ma maison et venir vivre sur le site n'a pas été chose facile, parce que j'ai reçu une balle à la cuisse. Je n'ai pas perdu seulement ma cuisse ce jour-là, j'ai perdu ma vie. Elle est ruinée, je vis dans un cauchemar, en plus que je suis pauvre et handicapée. J'ai besoin d'aide en urgence, de la nourriture surtout, j'ai faim. J'ai besoin d'argent, j'aimerais commencer un business. »

Les Haïtiennes et Haïtiens sont très débrouillards, ils ont juste besoin de la paix, le reste ils s'en occuperont.

Le viol comme arme de terreur

En plein cœur de Port-au-Prince, sur le bord de mer, la tristement célèbre Cité Soleil illustre, pour beaucoup, le pouvoir des gangs sur le pays. Pour de nombreuses femmes, mais aussi des hommes, en plus de la terreur, c'est le lieu où elles sont violées et agressées avec une violence indescriptible. Les gangs recourent au viol collectif pour intimider davantage et empêcher tout désir de résistance. Les rencontres avec ces femmes, si nombreuses, sont toujours déchirantes. Le viol est utilisé comme une arme de guerre, une arme de projection de pouvoir, de sadisme sur une population qui n'a rien demandé.

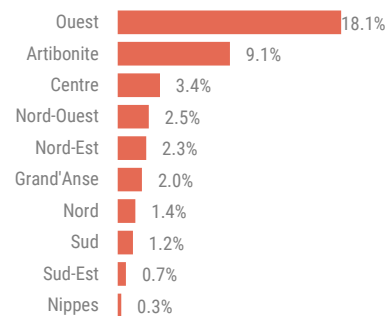
Ces viols de terreur et de conquête arrivent tous les jours, de manière aléatoire, comme à cette femme alors qu'elle rentrait chez elle à Cité Soleil : « Juillet dernier, je rentrais à la maison accompagnée de mon mari, après être sortie pour aller en centre-ville. Quand nous sommes arrivés, des gangs nous ont pris et nous ont séparés. Depuis, je n'ai jamais revu mon mari. Ils l'ont assassiné. Je vis avec mes quatre enfants. J'aimerais quitter la zone et ne plus subir cette violence à la longue. »

« Aujourd'hui, je suis enceinte, et malheureusement, je ne pense pas que le père soit mon défunt mari, mais l'un de ces hommes. »

Cette femme vit dans la peur permanente : « Nous nous endormons le soir avec le bruit de balles. Il y a toujours des tirs. Nous pensons à ce qui s'est passé, mais surtout à ce qui arrivera. »

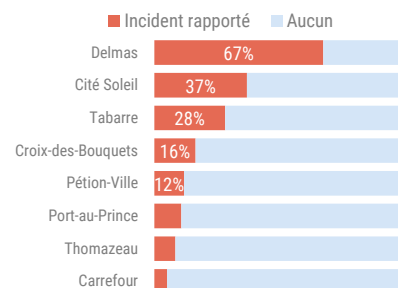
Toujours dans Cité Soleil, une autre femme a connu un sort similaire, victime directe d'une violence sanguinaire : « J'étais chez moi quand j'ai entendu des bruits de balles enflammées dehors. Je me suis mise à courir pour m'échapper, c'est là qu'un jeune homme m'a attrapé. Malgré mes supplices, il ne voulait pas me laisser partir. Pendant ce temps, il continuait d'abuser de moi. Je suis mère de 11 enfants, leur papa est mort le même jour dans la cité. C'était la première fois que je subissais des abus sexuels, c'était terrifiant. »

Ménages faisant face à des restrictions de mouvements



Source: MSNA

Ménages ayant fait face à au moins un incident de protection dans la ZMPAP



Source: MSNA, au cours des 12 mois avant la collecte

Au niveau national, 13% des ménages ont subi des incidents au cours des 12 mois avant la collecte. Au niveau de la ZMPAP, le taux est plus élevé, avec 24% des ménages concernés.

À Delmas, plus d'un ménage sur sept rapporte avoir subi un enlèvement, un chiffre considérablement plus élevé que le reste du pays.

16 470 incidents de VBG, y compris, sexuels, ont été soignés en 2022 dont 92% liés à des violences physiques.

Source: SISNU, 10 février 2023

A noter que certaines structures sanitaires n'ont pas finalisé la saisie de données dans le SISNU pour 2022.

« Nous subissons une inondation de violence, ils tirent sans arrêt, nous risquons de prendre une balle à n'importe quel moment. »

Cette violence gratuite continue encore aujourd'hui. « Pour tout dire, j'ai été violée deux fois. La deuxième fois, ça a commencé le 14 juillet alors que mon papa rentrait de son travail. On l'a tiré et brûlé devant nous. Le lendemain, des hommes sont venus frapper à la porte de la maison où nous étions mes deux petits frères, ma maman et moi. Ils étaient en train de nous menacer de brûler la maison si nous n'ouvrons pas les portes. Je portais une robe quand je suis allée ouvrir la porte, ils m'ont mis sur le lit et ont abusé de moi devant ma famille, tout en les frappant. »

« Je suis jeune, j'ai honte de ce qui s'est passé. Même si beaucoup d'entre nous subissent la même chose, il y a des gens qui se moquent de nous à cause de ce qui s'est passé. Nous n'avons plus de valeur devant les jeunes garçons du quartier, cette situation me fait mal. J'aimerais sortir de la zone, j'aimerais ne pas revivre cette situation que je subis tous les jours. »

L'homophobie

Au cœur de Port-au-Prince, comme dans le reste du pays, les discriminations et violences contre les personnes homosexuelles représentent la norme. Jean-Berson vit justement dans l'un des nombreux bidonvilles de la capitale haïtienne « Vu les faibles moyens économiques de ma mère, je n'ai pas eu la chance de fréquenter un établissement scolaire. Souvent nous étions aussi privés de nourriture pendant plusieurs jours. Je n'ai pas connu mon père, notre mère n'a jamais voulu parler de lui. J'ai vécu une enfance difficile pour ne pas dire misérable. »

« A 14 ans, j'ai remarqué mon attirance pour les garçons. Je me comportais comme l'adolescente de mon quartier. Mon frère m'a demandé de changer de comportement, et me frappait prétextant vouloir me corriger, ça s'est ensuite étendu au quartier. Ma mère leur a dit que c'est à cause des tâches ménagères que j'effectuais à la maison que je me comportais comme ça. »

Sans le soutien de sa famille, les options sont devenues limitées pour Jean-Berson : « A partir de 16 ans, j'ai commencé à me prostituer, c'était le seul moyen que j'avais trouvé pour gagner de l'argent. Tous les soirs je me rendais dans le centre de Port-au-Prince pour trouver des clients. Un beau jour, un de mes voisins m'a repéré en train de me prostituer, il a répandu l'information dans notre quartier, ma vie est devenue un enfer. Tous les gens du quartier m'insultaient et me frappaient partout avec des fouets. Ma situation empire chaque jour, avec des menaces et des agressions physiques. Plusieurs fois, j'ai même dû aller à l'hôpital pendant plusieurs jours. »

Pour Jean-Berson, les violences et discriminations liées à son orientation sexuelle ne sont qu'un fléau en plus de la violence déjà insoutenable que vivent les Haïtiennes et les Haïtiens tous les jours. Il raconte le moment le plus difficile de sa vie :

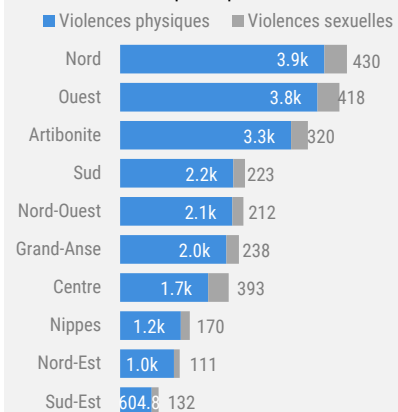
L'isolement des survivant.e.s

La réduction des VBG est un enjeu de protection majeur en Haïti. En 2022, de nombreux rapports ont dénoncé l'utilisation quasi-systématique de VBG par les gangs lors d'affrontements pour étendre leurs territoires.

Les survivant.e.s de VBG se murent dans le silence par crainte de stigmatisation ou de représailles. La plupart renonce à dénoncer leurs agresseurs qui bénéficient d'une impunité *de facto* liée à l'absence de police dans de nombreux quartiers et à la paralysie du système judiciaire.

Dans ce contexte, une part significative de survivant.e.s ne bénéficie pas d'accompagnement et de soins par manque de structure à proximité et des coûts de transport prohibitifs.

Nombre d'incidents de VBG soignés en 2022 par département



Source: SISNU, 21 février 2023

Droits des personnes LGBTQI+

L'Office de la Protection du Citoyen, institution nationale et indépendante de promotion et de protection des droits humains en Haïti, dénonçait en septembre 2022, le climat d'intolérance contre les membres de la communauté LGBTQI+ qui subissent quotidiennement des discriminations

En 2017, une loi a été votée par le Sénat haïtien interdisant le mariage homosexuel et imposant des peines de prison et des amendes. Le texte de loi a également renforcé l'interdiction de toute manifestation publique en faveur de l'homosexualité.

En dehors de la loi de 2017, le Code pénal haïtien ne contient aucune loi contre l'homosexualité.

« Lors d'un massacre qui avait lieu dans la zone, des hommes armés ont incendié plusieurs maisons et tué plusieurs centaines de personnes. Ce jour-là j'ai perdu ma mère, et l'une de mes sœurs. C'était comme dans un cauchemar, je ne voulais pas croire ce qui venait de se passer. Ils ont attaqué pendant la nuit avec des armes à feu. Une grande partie de la population était déjà endormie, cela veut dire que ces gens sont tous morts dans leur sommeil. Désolé, je ne peux pas retenir mes larmes... ma mère représentait tout pour moi, elle n'avait pas de moyens mais elle a fait beaucoup de sacrifices pour moi et les autres. Je me sens coupable de ne pas avoir pu la sauver... Ces gens-là n'ont pas de cœur, ils sont méchants. Ils ont tué des innocents, des gens sans défense. Certains habitants qui étaient encore vivants, les chanceux, ont dû laisser la zone pour s'échapper. »

« Peu de temps après, un nouveau chef de gang a été installé dans la localité. Timidement, les citoyens ont regagné leur maison et la zone était plus ou moins calme. Le nouveau chef nous appréciait beaucoup et il était très ouvert. Nous étions en quelque sorte ses protégés. Il ordonne aux autres soldats de protéger et d'accompagner la population. C'est quelqu'un de très généreux, calme et sensible. Il nous emprunte de l'argent pour pouvoir fonctionner. »

Une justice à l'arrêt

Les gangs entravent le système judiciaire haïtien conduisant à des taux élevés de détention préventive prolongée ainsi qu'au développement d'un fort sentiment d'impunité.

Les locaux des instances judiciaires sont souvent la cible des gangs. Selon *Human Rights Watch*, certains juges ne seraient pas rendus au travail depuis six mois par crainte de balles perdues et d'enlèvements.

Depuis la mi-juin 2022, les locaux du tribunal de première instance de Port-au-Prince sont sous le contrôle de gangs qui ont saccagé les dossiers et preuves, et occupent les lieux. Le Tribunal de première instance de Croix-des-Bouquets, également attaqué et incendié par des gangs, est actuellement hébergé dans plusieurs bâtiments gouvernementaux à Tabarre.

La Cour de cassation est restée sans président depuis juin 2021 jusqu'à la nomination du juge Lebrun par le Conseil des ministres le 11 novembre.

Les enlèvements en Haïti

Illustration numérique
Francisco Silva



Chapitre 2 – L'exode

« J'ai laissé Haïti avec mes deux jambes, je suis revenue avec une seule. »

Les violences poussent de nombreuses Haïtiens et Haïtiennes à fuir, à quelques centaines de mètres de leur foyer, ou à plusieurs milliers de kilomètres.

Au sein de Croix-des-Bouquets, un jeune médecin dans sa trentaine soigne des victimes des horreurs des gangs chaque jour, par dizaines. Il voit une population perdre espoir dans son propre pays, forcée de se déplacer, parfois dans des conditions sanitaires inimaginables, simplement pour rester en vie. Aujourd'hui employé par une ONG, il est vu comme un exemple de réussite par sa communauté, quelqu'un qui s'en est sorti sans avoir à passer par les gangs. Il en est fier, il veut montrer que c'est possible de réussir malgré tout. Il raconte ce dont il est témoin au quotidien, mais aussi ce qu'il entend de ses collègues à travers le pays.

J'ai 32 ans, cela fait donc trois décennies que je vis dans un quartier en guerre, c'est assez simple, je n'ai jamais connu la paix. La paix, c'est un concept que j'ai lu dans des livres ou vu lorsque j'ai pu aller à l'étranger, ici je ne l'ai jamais vue. Malgré cela, je n'arrive pas à m'y habituer. Je n'ai jamais pensé être médecin quand j'étais petit, ce qui m'a poussé à le devenir, c'est le nombre de personnes blessées qui meurent parce qu'elles n'ont pas accès aux soins. Les cicatrices les plus grandes sont invisibles et inscrites dans la tête de tous ces survivantes et survivants. C'est là que le plus gros travail est à faire.

La vie sur les sites de déplacés

Jusqu'à novembre 2022, au cœur de Port-au-Prince, des centaines de personnes vivaient sur la place Hugo Chavez au sein d'un site de déplacés improvisé, avec de nombreuses personnes dont la santé se détériore et que j'ai dû traiter. Parmi elles, Christelle, qui a fui les violences des gangs avec son bébé : « Mon déplacement a été très difficile. Ce jour-là, beaucoup de gens ont été atteints de projectiles, et certains sont morts, les bandits n'arrêtaient pas de tirer. Dieu m'a aidé à m'en sortir, et je suis arrivée à passer malgré ma grossesse. »

155,2k personnes en situation de déplacement (39 600 ménages) ont été identifiés dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Source: DGPC, DTM, OIM, 23 novembre 2022

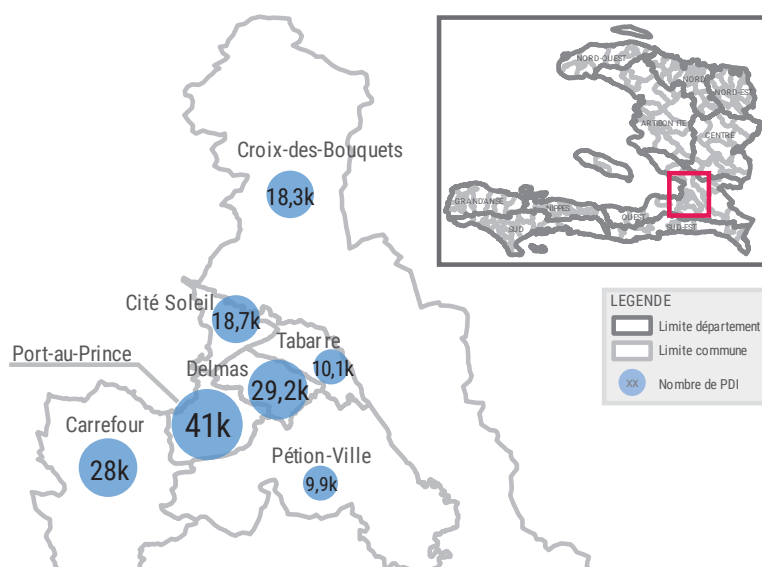
75% des personnes déplacées de la ZMPAP vivent dans des communautés hôtes.

Source: DGPC, DTM, OIM, 23 novembre 2022

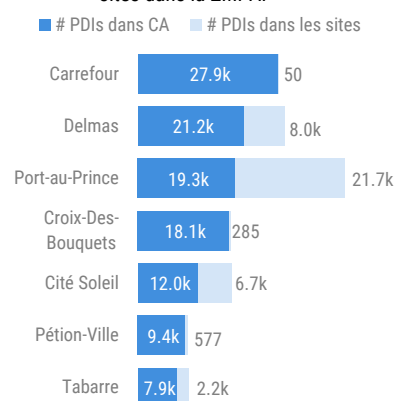
2 528 personnes déplacées dans le Sud et la Grand'Anse.

Source: DGPC, DTM, OIM, 1^{er} septembre 2022

Cartographie des PDI par commune dans la ZMPAP



Répartition des PDI dans les communautés d'accueil (CA) et sites dans la ZMPAP



Source: DTM ZMPAP Round 2, 23 novembre 2022

Lorsque je soignais cette jeune femme et suivait sa grossesse, elle me racontait ses conditions de vie désastreuses : « Nous ne pouvons pas avoir de vie normale sur le site, on ne vit pas bien. Malgré ma grossesse, j'ai du mal à me nourrir, et je crains que cela affecte la santé de mon bébé. Les gens partagent avec nous le peu qu'ils ont, ce sont des bons prochains, mais cela reste insuffisant. Sur le site, la qualité des conditions de vie n'est pas bonne, surtout avec les jeunes de sexe masculin qui font la guerre avec des cailloux, mettant en péril la vie de mon bébé. »

« Je vis en plein air, je dors avec mon bébé, et quand il pleut je reste debout en attendant que la pluie cesse pour que le sol redevienne sec et essayer de dormir à nouveau. Nous avons accès à un peu d'eau potable, et de l'eau pour se doucher, le problème reste le lieu pour prendre mon bain car c'est en plein air, à la vue de tout le monde. »

Ce qui m'a le plus interpellé, c'est son optimisme. Christelle voit son déplacement comme une amélioration de sa vie : « L'impact est positif pour moi, car la façon dont je vivais dans la peur était pire, invivable. Aujourd'hui, j'ai un peu de paix car je n'entends plus les tirs d'armes. Là où je vivais avant, j'ai perdu deux frères et le père de mon enfant. On ne peut pas faire pire que ça. »

Cette jeune haïtienne essaye de garder l'espoir, et se bat pour son bébé : « Aujourd'hui, pour survivre, je quémande dans les rues, souvent je prends mon bébé et je vais devant l'aéroport pour pouvoir subvenir aux besoins de ma famille. Pour manger c'est le meilleur moyen que j'ai. Tout se fait en dehors du site, on ne peut rien trouver dedans, mais heureusement il y a un peu d'entraide, surtout entre femmes. La vie est organisée autour de ça, la mise en commun et la solidarité. Par exemple on est cinq additionnant nos gains pour pouvoir cuisiner quelque chose. »

« Je ne souhaite pas rester sur le site, je ne souhaite pas rentrer chez moi, mais je souhaite trouver quelque part où habiter pour élever mon enfant, en République dominicaine. Ou alors j'aimerais pouvoir affermer une maison à Mais Gâtés car j'ai déjà une cousine habitant dans la zone. »

Dans le département du Sud, particulièrement affecté par le séisme de 2021, de nombreuses personnes continuent de souffrir des conséquences dévastatrices du tremblement de terre. Parmi ces personnes, Adriana, qui vit encore sur un site avec d'autres personnes déplacées par le séisme. « Je ne vis pas bien, la vie est difficile, la vie est chère, les produits les plus simples deviennent un luxe, 85 gourdes pour un verre de riz et 365 gourdes pour un pot d'huile. »

« Si on mange le matin l'après-midi sera blanche. »

« Sur ce site, les conditions ne sont pas simples, il y a une toilette commune et l'eau est potable seulement si on a des aquatabs. Je ne dors pas bien, on utilise les moyens du bord pour construire notre abri de fortune. »

Le site de la place Hugo Chavez

La place Hugo Chavez, grande de 35 630 m², à l'entrée de l'aéroport international Toussaint l'Ouverture, est située au croisement des communes de Cité Soleil, Delmas et Tabarre, cette place fut un refuge pour les personnes fuyant les violences des gangs en particulier en avril et juillet 2022, à la suite des vagues d'affrontements

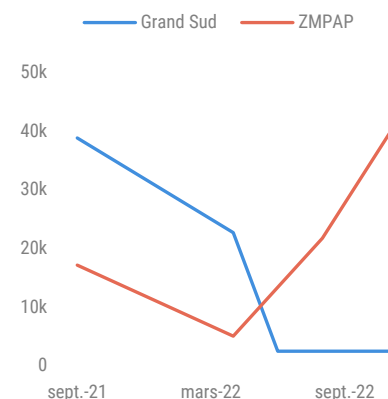
Face à l'afflux de centaines de ménages démunis, les conditions de vie sur le site spontané étaient indignes, notamment en l'absence d'infrastructure sanitaire de base.

L'assistance délivrée par les acteurs humanitaires était critique pour soutenir ces populations vulnérables.

Durant les troubles sociaux qui ont secoué le pays en septembre et octobre 2022, les difficultés d'accès ont fortement compromis la continuité des activités sur les sites de PDI.

Le 17 novembre, le gouvernement a conduit des actions pour reloger les 3 000 déplacés de la place.

Tendances de la population dans les sites de déplacement



Source: OIM

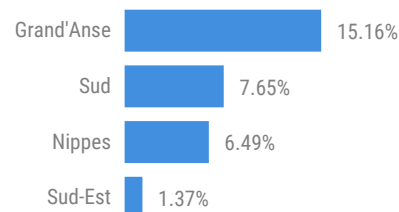
En 2022, l'augmentation de la violence dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince a poussé de plus en plus de personnes à se déplacer, tandis que les personnes sur les sites dans les départements du sud, la plupart à la suite du tremblement de terre de 2021, ont progressivement quitté les sites.

« Avant le séisme, on louait une maison, mais elle a été détruite. Maintenant, on vit sur ce site sous du plastique et du bois... Si j'étais à la maison, j'aurais pu monter un business qui m'aiderait avec les enfants. Je ne me sens pas bien dans ma peau, je n'ai pas de quoi travailler pour nourrir mes enfants proprement. Je vis à la merci de mon frère qui me donne 500 gourdes par semaine. La seule chose dont j'ai besoin, c'est un peu d'argent pour lancer un commerce, le reste je peux m'en occuper. »

La peur du rapatriement forcé

Carline a été rapatriée depuis la République dominicaine en compagnie de sa fille de trois ans. Elle a passé trois jours dans un centre carcéral à Elias Piña du côté dominicain de la frontière qui coupe l'île en deux. Cela fait presque 20 ans qu'elle vivait en République dominicaine. Elle explique ce rapatriement : « le 29 juillet, très tôt dans la matinée, j'entends soudainement un grand bruit à la porte. Des agents de l'immigration dominicaine qui font irruption dans ma maison. Ils ne m'ont même pas laissé le temps de ramasser mes affaires que j'étais déjà dans un camion en compagnie d'une dizaine d'autres compatriotes haïtiens. C'est la deuxième fois de ma vie que je suis arrêtée pour être rapatriée en Haïti. A chaque fois, c'est traumatisant comme expérience, cela m'a pris beaucoup de temps pour m'en remettre, et j'étais à nouveau plongée dans ce cauchemar. »

Effondrement total ou abri trop endommagé pour y vivre, dans les départements du sud



Source: MSNA

154 333 personnes rapatriées de la République dominicaine en 2022.

Contre **24 819** personnes rapatriées en 2021.

Source: OIM



Les déplacés

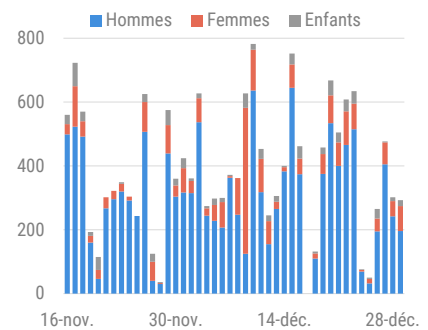
Acrylique sur toile

Shneider Léon Hilaire

Pour cette deuxième fois, c'est pire car Carline est enfermée avec sa fille dans une cellule au milieu d'une centaine d'autres migrants en situation irrégulière. « Ma fille a été choquée. J'ai dû rassembler toutes mes forces pour ne pas sombrer, c'est très dur de voir son propre enfant pleurer. J'ai prié et passé la nuit sans pouvoir fermer l'œil. Après trois jours d'incarcération, on nous a finalement rapatrié au point frontalier de Belladère. »

Le soulagement de Carline, fut de courte durée : « Je me suis retrouvée avec ma fille dans un pays que je ne connaissais pas, et dans lequel je n'avais pas vécu depuis 18 ans. J'étais remplie d'incertitude et surtout d'inquiétude pour ma fille. En dépit de tout, je ne vois pas ma vie et celle de ma fille en Haïti. Nous comptons retraverser la frontière avant la fin de l'année. »

Nombre de personnes rapatriées depuis la République dominicaine

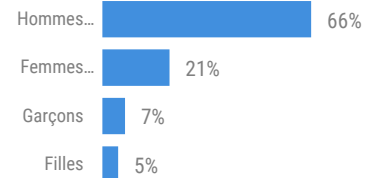


Source: OIM

« La manière dont nous sommes toutes et tous traités me mets en colère. Je me suis sentie déchirée, humiliée, en tant que mère, en tant que femme. »

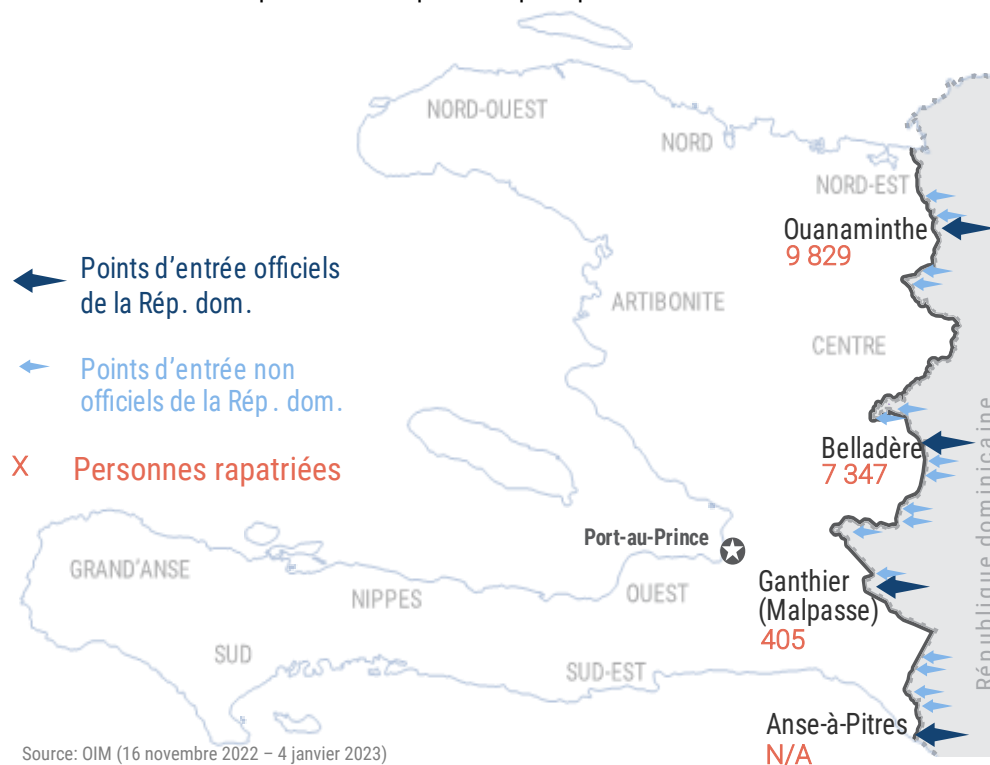
L'histoire de Carline est loin d'être unique. La situation de Chrisla et sa famille interpelle. Déportée des États-Unis avec son mari et sa fille de deux ans, elle vit aujourd'hui aux Gonaïves depuis l'été. « Je n'ai pas les moyens pour loger ma famille et moi, on a dû couper notre famille en deux. Avec ma fille, nous sommes logées chez un cousin de mon mari, tandis que lui est hébergé par un ami. Cette condition complique ma situation, car j'ai besoin du soutien de mon mari pour gérer nos enfants. »

Personnes rapatriées en Haïti par genre et âge



Source: OIM, 2022

Rapatriements depuis la République dominicaine



Infirmière de profession, Chrisla avait du mal à trouver un emploi dans son domaine d'études. Femme très courageuse, elle a essayé plusieurs activités, notamment un petit commerce, malheureusement sans succès. Pour Chrisla, ce n'est pas le principal problème: « Malheureusement, l'insécurité qui sévit au pays a eu raison de moi... Alors que je rentrais à Croix-des-Bouquets, des hommes lourdement armés m'ont volé mes marchandises et mon argent. Cela a affecté grandement ma motivation. »

Brisée, elle a décidé de laisser Haïti et de migrer au Brésil en février 2018. « Lorsque je me suis installée au Brésil, j'ai rencontré un concitoyen, avec lequel nous avons donné naissance à une petite fille, mon petit chouchou. Malgré cette belle nouvelle, la vie n'était pas facile. » Face aux difficultés, Chrisla est partie dans un long voyage en direction des États-Unis. Les États-Unis représentent pour la majorité des Haïtiens qui vivent au Brésil et ailleurs l'endroit idéal pour de meilleures conditions de vie. « Nous sommes partis et avons commencé un long trajet au travers de l'Amérique centrale. Malheureusement, mon espoir s'est vite tourné en désespoir. Pendant que je traversais le Darien, au Panama, j'ai fait une chute terrible dans la route boueuse. Ma jambe gauche est restée coincée dans un trou. Les secours sont arrivés après deux jours. Infectée, la plaie a dégénéré et, malgré les soins prodigués, deux mois après, ma jambe a été amputée. »

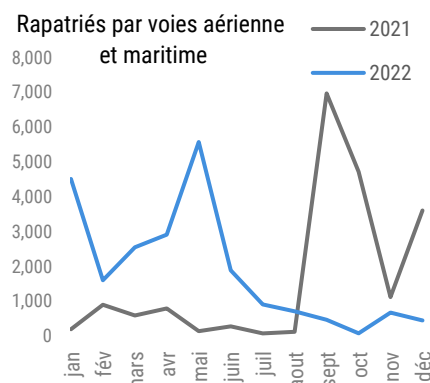
« J'étais loin d'imaginer que cela me conduirait à un aussi grand sacrifice, non, je ne pensais pas que j'allais perdre une partie de mon corps... »

Malgré sa situation d'une grande difficulté, Chrisla et sa famille ont repris la route en direction de la frontière mexicano-américaine. Le 20 mai 2022 sa famille s'est retrouvée dans une prison au Texas avant d'être déportée deux semaines plus tard.

« La déportation fut un choc terrible pour ma famille, nous étions persuadés que les autorités migratoires américaines auraient de la compassion pour nous, surtout avec une jambe en moins. Nous sommes revenus en Haïti sans rien. Ma famille se serait retrouvée dans la rue, l'humiliation suprême, si nous n'avions pas reçu une assistance de l'OIM. »

Chrisla et sa famille ont bénéficié de l'assistance de l'Organisation Internationale pour les Migrations, notamment avec un fauteuil roulant, et elle-même a pu rencontrer un prothésiste. « Je suis contente d'avoir cette prothèse. Grâce à elle, je suis à nouveau sur mes deux pieds. »

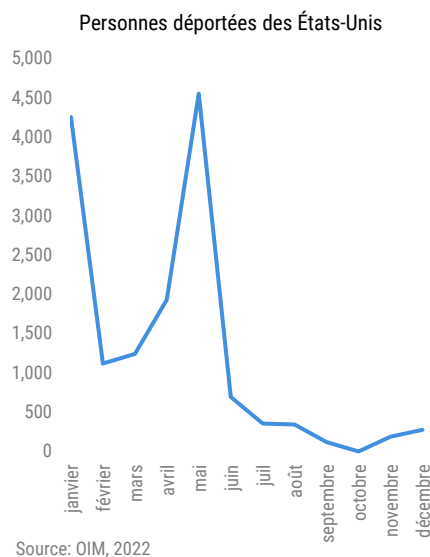
« J'ai laissé Haïti avec mes deux jambes, je suis revenue avec une seule. »



Rapatriement par air et mer

Le rythme des rapatriements était plus important au début de l'année 2022 que l'année précédente. Dès le mois de juillet, le nombre de rapatriés par voies aérienne et maritime en 2022 dépassait déjà celui pour l'ensemble de 2021, selon les données de l'OIM.

En septembre 2022, les troubles sociaux et l'intensification des activités de gang ont poussé de nombreux pays à arrêter les rapatriements car les conditions ne permettaient pas un retour sûr et durable dans le pays.



Chapitre 3 – Une situation socioéconomique en berne

« Il y a tellement de personnes qui pratiquent la mendicité que les gens qui donnent sont aussi ceux qui mendient une rue plus loin. »

L'insécurité, le blocage du terminal de Varreux, et l'inflation ont ruiné la vie économique du pays. Tous les jours, de plus en plus de personnes tombent dans une pauvreté extrême. 31% de la population vit avec moins de 2,15\$ par jour.²

Ezaie est propriétaire d'une radio locale dans un département. Grâce à son travail, il rencontre et échange avec de nombreuses personnes sur les problèmes auxquelles elles font face, y compris la récession, l'inflation, et les difficultés économiques des ménages. L'instabilité politique, la corruption, la violence permanente et grandissante, l'inflation, le blocage du terminal pétrolier de Varreux, ne sont que quelques facteurs contribuant à l'effondrement économique de la perle des Antilles.

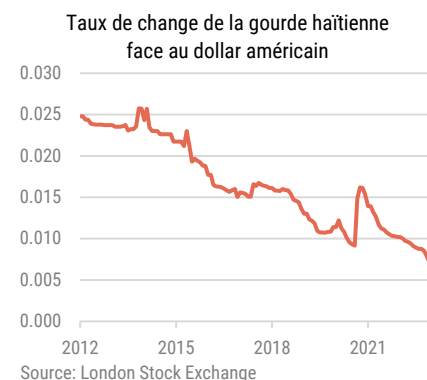
Inflation et la baisse du pouvoir d'achat

Cela fait plus de 15 ans que je tiens une radio, on diffuse sur tout le département, les gens aiment bien ce qu'ont fait. Je suis journaliste et technicien de formation, j'ai trois enfants en âge scolaire. Mes conditions de vie sont difficiles avec la réduction du pouvoir d'achat. Je dois avouer que je mange moins bien qu'avant et je paie mes factures avec plus de difficultés, surtout les frais scolaires. Mon mode de vie n'est plus le même, chaque jour j'ai l'impression qu'il se dégrade. Si la situation persiste, je cours le risque de devenir réellement pauvre.

J'ai rencontré Gérard, marié, père de quatre enfants, qui est dans une situation similaire. Commerçant, il se consacre désormais entièrement à l'agriculture : « les difficultés rencontrées dans le cadre du travail sont liées à la situation du pays. Le commerce ne marche pas bien car les gens ne peuvent pas acheter les produits à cause de leurs prix. Mes revenus viennent principalement de la vente de produits du jardin comme l'ananas, igname, mangues. Je les revends ensuite au marché. »

Les facteurs qui selon lui sont à l'origine de ses difficultés sont la rareté du carburant accompagné du phénomène *Peyi Lòk* : « qui a causé une augmentation des prix de tous les produits. A cause du *Peyi Lòk*, il n'y a pas de transport, je ne peux pas me rendre au marché avec mes produits, et étant donné que je n'ai pas de moyen de conservation cela entraîne la perte inévitable des marchandises. Je n'ai plus de moyens pour me remettre de cette perte, cela impacte négativement notre économie. »

La situation de Gérard me fait beaucoup penser à la mienne, car maintenant le travail de la terre est le principal recours vers lequel je me suis tourné pour ne pas m'effondrer. J'envisage de me lancer dans le commerce. Je compte aussi mettre en place une usine d'eau traitée pour m'en sortir. Mais je suis toujours en observation, au regard de la situation sécuritaire.



Depuis l'adoption par la BRH d'un change flottant en 1991, le taux de change a connu de fortes variations, et une tendance générale dépréciative face au dollars US, notamment dues aux crises politiques et sécuritaires. En mai 2021, le gouvernement a injecté 100 millions de dollars pour tenter d'enrayer ce phénomène. La stabilisation ne fut que de courte durée, la chute a continué jusqu'à un taux historiquement bas en fin 2022.

Le *Peyi Lòk*

L'expression « *Peyi Lòk* » signifie pays fermé en créole haïtien.

Elle désigne communément le grand mouvement de contestations sociales qui a paralysé le pays durant plus de trois mois en 2019 suite à une hausse du coût de la vie, et à des scandales de mauvaise gouvernance. Les manifestations, les barrages routiers, l'usage d'armes à feu et les pillages ont entraîné la fermeture d'entreprises, et la paralysie des transports.

Les troubles sociaux qui ont bloqué le pays en septembre et octobre 2022 ont été qualifiés par certains de nouvel épisode de *Peyi Lòk*.

² Banque mondiale, 2021

La situation économique du pays a fortement affecté Margueritte, une Haïtienne de Fort-Liberté, dans le nord du pays, seule avec ses six enfants : « Mon mari est parti en République dominicaine depuis octobre, grâce à cela il nous envoie un peu d'argent pour nous aider à surmonter les moments les plus difficiles. Il revient de temps à autre pour passer un peu de temps avec nous. Deux de nos enfants ont choisi ce chemin également, avoir la famille coupée en deux n'est pas facile tous les jours. Mes six autres enfants sont avec moi en revanche. »

Pour nourrir sa famille, cette mère de famille de 35 ans compte relancer un petit commerce : « Je suis là, je ne fais pas de commerce pour le moment. Mais, je suis dans une mutuelle par laquelle je compte emprunter de l'argent pour lancer un petit commerce. Nous n'arrivons pas à manger tous les jours car je ne trouve pas assez d'argent. En général, sur une semaine, je peux faire à manger pendant cinq jours. »

« Si je trouve 10 dollars haïtiens pour faire à manger, je privilégie mes deux jumeaux de deux ans, les autres restent sans rien, ils voient bien que je n'ai pas d'autre choix. »

Le prix des produits de première nécessité grimpe et les services deviennent inaccessibles. C'est pire encore pour ceux qui vivent en milieu rural, avec Port-au-Prince coupé et isolé.

Pénuries de carburant

Essentiel pour se rendre à Port-au-Prince ou, tout simplement, pour se déplacer dans le pays, le carburant est une préoccupation majeure pour l'ensemble de la population. Madame Jean-Baptiste vit du revenu de ses ventes, mais celles-ci ont considérablement baissé notamment à cause de l'absence de marché dans sa région pour écouler ses produits : « Auparavant, je me rendais à Port-au-Prince, mais à cause de la montée des gangs et de la pénurie de carburant, je n'arrive presque plus à me rendre dans la capitale, les prix des transports ont augmenté, et en plus de ça, c'est devenu trop dangereux. »

Au plus fort de la pénurie Madame Jean-Baptiste, ne pouvant pas écouler ses produits sur place, a dû les vendre à perte, et même dans certains cas, les abandonner. « Nous sommes abandonnés, nous ne savons plus quoi faire, devons-nous continuer à travailler ? L'engrais est cher, tout est devenu très cher et nos parcelles ne sont plus travaillées. »

L'année dernière Madame Jean-Baptiste a pu bénéficier de semences d'haricots et de produits maraichers à partir d'un programme de la FAO, mais cette année aucune instance ne s'est présentée dans sa localité.

Madame Jean-Baptiste survit au jour le jour, parfois par dépit :

« Je ne peux pas me suicider, je m'adapte quand même. »

Le dollar haïtien

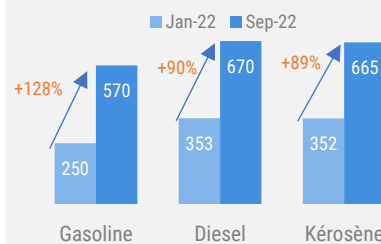
Le dollar haïtien est une devise fictive.

L'expression « dollar haïtien » date de la dernière indexation de la gourde sur le dollar américain en 1989, date à laquelle un dollar américain valait 5 gourdes.

Depuis le taux a considérablement évolué, dépassant 144 gourdes pour un dollar américain. L'expression dollar haïtien est restée, toujours basée sur l'indexation d'origine de cinq pour un.

De nombreuses personnes continuent d'utiliser l'expression pour indiquer les prix des biens sur les marchés informels bien qu'ils utilisent des gourdes pour payer.

La montée des prix du carburant



Source: Le Nouvelliste, taux officiel

En Haïti, le prix des carburants est fixé par le gouvernement afin de protéger la population des variations des prix du marché international.

En janvier 2022, le ministre de l'Économie et des Finances a annoncé une hausse du prix (+24% : gazoline, +109% : diesel, +116% : kérosène) officiellement afin de réduire le poids des subventions pour l'État et libérer des fonds pour soutenir le développement et la reconstruction dans le sud.

Malgré cette hausse, le poids des subventions a continué d'augmenter avec la montée des prix du pétrole et des coûts de transports liés à la guerre en Ukraine, ainsi que l'inflation galopante de la gourde.

Le 11 septembre 2022, le Premier ministre a annoncé une baisse des subventions et *de facto* une hausse des prix à la pompe, provoquant une vague de contestation sociale qui a paralysé le pays jusqu'en novembre.

Disparition des emplois

Dans les quartiers où ils opèrent, les gangs rançonnent les commerçants, les entreprises, et paralysent ainsi l'économie. Les premiers à en faire les frais sont les plus vulnérables, qui perdent des opportunités précieuses de faire du commerce et de se déplacer. La peur constante de sortir par crainte de perdre la vie les condamne à souffrir en restant en vie. La motivation des Haïtiennes et Haïtiens est pourtant là, le désir de travailler aussi.

John explique à quel point les activités économiques ont disparu dans les zones contrôlées par les gangs : « C'est une véritable destruction de la vie économique et sociale des personnes qui vivent dans ces endroits. Quelqu'un qui construit sa maison, la voit brûlée en quelques jours ou être occupée par les gangs dans les zones stratégiques. Pour les centaines de petites entreprises, deux options s'offrent à elles : la faillite ou l'incendie. »

« Ceux qui restent sont ceux qui n'ont pas d'autre possibilité et de moyens économiques pour aller vivre ailleurs. On sait que l'ensemble du pays souffre d'un manque d'emploi et de moyens de gagner de l'argent, mais c'est encore pire ici. On veut simplement échanger le pire pour l'un peu moins pire. »

« Il y a tellement de personnes qui pratiquent la mendicité que les gens qui donnent sont aussi ceux qui mendient une rue plus loin. »

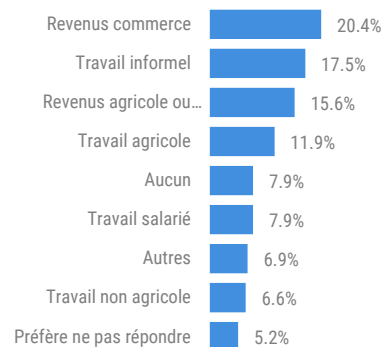
« Du coup, je constate un exode de la mendicité en dehors du quartier lorsque c'est possible. Finalement, je pense que moins de 10% de la population de Cité Soleil a un travail. »

Caricia est la mère célibataire d'une fille. Elle n'a aucune source de revenu en ce moment. « Les activités que j'entreprenais pour subvenir à certains de mes besoins ont mal tourné à cause de l'économie du pays et de l'inflation. Mes conditions de vies sont précaires, la situation socio-politique du pays augmente ma misère. En ce moment, mon petit commerce est suspendu à cause des prix exorbitants des produits. J'entreprends d'autres petits commerces qui ne m'aident pas vraiment à répondre aux besoins de ma fille. Ce n'est pas un manque de volonté, mais un manque d'équilibre entre les revenus des gens et le prix des produits. L'inflation est vraiment difficile à gérer pour nous. »

L'augmentation des prix, et la diminution ou la perte des revenus, engendrent des problèmes à la chaîne : « Le prix des produits de première nécessité est un calvaire. La boisson de base, « l'eau », devient un luxe. Je dépense 100 gourdes pour un gallon d'eau. »

En situation de handicap, Evena est une femme de 48 ans, et mère d'un enfant handicapé. Elle rencontre des difficultés à trouver une source de revenus stable : « Après avoir bouclé mes études en administration publique, j'ai pensé que ma vie allait s'améliorer, mais ce n'était pas le cas. J'ai beaucoup cherché un emploi, j'ai envoyé des CV, j'ai contacté des personnes... Tous

Sources principales de revenus des ménages

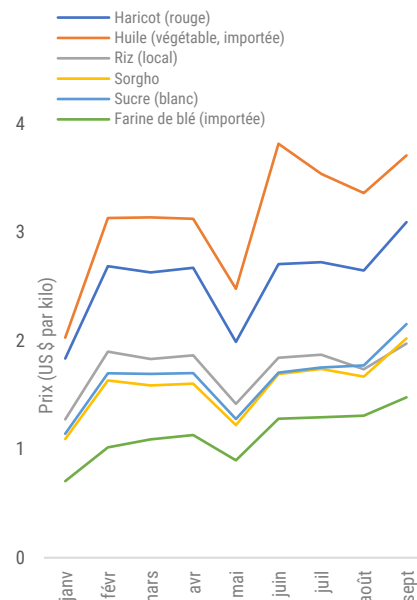


Source: MSNA

Près de **1 ménage sur 2** déclare avoir au moins **trois** sources de revenus différentes.

Les sources de revenus secondaires et tertiaires sont assez diverses dans la population. Le travail informel ressort à plus de **16%** comme travail secondaire et à 10% en troisième.

Évolution des prix des produits de première nécessité en 2022



Source: Programme alimentaire mondial

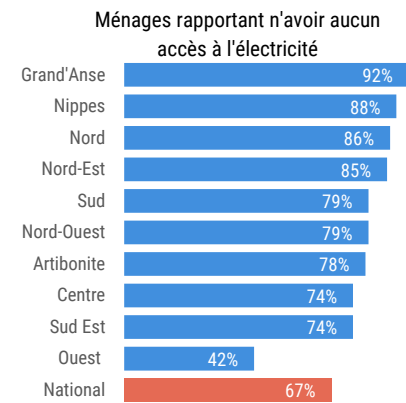
Les prix des produits alimentaires ont été frappés de plein fouet par une inflation galopante. L'injection conséquente de devises par le gouvernement en mai n'aura eu qu'un effet temporaire.

ces efforts, sans succès. Pour gagner ma vie, j'ai été obligé de faire du commerce ambulancier. La flambée des prix des marchandises est mon principal souci. »

En raison de la situation dans laquelle se trouve le pays, les activités d'Evena ont presque entièrement stoppé et sa condition de vie actuelle est très instable : « Pour le moment, je n'ai pas vraiment d'activités économiques. Pour répondre à mes besoins, j'utilise les bénéfices du commerce et des dons de mes proches. Nous vivons une vie très instable. Nous ne pouvons même pas répondre à nos besoins de première nécessité. »

Evena continue : « Je ne peux pas dire que nous avons accès aux services de base. Les prix des produits alimentaires augmentent chaque jour, ce qui rend les produits inaccessibles pour nous au niveau de la masse. De plus, le réseau de la DINEPA ne marche pas, notre quartier est souvent dans le noir, sans même évoquer le prix de l'essence qui a doublé sur le marché local. » Ses préoccupations sont orientées vers le bien-être de sa famille, avec une attention particulière pour son enfant en situation de handicap : « La santé reste un défi. Heureusement, l'hôpital Sacré Cœur continue à fonctionner au profit de la population, mais les médicaments restent trop chers. »

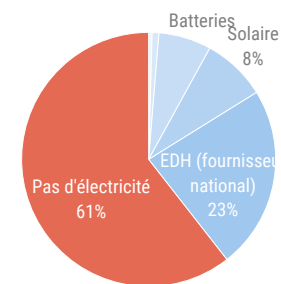
Sa famille adopte plusieurs moyens pour s'adapter : « Pour vivre en ce moment si difficile, nous sommes obligés de diminuer les dépenses. Nous changeons nos rations alimentaires. Étant donné que la situation de crise perdure, nous avons épuisé tout ce que la famille avait épargné. Maintenant nous commençons à nous endetter pour répondre aux besoins de base. Pour nous protéger contre les actes de violences, nous évitons les déplacements inutiles et les déplacements dans la soirée. »



Source: MSNA

Les ménages ont en moyenne accès à **1,8 heure d'électricité par jour** avec des disparités significatives entre les milieux ruraux (0,5 heure) et urbains (2,3h). Dans le département de l'Ouest, les ménages ont, en moyenne, un meilleur accès à l'électricité (2,9h) malgré de grandes différences entre le rural (0,5h) et l'urbain (3h).

Sources d'électricité des ménages



Source: MSNA

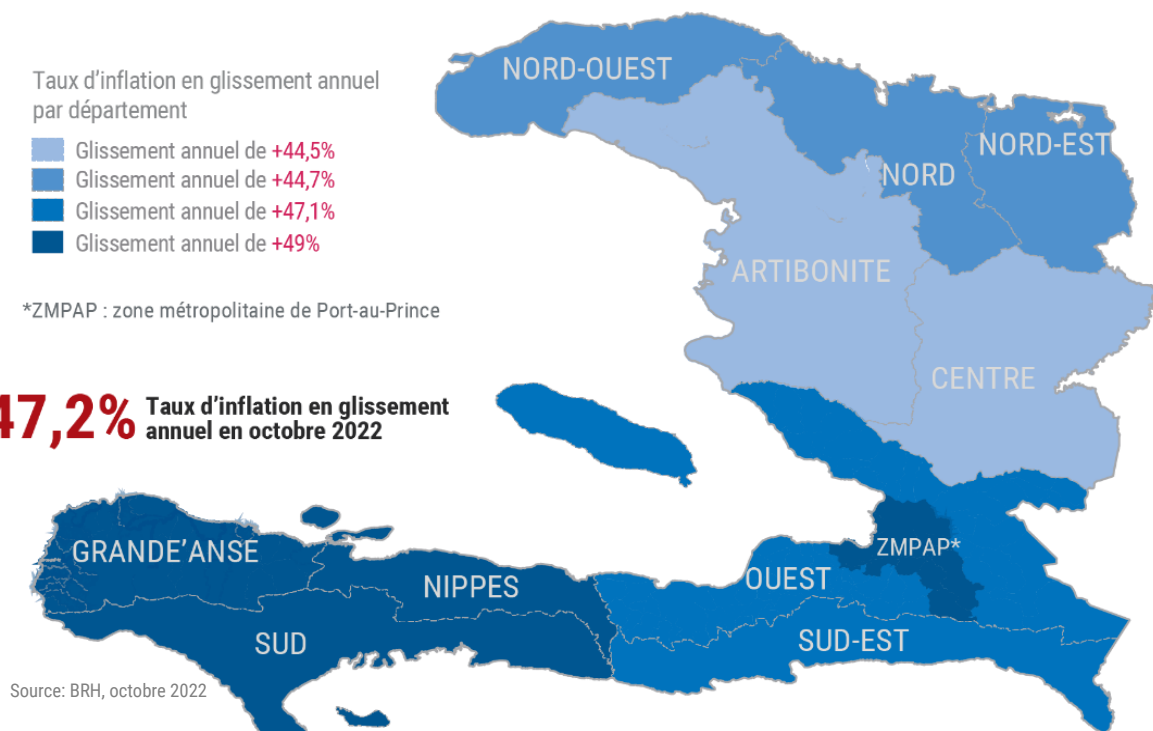
Inflation annuelle par département

Taux d'inflation en glissement annuel par département

- Glissement annuel de **+44,5%**
- Glissement annuel de **+44,7%**
- Glissement annuel de **+47,1%**
- Glissement annuel de **+49%**

*ZMPAP : zone métropolitaine de Port-au-Prince

47,2% Taux d'inflation en glissement annuel en octobre 2022



Source: BRH, octobre 2022

« Se Chat k ap dòmi nan recho m »
« Le chat s'est endormi sur le réchaud »
Expression créole décrivant la faim et la misère
Acrylique sur toile
Shneider Léon Hilaire



Shneider //
023 //

Chapitre 4 – Généralisation de l'insécurité alimentaire

« Je regarde mes enfants, je ne sais pas quand ils vont mourir de faim. »

4,8 millions d'Haïtiennes et d'Haïtiens en situation d'insécurité alimentaire en 2023.

Esther travaille pour une ONG nationale œuvrant dans la sécurité alimentaire. Pour les besoins de son travail, elle se rend souvent auprès des personnes vulnérables pour comprendre ce dont elles ont besoin, leurs conditions de vie, ou de survie. Afin d'optimiser les actions de son organisation, elle coordonne et discute avec des partenaires à travers le pays, récoltant de nombreuses informations et témoignages précieux lui permettant de mieux saisir les vulnérabilités alimentaires et nutritionnelles des Haïtiennes et des Haïtiens.

Ce qui me préoccupe le plus lorsque je discute avec les communautés, qu'elles reçoivent de l'aide alimentaire ou non, c'est le désespoir face à la situation sécuritaire et par conséquent économique du pays. Le problème sécuritaire détruit une économie déjà fragilisée par le tremblement de terre de 2021. Une fois cette économie détruite, les populations n'ont plus de moyens de faire du commerce : les prix ont augmenté et l'absence de revenus fait baisser la demande. Ce cercle vicieux affecte particulièrement l'alimentation et par effet d'enchaînement la nutrition.

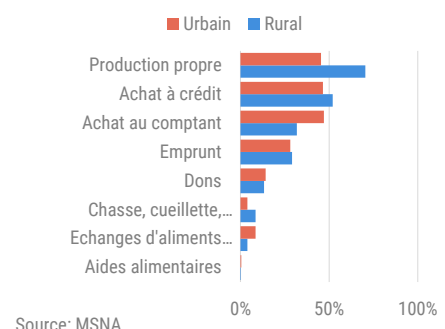
Un jeûne forcé

Lorsque je me suis rendue dans le département du Nord avec des partenaires, nous avons rencontré de nombreuses personnes qui rencontraient des difficultés à se nourrir, et recourent à ce que nous appelons dans notre jargon des mécanismes d'adaptation négatifs. Un phénomène qui a été exacerbé par le *Peyi Lòk* de 2022. C'est le cas de John, un électricien de 48 ans. « Je suis électricien de formation, un métier que j'exerce depuis plusieurs années mais je n'ai jamais eu un emploi stable dans une entreprise. Jusqu'au *Peyi Lòk*, cela n'était pas un problème pour moi. Je gagnais de l'argent, puis je pouvais aller m'acheter à manger. Maintenant, je vis une situation extrêmement difficile, presque tous les chantiers sont à l'arrêt. Avec ma femme et mes enfants, nous avons déjà épuisé toutes nos réserves. »

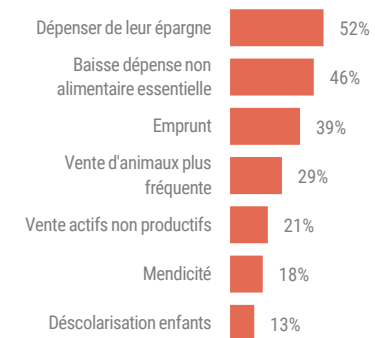
« En ce moment, nous ne pouvons pas répondre aux besoins des enfants. Imaginez-vous en tant que père, vos enfants qui se plaignent de la faim pendant que vous n'avez rien à leur donner. »

John précise les problèmes auxquels il fait face : « Je ne peux pas répondre correctement aux besoins alimentaires de ma famille. Les prix des aliments augmentent à cause de la paralysie des routes. Pour traverser les moments les plus difficiles, ma femme et moi avons essayé tous les moyens : le commerce de divers articles de lessive (savon, détergent...) et d'autres produits, le travail journalier dans les chantiers. Malheureusement, nous n'arrivons jamais à répondre aux besoins de la famille... »

Source de nourriture des ménages



Principaux types de stratégie d'adaptation négative adoptée



4,7M de personnes feront face à un niveau d'insécurité alimentaire IPC 3 ou plus sur la période mars à juin 2023.

Source: Analyse IPC

Toujours en province, c'est dans la Grand'Anse que je suis allée rendre visite à des écolières et écoliers. Ils reçoivent à manger grâce aux cantines scolaires. La jeune Della, onze ans, et sa petite sœur de six ans sont toutes deux à l'école, contentes de pouvoir manger le midi à l'école, à défaut d'avoir une assiette pleine le soir à la maison : « C'est ma petite sœur, elle vit chez sa maman et son papa. Mes parents n'ont pas assez de moyens pour prendre soin de moi, alors j'habite chez ma tante. Là où je suis, je ne suis pas à l'aise mais mes parents n'ont pas assez de maturité pour prendre soin de moi. »

« Parfois, j'aimerais être à l'école le soir pour pouvoir manger, parce qu'à la maison, on n'a rien. »

« A mon réveil le matin, j'étudie toujours. Je me lève très tôt pour étudier. Avant d'aller à l'école je ne mange pas parce que mes parents et ma tante n'ont pas les moyens. A l'école, je mange bien, c'est bon. Après avoir terminé l'école, je rentre chez moi, je regarde si je peux me faire quelque chose à manger, de temps en temps on y arrive. Après ça j'enlève mon uniforme, révise mes leçons, je me baigne, m'habille et je vais jouer. »

Dans le cadre du programme de cantines scolaires, seuls certains niveaux bénéficient de la distribution de ration. L'organisation n'a pas assez de moyens pour l'offrir à tous les élèves. Les financements restent difficiles à obtenir.

Cette différence est souvent compliquée à expliquer aux enfants : « Je suis en sixième année, je viens toujours à l'école, parce que je peux manger. Mais on ne donne pas à manger aux

19 200 personnes sont esti-

mées être en phase 5 de l'IPC, soit un niveau catastrophique d'insécurité alimentaire.

L'ensemble des personnes en phase 5 se trouvent dans Cité Soleil, à Port-au-Prince, une commune gangrénée par les gangs.

Source: Analyse IPC

Programme cantines scolaires

Le Programme National de Cantine Scolaire (PNCS) du MENFP permet aux enfants scolarisés de certains niveaux de bénéficier de repas chauds.

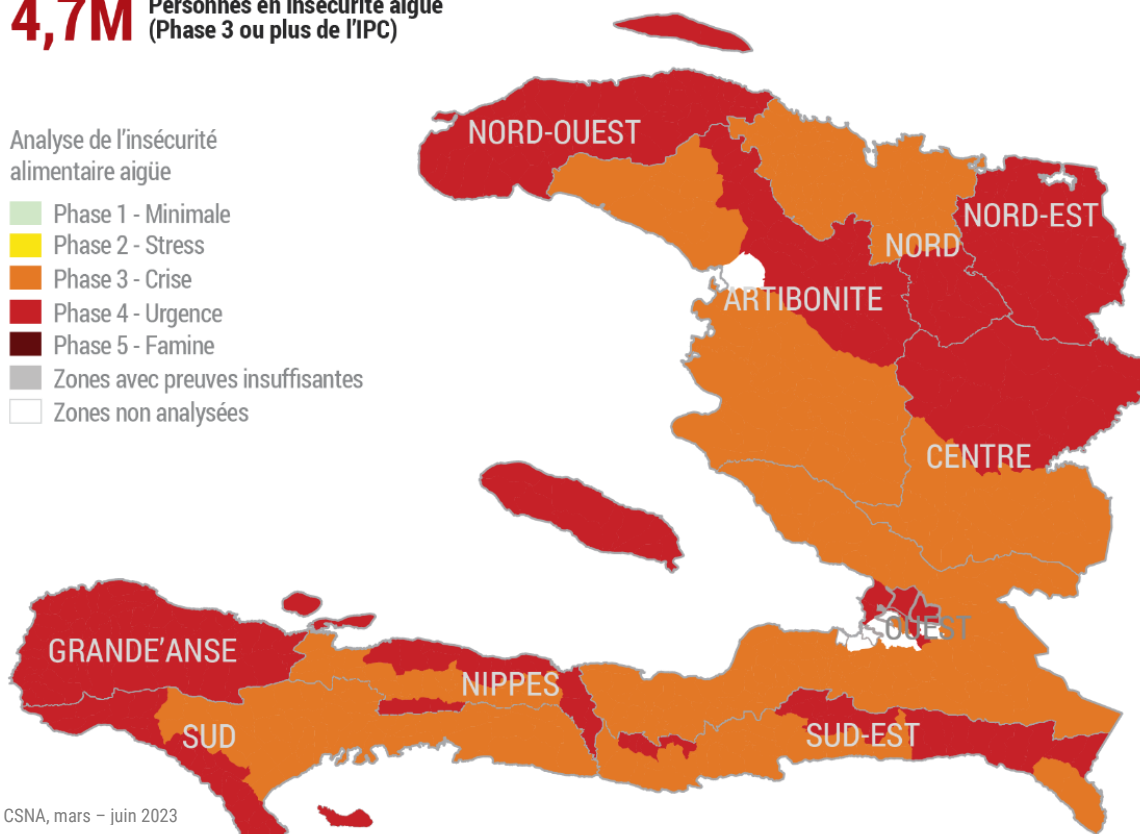
Soutenu par le PAM, ce sont plus de 350 000 rations qui ont été distribuées aux élèves en 2022. Suite aux multiples reports de la rentrée scolaire en septembre, octobre et novembre 2022, plus de 100 000 rations à emporter à la maison ont également été données.

Cartographie de l'insécurité alimentaire

4,7M Personnes en insécurité aiguë (Phase 3 ou plus de l'IPC)

Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë

- Phase 1 - Minimale
- Phase 2 - Stress
- Phase 3 - Crise
- Phase 4 - Urgence
- Phase 5 - Famine
- Zones avec preuves insuffisantes
- Zones non analysées



Source: CSNA, mars – juin 2023

élèves de la septième, huitième et neuvième année. Parfois, il y a un peu plus de rations, alors ils peuvent en prendre. On a l'habitude de manger du riz blanc et purée de pois, mais et purée de blanc, bouillon avec d'igname, de banane, de feuilles et de viandes, mais collé et légume, du riz collé légume. »

A Port-au-Prince, les problèmes liés à l'inflation et l'absence d'emploi sont particulièrement forts. L'insécurité et les violences des gangs viennent renforcer ce phénomène. Clément, père de quatre enfants nous raconte : « Ma vie est ruinée, plus rien ne va pour moi. J'ai quatre enfants dont je suis le père et en même temps la mère. A cause de l'insécurité, je vis chez ma sœur qui habite dans un abri avec son mari et ses cinq enfants, on est très nombreux. C'est très difficile pour moi car je ne travaille pas. Je suis commerçant, cependant je ne fais plus rien pour prendre soin de ma famille. »

« Je me suis sauvé sans argent, sans mes marchandises, pour sauver la vie de mes enfants. »

Comme pour de nombreux Haïtiens, Clément parvient à trouver à manger, mais ne peut simplement pas se l'offrir : « Il y a presque tous les produits disponibles sur le marché, mais je ne peux pas les acheter, je regarde mes enfants, je ne sais pas quand ils vont mourir de faim. »

« Mon plus grand défi c'est de ne pas être capable de les nourrir, et de voir mes enfants qui ne m'ont pas demandé de les mettre au monde. »

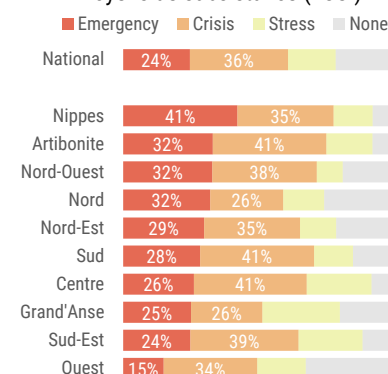
La volonté de Clément demeure malgré les circonstances : « Je ne travaille pas, je ne fais rien à part attendre un bon prochain pour aider mes enfants à manger, à vivre. Je pourrais faire un commerce pour ne plus dépendre de ma famille d'accueil, mais malheureusement les moyens me manquent. »

Dans les Nippes, Lournà, mère de trois enfants, recourt à la prostitution. Elle estime ne pas avoir d'autres choix pour donner à manger à sa famille. Elle est tombée dans la prostitution très jeune, à 12 ans : « Mes parents sont de Pestel, ils vivaient dans des situations difficiles, ils ont décidé de quitter leur zone depuis ma petite enfance pour habiter dans une localité du centre-ville, dans l'espoir d'améliorer leurs vies et subvenir aux besoins de toute la famille. Mon initiation à la prostitution est due au manque de moyens économiques de mes parents qui ne peuvent pas répondre à nos besoins. J'ai décidé de fuir la maison afin de mener librement mes activités de travailleuse du sexe que j'ai débuté à l'âge de 12 ans. J'ai aussi dû quitter l'école. J'ai continué car c'est tout ce que je peux entreprendre pour avoir une autonomie économique et nourrir mes enfants. »

Des agriculteurs à bout de souffle

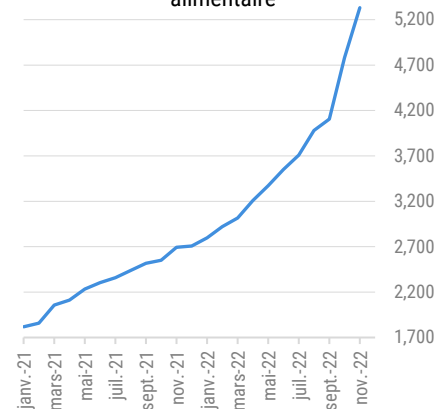
En plus de paupériser les populations qui souffrent déjà, les problèmes d'insécurité et l'inflation posent de nombreux défis. Dans le Nord-Est, Jean est un jeune agriculteur qui accumule les

Ménages par niveau d'Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)



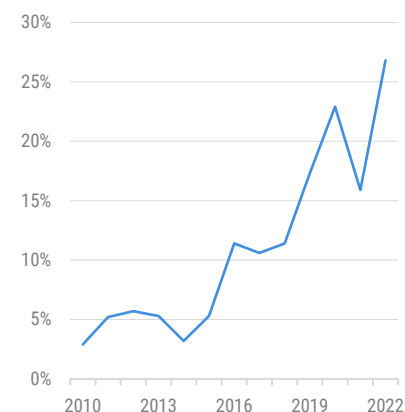
Source: MSNA, sur 30 jours. LCSI : indicateur de base pour comprendre l'épuisement des capacités à long terme pour répondre à aux besoins essentiels immédiats.

Évolution du prix du panier alimentaire



Source: CNSA. Prix exprimé en gourde

Taux d'inflation annuel des prix à la consommation



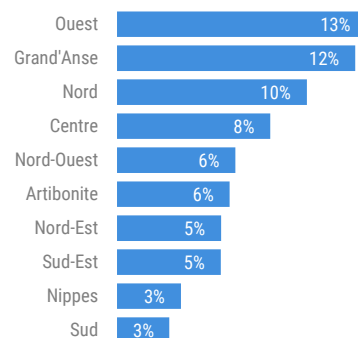
Source: Fonds monétaire international

soucis : « J'ai beaucoup de mal à cultiver la terre, j'ai un manque de fonds cruel, une main d'œuvre de moins en moins disponible pour m'accompagner dans les champs. En plus de ça, la pénurie de carburant m'empêche de transporter mes produits vers les différents marchés de la région. Je suis parfois obligé de jeter le fruit de mon travail, ça me fait mal au cœur. »

L'ensemble de ces problèmes rend son travail pénible et la rentabilité presque impossible : « je vis uniquement de mes productions, je suis non seulement confronté à des problèmes financiers et sécuritaires, mais aussi aux catastrophes naturelles. Lorsque ce ne sont pas les inondations, c'est la sécheresse et nous devons constamment trouver des fonds pour recommencer. Nous manquons d'outils et parfois ils ne sont même pas disponibles. »

Face au changement climatique et ses conséquences, il ne voit pas beaucoup d'options, il décale ses risques financiers sur l'élevage d'animaux : « Dans cette zone on ne peut pas obtenir de prêt pour travailler la terre. D'ailleurs on ne va même pas t'en donner parce que ça représente un trop grand risque. Si la récolte est mauvaise comment tu vas payer le prêt ? Alors ici, on fait en parallèle de l'élevage. Un agriculteur peut décider de vendre un bœuf ou quelques cabris pour acheter des semences, et payer les journées de travail. Si la récolte est bonne l'agriculteur peut décider d'acheter le bœuf à nouveau, sinon, c'est comme si c'est une perte. Personnellement, j'ai cinq cabris que j'ai acheté lors de mes dernières récoltes. Ils sont là au cas où j'ai un souci financier pour continuer avec la culture. »

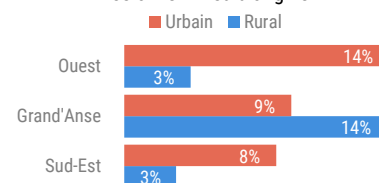
Ménages ayant l'intention de migrer au cours des six prochains mois



Source: MSNA

Près d'**1 ménage sur 10** déclare vouloir migrer dans les six prochains mois. Cette part est moins importante dans les milieux ruraux (7%) que ceux urbains (10%).

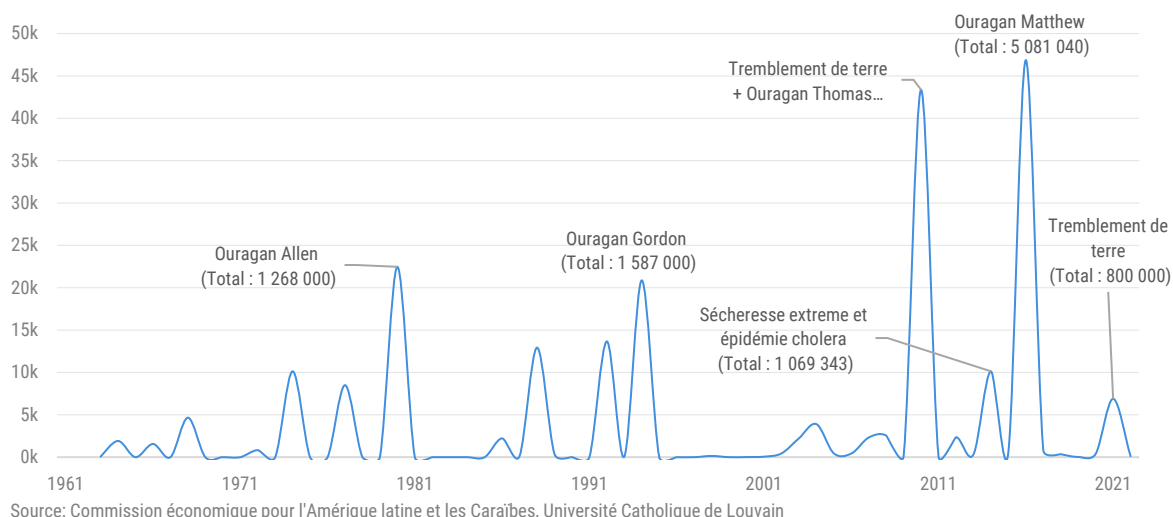
Ménages avec intention migratoire selon le milieu d'origine



Source: MSNA

« Ce n'est pas un pays où on peut rêver. »

Personnes affectées par des désastres naturels pour 100k habitants, 1961-2022



Chapitre 5 – Délabrement du système sanitaire

« Parfois je passe la journée sans eau parce que je n'ai pas d'argent. »

La santé des Haïtiennes et Haïtiens est devenue un privilège, près d'un quart de la population est à plus d'une heure de trajet des premiers soins.

Salima et Adlaire sont tous deux des humanitaires, la première travaille pour une organisation non-gouvernementale internationale qui prête attention aux personnes en situation de handicap, et le second dans une organisation nationale spécialisée dans la santé. Lors de leurs missions auprès des personnes les plus vulnérables, tous deux se rendent compte des besoins grandissants des populations en termes de santé, de la discrimination et des difficultés auxquelles font face les personnes en situation de handicap. Salima part souvent en mission avec Adlaire, et raconte ce que les personnes lui ont dit.

Choléra

Avec Adlaire, nous sommes partis dans un quartier où la violence règne quotidiennement, et rythme la vie de ses habitants. Lors de cette visite, nous avons rencontré Esterline, une technicienne de laboratoire, qui officie également en tant qu'agente de santé communautaire polyvalente. Elle nous raconte les contraintes professionnelles et personnelles qu'elle rencontre tous les jours dans son travail, mais aussi à la maison.

« Il y a souvent des conflits entre gangs armés, et c'est une difficulté pour nous. Surtout lorsque nous sommes sur le terrain en porte-à-porte auprès des patients. Il y a beaucoup de tirs, ce qui nous oblige à nous abriter pour rester en vie. »

Ses difficultés sont aussi liées à la relation avec les populations et aux enjeux de confiance : « Dans ma vie professionnelle, lorsque je me rends sur le terrain et que je trouve des cas de choléra ou des cas de fièvre typhoïde, on me demande des choses aussi simples que des moustiquaires, du chlore ou des aquatabs. Ce qui est le plus dur pour moi, c'est que je n'ai rien à leur fournir. Dans ces moments-là, il faut savoir gérer les attentes. Les patients partent souvent du principe que nous sommes bien équipés, ce qui est loin d'être le cas. »

« Ce manque de matériel nous met parfois en danger : excédés, certains malades pensent, à tort, que nous leur cachons le matériel, et que nous sommes malhonnêtes. La corruption omniprésente a détruit tout sentiment de confiance. Ce défi est exacerbé par les ONG qui nous font de belles promesses mais ne les respectent pas. L'Etat agit également ainsi, il ne nous accompagne pas assez. Et certaines choses sont parfois à nous mais ne nous parviennent pas. »

Au fil de notre discussion avec Esterline, nous comprenons que les humanitaires l'ont déçue, et pourtant, elle continue de croire en leur mission, mais avec une approche différente. « Selon moi, il vaudrait mieux prendre en considération la question des

Épidémie de choléra de 2022

Début octobre 2022, le ministère de la Santé publique et de la Population a confirmé deux premiers cas de choléra dans la ZMPAP. Depuis, l'épidémie s'est rapidement propagée à l'ensemble du pays, atteignant plus de 22 000 cas suspects fin décembre.

Les acteurs humanitaires et le gouvernement haïtien font face à des difficultés logistiques liées à la présence des gangs, aux pénuries de carburant à répétition, et au manque de personnel qualifié, qui n'ont fait qu'aggraver la situation.

L'épidémie est apparue au sein de Cité Soleil, une commune de la capitale contrôlée par les gangs, et où les conditions sanitaires sont déplorables.

1/4 des ménages du pays utilisent des sources d'eau non améliorées pour la boisson

Source: MSNA

Symptômes du choléra

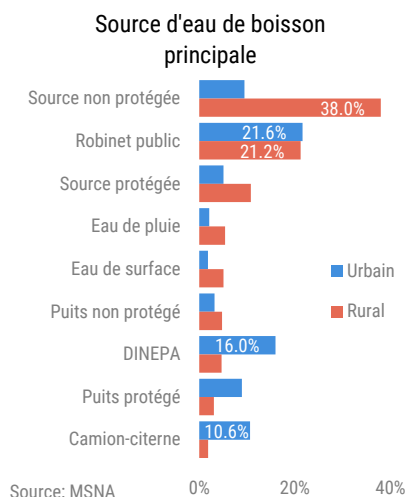
La diarrhée est le symptôme le plus courant et le plus caractéristique du choléra. La perte de liquides due à la diarrhée et aux vomissements peut entraîner une déshydratation sévère. Cette maladie n'est pas mortelle quand contractée par une personne en bonne santé, mais elle est souvent fatale pour les personnes souffrant d'insécurité alimentaire et d'un manque d'accès à l'eau potable et aux structures de santé.

agents de santé, notamment au niveau salarial, et de pousser l'Etat à investir dans la santé. Je pense également que les ONG devraient être plus présentes en accompagnant les agents de santé et membres de la communauté, afin de mieux comprendre les besoins de la population et ainsi mieux y répondre. »

Malgré une situation plus que difficile, l'optimisme demeure chez cette agente de santé : « J'aime mon métier, j'aime aider les personnes autour de moi, particulièrement alors que le choléra touche notre pays. Et puis cela me permet de recevoir un salaire et de nourrir ma famille, c'est le plus important. »

En plus des agents de santé sur le terrain, la réponse à l'épidémie de choléra, qui a débuté en octobre 2022, passe aussi par les centres de traitement de la maladie.

Dans un de ces centres, Dr. Carlo coordonne la prise en charge des personnes atteintes de diarrhée aiguë. Il compare l'épidémie de choléra de 2022 avec la précédente, douze années plus tôt : « Les situations de 2010 et d'aujourd'hui sont très différentes. En 2010, on a eu le tremblement de terre et ensuite le choléra, mais actuellement, le choléra est le résultat d'une crise économique, sociale et humanitaire. On manque d'infrastructure sanitaire et l'éducation pose des problèmes. Pour se déplacer aujourd'hui c'est difficile. Habituellement, j'habite à Bon Repos à Croix-des-Bouquets mais j'ai dû venir vivre chez un ami à Tabarre pour accéder au centre de traitement du choléra où je travaille. »

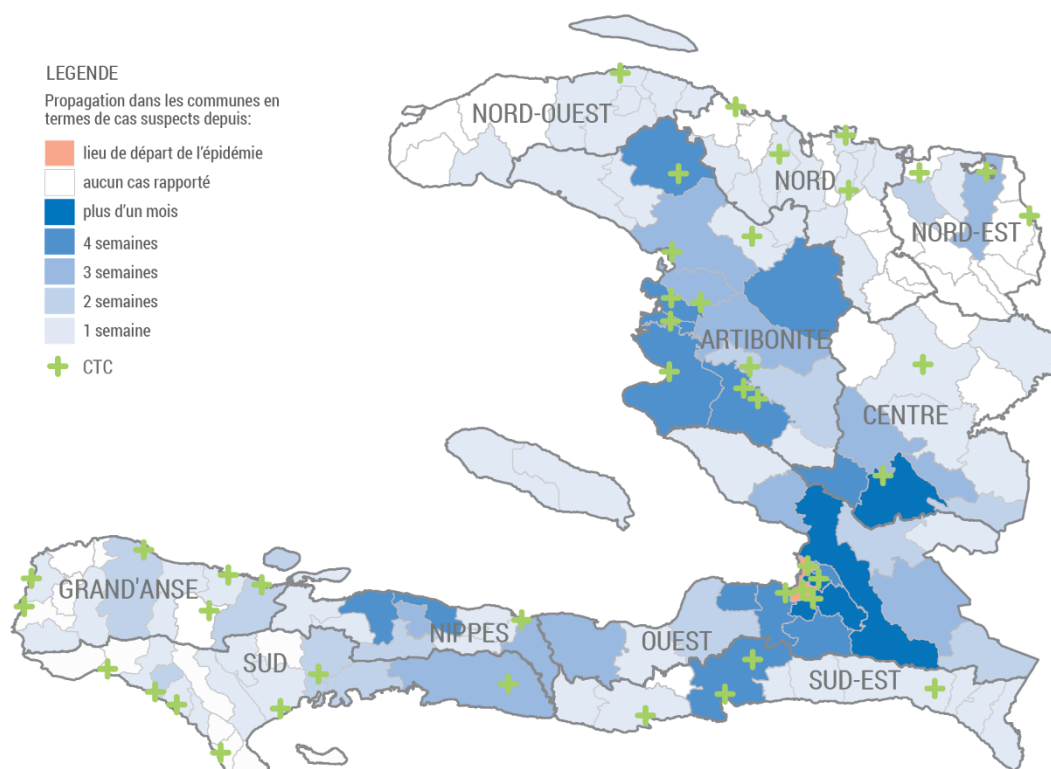


Dans les Nippes et le Nord-Ouest, 71% et 75% des ménages déclarent ne pas avoir eu accès à suffisamment d'eau pour boire. A Cité Soleil, c'est le cas pour 80% des ménages.

Dans l'ensemble du pays, les ménages ruraux sont plus affectés avec près de 60% n'ayant pas accès à suffisamment d'eau pour boire.

De manière générale, **près de la moitié** des ménages indique avoir au moins un problème pour accéder à l'eau.

Cartographie des CTC et de l'extension de l'épidémie de choléra dans les communes



Source: MSPP, 31 décembre 2022

« Ma fille a sept mois, c'est la plus belle chose qui me soit arrivée. Ma femme était étudiante à l'école du commerce. Maintenant, elle s'occupe exclusivement de notre fille, car son université a fermé en septembre 2021. Lorsque les cours ont repris, il y avait trop de violence à Croix-des-Bouquets, lui coupant la route vers son éducation, et son avenir. Ma femme et ma fille restent à Bon Repos et chaque semaine je vais passer un peu de temps avec elles. C'est difficile de ne pas être avec elles au quotidien. Mais c'est ce qu'il faut, sinon il y a des jours où je ne pourrais pas venir travailler. Bon repos (Croix-des-Bouquets) n'est pas connecté au réseau téléphonique, je ne peux pas communiquer, ce qui est pourtant essentiel en tant que coordonnateur du centre. »

Dr. Carlo indique : « Beaucoup de mes collègues ont été forcés de déménager pour les mêmes raisons. Ils sont de plus en plus nombreux à venir à pied au bureau en raison des coûts de transport, passés de 25 à 100 gourdes en deux mois. »

Le Dr. Carlo s'estime chanceux, selon lui, ce sont les patients qui ont le plus de difficultés.

« Mes patients, en plus d'être malades, doivent faire face à de grands défis pour se rendre jusqu'aux centres de traitement et accéder aux soins. »

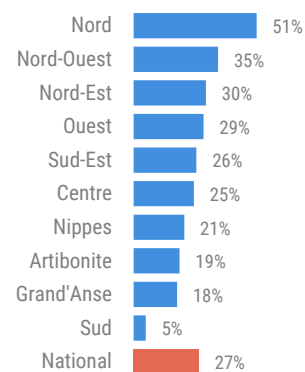
« Ils sont limités par le prix des soins, le coût du transport qui ne cesse d'augmenter, et par un manque d'information criant. Les personnes voulant se faire dépister ne savent pas où aller. »

Ces difficultés affectent directement la santé des patients, les privant de nombreux soins. Violine a eu la chance d'atteindre un centre de traitement du choléra :

« J'ai été confrontée au choléra pour la première fois lorsque ma belle-sœur est rentrée à la maison. Elle vomissait sans jamais s'arrêter, je l'ai directement mise sur une mototaxi pour l'emmener à l'hôpital. Quelques heures plus tard, elle m'a appelée pour me dire qu'elle était admise à l'hôpital. Le lendemain, mon frère m'informe que lui aussi est hospitalisé, et ainsi de suite ma famille se retrouve malade. Alors que je leur apportais à manger, en chemin vers l'hôpital, j'ai reçu un appel d'une amie qui prenait soin de mon enfant, lui aussi était tombé malade. »

Violine est alors retournée chez elle en toute urgence pour amener également son fils à l'hôpital. Une fois examiné et testé, le verdict tombe, c'est le choléra : « c'était dur à recevoir comme nouvelle, encore aujourd'hui, cela me donne des frissons. Mon mari nous a rejoints deux jours plus tard, en nous amenant à manger. C'est la première fois que l'on a pu manger correctement. Quelques heures plus tard, mon mari m'a demandé où étaient les toilettes, puis à son tour, il revient en me disant que ça ne va pas, il a vomi, puis a perdu connaissance. J'appelle une infirmière, elle est unanime, c'est le choléra. Toute ma famille était touchée. »

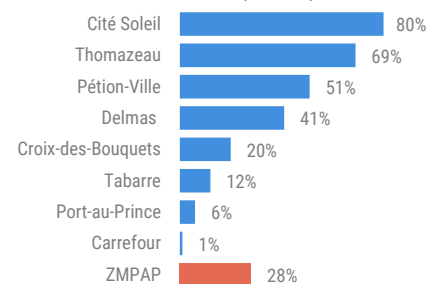
Part des ménages sans couverture réseau mobile



Source: MSNA

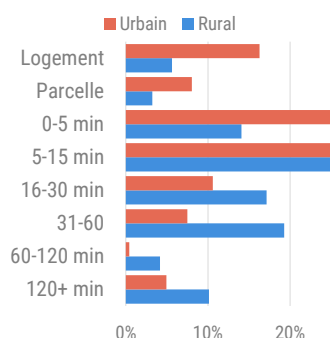
De nombreux ménages souffrent du manque de couverture du réseau mobile aussi bien dans les milieux urbains que ruraux. Dans certaines communes de la capitale, moins de la moitié des ménages enquêtés sont couverts.

Part des ménages sans couverture réseau mobile (ZMPAP)



Source: MSNA

Temps de trajet pour accéder à la source d'eau habituelle



Source: MSNA

Dans l'ensemble du pays, plus de quatre ménages sur cinq ont besoin de se déplacer pour accéder à une source d'eau. En Haïti, 7% des ménages doivent se déplacer pendant plus d'une heure pour accéder à une source d'eau.

Après plusieurs tentatives du personnel médical, le mari de Violaine est déclaré mort, la maladie a eu raison de lui : « c'était la chose la plus dure de ma vie, de voir mon mari mourir devant moi. Maintenant, je ne sais plus quoi faire, comment nourrir mes enfants, prendre soin d'eux, les envoyer à l'école. »

La famille de Chrismene a également été touchée par le choléra : « mon enfant de deux ans a été hospitalisé après m'avoir fait très peur, il avait des diarrhées et vomissements tout le temps. J'ai commencé à m'en apercevoir mardi, dans la matinée quand je préparais à manger. Tout allait bien, mais dans la soirée, il bougeait dans tous les sens. Pendant la nuit, j'ai vu son ventre enfler, nous avons décidé d'aller chez le médecin. » Les frais de soins sont élevés dans de nombreux endroits en Haïti : « à notre arrivée chez le médecin, il nous a dit qu'il ne pouvait pas nous prendre en charge sans payer. Nous sommes alors allés en urgence dans un hôpital public en prenant une moto, empruntant 1 500 gourdes à un ami. Une fois arrivé, ils n'ont même pas eu le temps de faire un dossier, on l'a placé sous sérum. Il n'y avait pas de lit, j'ai passé la journée assise sur un banc, à lui donner le sérum. Les médecins ont bien pris soin de lui, je suis contente de ce qu'ils ont fait pour lui. Aujourd'hui, la diarrhée est toujours là, mais les vomissements ont cessé. »

Les défis pour Chrismene et sa famille continuent. Alors qu'ils sont encore à l'hôpital pour prendre soin de leur fille, ils doivent déjà penser à l'avenir. Même les plus petits détails logistiques deviennent des difficultés majeures : « Comme Dieu est grand, nous comptons sur lui pour payer le transport de retour à la maison, parce que sinon, nous n'avons rien pour le faire. »

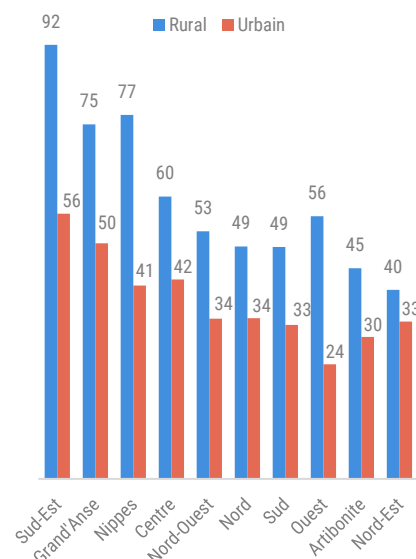
L'accès à l'eau demeure un défi et une cause majeure de la propagation du choléra, notamment pour les populations les plus vulnérables. Chrismene le confirme : « Le petit gallon d'eau potable se vend à 30 gourdes. Parfois je passe la journée sans eau parce que je n'ai pas d'argent. En revanche, l'eau de service n'est pas tellement difficile à trouver, et elle coûte beaucoup moins, 5 gourdes le sceau. L'eau de service, pour faire la lessive ne pose aucun problème pour nous. »

« C'est l'eau pour boire qui est difficile. Je crains que d'autres personnes ne boivent l'eau de service par défaut, et tombent malades. »

La situation dans les hôpitaux

Face à l'épidémie de choléra, Nadège, infirmière dans un hôpital de Miragoâne depuis plus d'une décennie fait face à de nombreux défis : « nous n'avons pas assez de matériels, nous souffrons d'un manque d'intrants pourtant absolument nécessaires à la prise en charge des patients. Plus important encore, le plus gros problème est l'instabilité de nos sources d'énergie. Nous ne sommes pas capables de prendre en charge correctement en raison de cela. Les équipements qui accompagnent les patients ont besoin d'électricité, notre accès à l'internet est important pour rester connectés aux autres hôpitaux. »

Temps de trajet moyen pour accéder à une infrastructure de santé fonctionnelle (minutes)



Source: MSNA

Selon les données MSNA, le temps de trajet moyen pour accéder à une structure de santé est de 38,5 minutes au niveau national.

Cependant, ce chiffre occulte de fortes disparités entre les milieux urbains (30,6 minutes en moyenne) et ruraux (60 minutes).

Les contraintes d'accès aux soins sont particulièrement fortes dans les zones rurales des départements du Sud-Est, des Nippes et de la Grand'Anse avec respectivement 92, 77 et 75 minutes de trajet moyen pour accéder à une structure de santé.

Top 3 besoins prioritaires des ménages



Assistance alimentaire **58%**



Abris, logement, habitat **53%**



Santé **44%**

Source : MSNA

Parmi les autres besoins, la sécurité est rapportée dans 12% des ménages urbains. Pour 21% des ménages ruraux, le besoin en latrines est mis en avant.

Indispensable pour la fourniture d'électricité, la distribution de carburant est une problématique plus systémique pour Nadège : « La rareté du carburant auquel le pays est confronté depuis longtemps contribue fortement à l'instabilité énergétique de l'hôpital. En plus de ça, les patients et le personnel médical se retrouvent sans moyens de transport, ou n'ont tout simplement pas de quoi s'offrir ce qui est devenu un luxe. »

Nadège a été affectée au service de prise en charge de la COVID-19 au sein de l'hôpital. Elle nous raconte les difficultés rencontrées dans son travail : « initialement le centre de traitement pour la COVID-19 était localisée à Chalon puis il a été transféré ici, à l'hôpital, après la construction d'un espace physique d'une capacité de 10 à 12 lits devant servir de centre de prise en charge, mais depuis la récente épidémie de choléra, ils occupent l'espace réservé aux patients COVID-19, cela pose des problèmes. Des personnes déjà malades de cette maladie sont affaiblies, et risquent de subir les conséquences du choléra plus sévèrement. »

« Pour nous aider à surmonter ces épidémies, il nous faut une source de financement régulière, du personnel formé en infectiologie et surtout des espaces dédiés pour la prise en charge des patients infectés. »

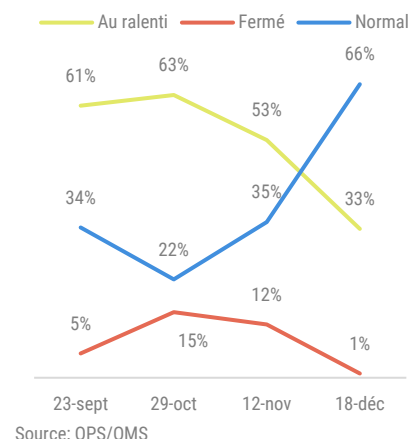
A partir d'août, des manifestations ont éclaté : « La crise politique du pays conduisant aux manifestations dans les rues, aux barricades, a énormément affecté l'accès à l'hôpital pour ceux qui en ont besoin. Je pense qu'à cause de ça, de nombreuses personnes sont mortes, mais je ne saurais pas dire combien. »

Rencontré dans le même hôpital, Jim, quant à lui, travaille pour la Direction départementale des Nippes en tant que coordonnateur médical d'infectiologie. Il connaît bien Nadège, il passe souvent à l'hôpital, notamment pour suivre les épidémies telles que le choléra, et la COVID-19. « Je constate principalement que les problèmes sont liés à la disponibilité des médicaments de base et du matériel nécessaire pour effectuer les consultations. Au niveau des ressources humaines, nous faisons face à un manque d'agents de santé dans les sections communales. La communication auprès des communautés ne marche pas bien non plus, toujours pour des raisons de financement. »

Les problèmes de financement sont nombreux dans le secteur médical. À l'heure actuelle, cet hôpital n'est pas économiquement viable par lui-même : « Les sources de revenus sont liées aux recettes internes de l'hôpital, mais ça ne suffit pas, et l'Etat ne parvient pas à financer le reste. Heureusement quelques ONGs comme Médecins du Monde, et Projet Santé, nous aident, notamment pour former le personnel. C'est important. »

« Je suis bien conscient que ces aides sont temporaires, il nous faudrait une aide technique pour établir un cadre légal et une structure responsable avec une programmation annuelle des cliniques mobiles dans le département. On pourrait ensuite répliquer le modèle dans le pays. »

Fonctionnement des principaux hôpitaux



Dysfonctionnement des hôpitaux

Les crises que traversent le pays ont un impact considérable sur le fonctionnement du système de santé.

Selon l'OPS/OMS, au 18 décembre 2022, 73% des 22 plus grandes structures de santé du pays indiquaient ne pas avoir suffisamment d'intrants pour fonctionner normalement. Ces difficultés sont notamment liées aux blocages de certaines routes et plateformes logistiques par les gangs et aux troubles sociaux ainsi qu'aux coûts importants d'acheminement d'intrants dans le pays.

Les structures de santé électrifiées sont souvent dépendantes de générateurs, la couverture du réseau national EDH étant précaire. Les difficultés d'approvisionnement en carburant les ont forcés à rationner leur consommation d'électricité allant jusqu'à provoquer la fermeture temporaire de services. Au 18 décembre, 45% des 22 structures déclaraient rencontrer des problèmes de carburant. Certaines structures installent des panneaux solaires, mais leurs vols sont fréquents.

Les hôpitaux rencontrent également des difficultés pour protéger leurs employés dans leurs déplacements. Certains ne peuvent pas se rendre au travail faute de moyen de transport. Par ailleurs, la fuite des cerveaux touche le personnel médical qualifié.

Chapitre 6 – L'éducation à tout prix

« J'ai passé six ans sans percevoir de salaire dans cette école. »

Seuls 20% des écoles haïtiennes sont publiques, les autres, privées et donc payantes, sont inabordables pour une majorité de la population.³

Au sein d'une organisation internationale focalisée sur l'éducation, Paul s'occupe de suivre auprès des écoles et de la population dans chacun des départements la qualité de l'enseignement, mais aussi les difficultés d'accès à l'éducation. Ses rencontres avec les directeurs d'écoles, enseignants, et parents d'élèves dressent le portrait des nombreux progrès à faire pour assurer l'accès de l'éducation à tous les enfants.

L'inflation et l'insécurité. Ce sont les deux préoccupations principales des parents que j'ai rencontrées en 2022. Sans surprise, les angoisses et frustrations sont similaires chez les directeurs d'école et enseignants.

Des parents et élèves désespérés

Parmi les parents d'élèves avec qui j'ai discuté, Louinel, est technicien en carrelage de formation, mais a beaucoup de mal à survivre en ce moment. Ses six enfants sont en âge d'aller à l'école dont deux très jeunes. « Pour le moment, je vis par la foi. Je rencontre beaucoup de difficultés actuellement. Financer l'éducation de mes enfants est le principal défi auquel je fais face. Pour payer les frais scolaires, je sollicite l'aide de l'église que nous fréquentons. Les frais scolaires ne sont pas la seule chose à payer, il faut aussi de l'argent pour supporter les frais de transport pour aller à l'école, les enfants sont obligés de marcher tous les jours pour aller chercher le pain de l'instruction. Le pire en tant que parent, c'est d'envoyer ses enfants à l'école alors qu'ils sont encore affamés. Parfois, je me dis que cela ne sert à rien de les envoyer car ils n'apprennent probablement rien parce qu'ils ont trop faim, et ça, c'est ma faute. »

Louinel m'a confié qu'ils ont reçu de l'aide d'une ONG il y a quelques années, qui les avaient aidés à financer quelques frais scolaires : « Cette aide nous a été très précieuse, mais ça n'a duré qu'une année. J'aurais aimé que ce soit plus. »

D'après lui : « les prix des produits alimentaires sont trop élevés. L'éducation est à deux ou trois vitesses et la population ne peut pas s'éduquer à défaut d'argent. »

« Aujourd'hui, les types d'aide ou de soutien qui me permettraient de faire face à ces difficultés sont des aides alimentaires et de l'aide pour payer les soins de santé, parce que pour le moment, je mets tout mon argent dans l'éducation de mes enfants, même si je dois moins manger, voire pas du tout. »

Dans le Sud-Est, on trouve Mirlène. Mère de deux enfants mais également enseignante, elle se rend bien compte des difficultés

Perturbations de l'année scolaire

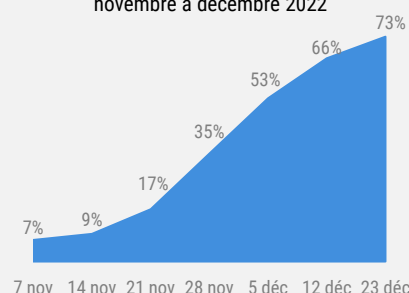
Le contexte économique, social et sécuritaire a fortement perturbé la scolarité des jeunes Haïtiennes et Haïtiens en 2022. Selon le secteur éducation, 4,2 millions d'enfants ont ainsi été privés de leur droit à l'éducation, ce qui aura un impact à long terme sur leur développement socio-économique et les expose au risque d'être recrutés par les gangs.

Dans les départements du sud, les efforts de reconstruction des 1 250 écoles détruites lors du tremblement de terre du 14 août 2021 ont été entravés par les difficultés logistiques liées aux activités des gangs et à la crise du carburant. 300 000 enfants se sont trouvés dans des environnements non propices à l'apprentissage.

Au niveau de la ZMPAP, les violences des gangs ont visé les écoles ainsi que les écoliers et les enseignants sur le chemin de l'école, entraînant la fermeture de centaines d'écoles.

Le contexte économique et sécuritaire dégradé et les tensions sociales ont conduit aux reports successifs de la rentrée scolaire 2022/2023, initialement prévue en septembre, jusqu'à novembre. La réouverture des écoles n'a été effective qu'en début 2023, sans pour autant que tout les élèves reprennent le chemin de l'école.

Proportion d'ouverture des classes de novembre à décembre 2022



Source: UNICEF, Secteur éducation

³ UNICEF, secteur éducation

des deux côtés. : « J'observe dans ce secteur un manque de moyens des parents pour payer l'écolage des enfants d'où pour moi un faible salaire pour répondre à mes propres besoins, donc l'écolage de mes propres enfants. »

« Les enfants ne sont pas aussi en conditions pour apprendre car le plus souvent ils ne mangent pas à la maison avant d'aller à l'école. C'est peine perdue d'avoir leur pleine participation et attention. En termes de matériels, souvent une bonne partie des élèves n'ont pas les matériels scolaires requis, ce qui nuit au bon fonctionnement des activités de la classe. Le mobilier ne convient pas non plus pour un bon apprentissage, les bancs sont de très mauvaise qualité. Les matériels didactiques sont insuffisants pour ne pas dire totalement manquants. »

Pour faire fonctionner sa classe en gardant la pleine concentration des enfants, elle achète des produits avec son argent pour donner à manger à ceux qui n'ont rien : « c'est une des solutions que j'ai trouvées. J'encourage aussi les élèves qui ont à manger à partager avec les autres. Ça leur apprend aussi la solidarité, et ça en Haïti, c'est très important. »

« Pourquoi la situation est si mauvaise pour l'éducation dans notre pays ? Je pense que le premier facteur c'est le manque de revenus lié au changement climatique et le faible volume de pluie dans la zone affectant l'agriculture, l'activité génératrice de revenu de la majorité des familles. L'état faillit également à construire des écoles et à les faire fonctionner. Enfin, le dernier aspect touche à l'aide humanitaire de certaines organisations. »

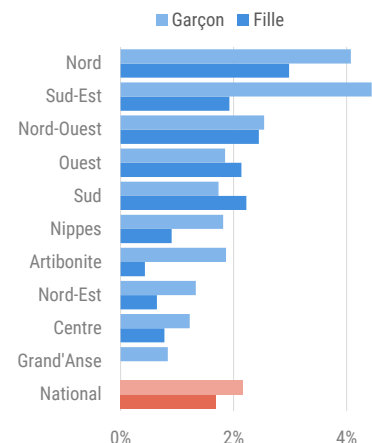
« L'assistance de certaines institutions aux communautés ne touchent pas toujours les plus nécessiteux. »

Des enseignants abandonnés

Dans le département de l'Artibonite, un enseignant fait tout pour continuer à donner des cours malgré le contexte sécuritaire et économique. Roger, enseignant en classe de sixième, connu pour sa joie de vivre, n'arrive plus à transmettre son optimisme à ses élèves : « Personne ne peut regretter le pays dans lequel il a pris naissance, surtout que l'on n'a pas la possibilité de choisir son lieu de naissance. Cependant, ce que mes yeux me permettent de constater me portent à déduire que le pays d'Haïti tend à s'effondrer s'il n'y a pas une intervention de la providence. Toutes les conditions sont réunies pour ne plus continuer à espérer quoi que ce soit des soi-disant dirigeants de ce pays. Ils ignorent les besoins et les souffrances de la population. Les institutions cardinales ou républicaines sont déjà effondrées. Mes yeux physiques et spirituels me permettent de voir que le peuple haïtien est un peuple qui se trouve à l'agonie. »

« Le peuple haïtien pleure sous le poids de sa misère et ne trouve personne pour le consoler. »

Part des enfants ayant abandonnés l'école



Source: MSNA, année scolaire 2021-2022

Au niveau national, parmi les ménages ayant des enfants en âge de scolarisation, le taux d'abandon scolaire moyen pour l'année scolaire 2021-2022 est de 2% avec un taux plus élevé chez les garçons (2,2%) que chez les filles (1,7%).

Dépenses publiques en éducation en pourcentage du PIB



Source: Banque mondiale, Journal officiel

Haïti fait partie des dix pays au monde où les dépenses nationales publiques en éducation sont les plus faibles en part du PIB, affectant la disponibilité d'infrastructures et enseignants.

Roger expose sa perception: « On dit souvent que l'éducation est la voie privilégiée de tout développement. Cependant lorsque l'on regarde Haïti, l'éducation est traitée en parent pauvre. Parents, professeurs, et élèves évoluent dans un cadre de traumatisme continu. La société a besoin d'une cohorte de psychologues pour réparer l'état mental des gens de toutes catégories surtout l'état mental des élèves haïtiens victimes de violations aiguës de leurs droits fondamentaux. En tant que professeur, j'essaie de faire de mon mieux, mais les enjeux sont trop grands pour moi seul. La crise économique impose de lourdes conséquences sur la vie scolaire. Les élèves sont sous-alimentés, donc ils ont du mal à faire preuve d'attention en salle de classe. Ils deviennent plus agressifs. A fleur de peau, ils sont excités parce que les conditions mêmes les plus élémentaires ne sont pas réunies pour une vie scolaire normale. »

A l'extrême ouest du pays, dans le département de la Grand'Anse, Jonathan, directeur d'une école, a perdu espoir à la suite du tremblement de terre de 2021 : « Mon école a été totalement détruite au cours du tremblement de terre. Je n'ai plus d'espace pour stocker les matériels et équipements de l'école. Des individus malintentionnés de la zone ont volé la majorité des bancs, tableaux et autres matériels de l'école. »

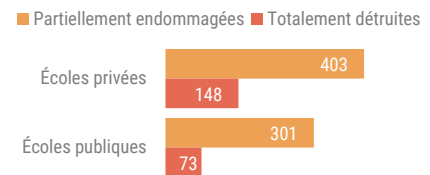
« L'école reste fermée et nous n'avons pas un espace pour accueillir les enfants, pas de matériel, nous n'avons presque rien qui nous reste pour pouvoir donner le pain de l'éducation aux enfants. »

« Les parents, à leur tour, ont été totalement décapitalisés, ils n'ont pas d'argent. Tout ou presque semble dysfonctionnel dans la zone, pas de carburant, la misère augmente après les manifestations dans le pays. Les enseignants de leur côté ne peuvent venir travailler à cause des coûts de transport exagérés sans compter la cherté de la vie et ce qu'on leur donne comme salaire qui ne peut rien faire pour les aider à subvenir à leurs besoins. »

L'école de ce directeur de 42 ans demeure fermée: « Nous n'avons pas un espace pour accueillir les enfants. Pas d'internet, les réseaux de communication ne fonctionnent pas normalement depuis la crise. Nous ne sommes pas prêts pour les pratiques de cours à distance. Les professeurs sont prêts mais ils doivent recevoir un soutien économique pour payer les frais de transport et pour pouvoir répondre à l'alimentation de leur famille. Les enseignants de mon école sont payés en retard. Ils ont souvent des arriérés de salaire de presque un an. Ils ne sont jamais payés à temps. C'est une situation difficile pour nous dans les écoles nationales. »

« La réouverture des classes est très importante pour nous car les enfants sont fatigués de rester chez eux. Les parents sont ravagés par la misère mais nous devons fournir un effort pour le bien-être des enfants. Les enfants ont besoin de retourner à l'école pour se recréer, c'est pour cela que nous sommes en train de fournir des efforts au niveau communautaire pour pouvoir rouvrir les portes de l'école. Après cette crise, les enfants

Dégâts sur les infrastructures scolaires à la suite du séisme du 14 août 2021

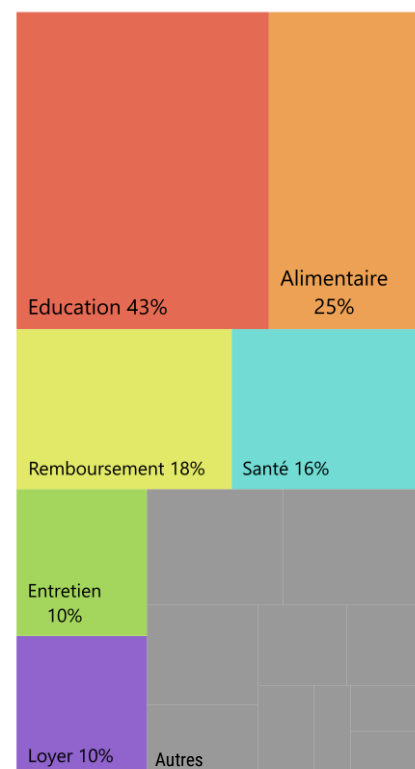


Source: UNICEF/Secteur éducation

Les dommages sur les écoles dus au tremblement de terre du 14 août 2021 ont affecté près de 250 000 élèves et enseignants.

80% des écoles en Haïti sont privées selon les estimations du secteur Education.

Dépenses moyennes d'un ménage haïtien, à titre indicatif



Source: MSNA, sur les trente jours avant la collecte de données

ont besoin d'appuis psychosociaux pour retourner à l'école dans une dimension de bien-être. »

Depuis le début du mois de mai, l'aggravation de l'insécurité à Port-au-Prince et dans ses environs s'est considérablement accélérée, affectant gravement les moyens de subsistance des Haïtiennes et Haïtiens. Par effet boule de neige, cela a entraîné une augmentation des niveaux de faim et une baisse massive du pouvoir d'achat. Bien que désireux de voir leurs enfants réussir et aller à l'école, de nombreux parents n'ont pas eu d'autres choix que de ne pas payer l'école. Pour beaucoup, ce choix n'est même pas possible, car les gangs bloquent les quartiers, empêchant tout simplement l'accès à l'école aux enfants et enseignants.

Rose, enseignante dans une école de la capitale, est heureuse car le Programme alimentaire mondial continue de distribuer de la nourriture dans des cantines scolaires. « Je pense que le repas est très important pour les enfants, ça les aide vraiment. Parfois, ils arrivent sans manger, on leur donne de l'eau salée pour qu'ils ne tombent pas dans les pommes. On leur demande systématiquement s'ils ont pris un repas avant de venir à l'école. Malheureusement la réponse est presque toujours négative. C'est tellement rare qu'une réponse soit positive que, lorsque ça arrive, on en parle entre enseignants. »

Au niveau sécuritaire, Rose essaye de rester rationnelle dans sa description de la situation : « Bon, au cours de ces derniers mois, Port-au-Prince nous est très difficile. Difficile dans le sens qu'en tant que professeur, on a besoin de sortir mais on a peur. Aller travailler avec la peur au ventre n'est pas normal. Pour les élèves et même les parents, c'est la même chose. »

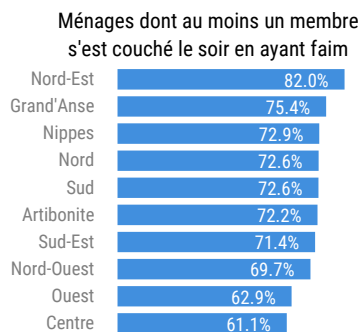
« Les parents ont peur d'envoyer leurs enfants à l'école le matin, et ne pas les revoir le soir. »

« Il y a des coups de feu partout, tout le temps. Parfois on ne sait pas d'où viendront les balles, on peut recevoir une balle sur la cour de l'école ou dans une salle de classe parce que quand ils tirent, les balles n'ont pas de direction. A cause des coups de feu, les enfants ne sont plus concentrés en classe. »

59% des ménages, ayant au

moins un enfant non-scolarisé, parlent des coûts éducatifs trop élevés comme raison principale pour l'année scolaire 2021-2022.

Source: MSNA



Source: MSNA

217 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë modérée à sévère.

Haïti a l'un des plus hauts niveaux d'insécurité alimentaire au monde. **4,5 millions** d'Haïtiennes et d'Haïtiens - près de la moitié de la population - n'ont pas assez à manger et **1,3 million** souffrent d'insécurité alimentaire.

Source: IPC, octobre 2022

24% des ménages ayant au

moins un enfant entre 3 et 17 ans mentionnent l'insécurité à l'école ou sur le chemin de l'école parmi les barrières à l'accès à l'éducation.

Source: MSNA, année scolaire 2021-2022



La manipulation de l'enfance
Illustration numérique
Francisco Silva

Analyses des risques

Cette analyse des risques examine les développements susceptibles d'avoir un impact sur les besoins au cours des années 2023. Les risques et les impacts sont surtout présents à l'échelle nationale même si des événements localisés tels que l'insécurité ou les menaces naturelles sont susceptibles d'avoir un impact localement.

Parmi les risques et les influences possibles sur les vulnérabilités des populations concernées tout au long des 12 mois à venir, on peut citer :

- Les développements politiques,
- Les perspectives de sécurité,
- Les enjeux sociaux,
- L'économie en berne,
- Les menaces naturelles majeures (inondations, ouragans, sécheresses, tremblements de terre),
- Les épidémies y compris l'évolution du choléra.

L'année 2023 sera fortement impactée par l'évolution de la situation politique interne mais aussi externe. Le chemin vers des élections libres et transparentes sera compliqué dans un contexte d'insécurité élevée. Une intervention internationale en soutien à la police nationale n'est pas garantie et l'influence croissante des groupes armés continuera d'avoir un impact significatif sur l'insécurité et, par conséquent, sur l'accès humanitaire. La tendance à l'augmentation des enlèvements, des violations des droits humains ou des combats pour le contrôle de territoires pourraient se poursuivre et réduire davantage l'accès humanitaire.

On s'attend à de nouveaux flux migratoires et des déplacements de la population métropolitaine et d'autres zones urbaines vers d'autres quartiers/régions. Une poursuite des expulsions et des rapatriements de migrants haïtiens d'autres pays est attendue en 2023.

L'accessibilité du carburant déterminera le développement socio-économique. Les prix du carburant ayant augmentés en 2022, pourrait avoir un effet d'entraînement sur d'autres secteurs de l'économie ce qui entraînera une augmentation rapide des prix des services de base et des produits de consommation courante. De plus, la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain

pourrait faire augmenter le prix des produits importés sur le marché haïtien.

Dans l'ombre de l'inflation et de l'échec économique, les marchés noirs pourraient se développer davantage. Cela pourrait être particulièrement vrai pour le carburant toujours difficile d'accès en particulier en dehors de la capitale.

Le mécontentement croissant, en particulier de la jeune génération, à l'égard de leur situation socio-économique pourrait accentuer les migrations internationales. D'autres pourraient rejoindre les rangs des groupes armés.

À moins que la spirale descendante ne soit arrêtée et éventuellement inversée par une stabilisation politique et économique et des mesures de sécurité renforcées, la tendance socio-économique négative se poursuivra en 2023. Le retour à une stabilité politique et sécuritaire permettrait une relance progressive de l'activité économique et des investissements.

Comme chaque année le pays sera exposé à plusieurs menaces naturelles, en particulier au cours de la saison cyclonique. Les conséquences du changement climatique, comme la sécheresse dans le Nord-Ouest du pays, continueront à affecter les récoltes agricoles.

L'épidémie de choléra continuera à s'étendre sur l'ensemble du pays. Si une baisse des cas pourra être enregistrée au début de 2023 grâce aux efforts entrepris en 2022 et à la vaccination, il n'est pas exclu que la maladie regagne en intensité pendant la saison des pluies.

Analyses sectorielles

Abris, biens non-alimentaires, gestion des camps



PERS. DANS LE BESOIN

4,2M

FEMMES ET FILLES

51%

ENFANTS

48%

AVEC UN HANDICAP

15%

Analyse des besoins humanitaires

En 2022, la zone métropolitaine de Port-au-Prince n'a jamais été aussi touchée par les violences à répétition, causant des déplacements de population.

Dans les départements du Sud et la zone métropolitaine de Port-au-Prince, 41 954 personnes sont déplacées sur des sites et 123 469 sont hébergées dans des communautés hôtes. Dans leur déplacement, les personnes vulnérables rencontrent des difficultés d'accès aux services sociaux de base, ce qui augmente leurs besoins en abris et en biens non-alimentaires. Les femmes et filles sont davantage susceptibles d'être victimes de violences basées sur le genre, d'exploitation et abus sexuels, ou d'adopter des stratégies négatives de survie.

Les besoins prioritaires pour la réhabilitation des abris se concentrent dans les départements de la Grand'Anse (22%), de l'Ouest (18%) et du Sud (16%) et les conditions d'habitation restent inadéquates dans les zones affectées par le tremblement de terre de 2021 où 2 462 personnes déplacées vivent toujours dans un site.

La résurgence du choléra et l'augmentation des déplacements rappellent l'importance des biens non alimentaires comme bien de première nécessité (les kits cuisine, les récipients de stockage de l'eau, couverture). L'accès à ces articles ont des

effets considérables sur le niveau de vie d'une personne, et sur son bien-être physique et mental.

Comme le dit Yamilee, les logements inadéquats et le fait de vivre dans la promiscuité augmentent les risques de protection et de violence basée sur le genre : « Je vis actuellement avec ma mère et mon beau-père dans une petite pièce inachevée dont la construction a débuté il y a trois ans, je n'ai pas vraiment d'intimité. Parfois, je suis obligée de m'habiller en présence de mon beau-père. »

Projection des besoins sectoriels

Les violences des gangs risquent de perdurer, ce qui pourrait entraîner de nouveaux déplacements et exacerber les pressions sur les familles d'accueil, les sites spontanés et les centres collectifs. Peu de familles sont en mesure de soutenir sans aide les ménages accueillis pendant de longues périodes. Ce partage de ressources entrave la résilience de la famille d'accueil aux chocs futurs.

Les familles qui restent dans les sites sont souvent celles dont le retour se heurte à des obstacles importants : l'insécurité dans la zone de retour, les abris endommagés, le manque de moyens de subsistance - ce qui accroît la probabilité d'un nouveau déplacement en cas de fermeture prématurée. Les sites ouverts accueilleront des familles particulièrement vulnérables et dont l'assistance humanitaire multi-sectorielle sera nécessaire.

Suivi des besoins

INDICATEURS	SOURCES D'INFORMATION
Personnes déplacées internes à cause d'un désastre naturel	DTM
PDI en raison d'une menace de violences de gangs	DTM
% ménage vivant dans un abri inadéquat ou dans un état insuffisant	MSNA

Eau potable, hygiène et assainissement



PERS. DANS LE BESOIN

3,3M

FEMMES ET FILLES

55%

ENFANTS

45%

AVEC UN HANDICAP

10%

Analyse des besoins humanitaires

L'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et d'assainissement de base en Haïti est très faible, notamment en milieu rural et périurbain où vit la majorité de la population du pays. En effet seulement 55% des ménages ont accès aux services basiques d'eau potable dont 48% en milieu rural et 68% en milieu urbain (SIEPA/DINEPA, juin 2022). Il ressort également de la MSNA que 61% des ménages n'ont pas accès à des latrines améliorées ou pratiquent la défécation à l'air libre en milieu rural contre 33% des ménages en milieu urbain.

L'insuffisance d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement et d'hygiène surtout en milieu défavorisé, affecte considérablement les conditions de vie de la population haïtienne. Le cas d'Islande, évoqué dans les témoignages parlent de ces problèmes d'accès : « Finalement, lorsque j'ai pu me rendre à l'hôpital, les médecins nous ont expliqué que nous avions probablement le choléra mais qu'ils n'ont pas de quoi vérifier. Nous n'avons pas de toilettes à la maison, tout se fait dans un sac plastique. »

Cette situation de faible accès aux services EPAH est aggravée par les multiples chocs qui affectent fréquemment le pays, notamment les aléas naturels (séismes, cyclones, inondations), les violences et troubles sociaux, les déplacements de personnes (rapatriés, personnes déplacées internes) et les épidémies dont le choléra qui a fait sa réapparition en octobre 2022 et qui s'est propagé sur tout le pays. Face à ces multiples crises, la résilience de la population et le niveau de préparation aux urgences restent à améliorer notamment dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Projection des besoins sectoriels

Selon les résultats de l'évaluation MSNA 2022, le secteur EPAH estime que plus de trois millions de personnes ont des besoins humanitaires pour 2023. Ce chiffre correspond aux personnes qui utilisent une source d'eau non-améliorée ou de l'eau de surface pour couvrir leurs besoins primaires, ainsi que des infrastructures non-améliorées d'assainissement ou la défécation à l'air libre pour l'assainissement et l'hygiène. En plus de besoin d'accès aux services EPAH, la résilience de ces personnes face aux crises et chocs devra être renforcée.

Suivi des besoins

INDICATEURS	SOURCES D'INFORMATION
Personnes ayant accès à suffisamment d'eau potable pour les besoins domestiques	SIEPA ; JMP
Personnes ayant accès à des installations sanitaires appropriées	SIEPA ; JMP
Accès des services essentiels d'hygiène	SIEPA ; JMP

Éducation



PERSONNES DANS LE BESOIN

4M

FILLES

50%

AVEC UN HANDICAP

N/C

Analyse des besoins humanitaires

Le secteur éducation en Haïti est caractérisé par une offre de près de 20% d'écoles publiques. Il évolue dans un contexte socio-politique, sécuritaire, et économique extrêmement difficile.

En septembre 2022, la rentrée des classes a été retardée se faisant progressivement, de 7% d'écoles ouvertes début novembre, à 73% fin décembre. Ce retard considérable sur la rentrée scolaire s'ajoute au déficit d'apprentissage des années précédentes en raison des troubles socio-politiques, de la COVID-19 et du tremblement de terre de 2021.

L'extension et l'intensification des violences des gangs continuent de restreindre l'accès des écoliers et des enseignants aux infrastructures scolaires. Dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, 204 écoles étaient non fonctionnelles empêchant plus de 55 000 élèves de retourner dans les écoles (dont 47 écoles occupées par les gangs, huit occupées par des déplacés). Dans l'Artibonite, le pillage au mois de septembre de 28 écoles a empêché la rentrée scolaire, contraignant 15 000 élèves et 800 enseignants à rester à leur domicile.

Cette situation est aggravée par la diminution des moyens des ménages, augmentant ainsi les risques d'abandon scolaire. Les données de la MSNA indiquent que 18% des ménages consultés ont évoqué les coûts élevés comme principale

raison d'abandon scolaire. La MSNA fait ressortir un grand besoin de matériels, de kits scolaires et pédagogiques.

La situation précaire des familles en termes de sécurité alimentaire montre la nécessité de pérenniser et de continuer le développement du programme national de cantines scolaires, et de la mise en place de coopératives scolaires.

Le témoignage de la jeune Della, onze ans, souligne l'importance de ces programmes : « Parfois, j'aimerais être à l'école le soir pour pouvoir manger, parce qu'à la maison, on n'a rien. »

Projection des besoins sectoriels

Tenant compte de la détérioration de la situation éducative, le secteur estime que 33% des écoles du territoire auront besoin d'infrastructures adaptées pour accueillir les élèves dans des conditions acceptables. Avec l'affaiblissement du revenu des ménages, 1 603 653 élèves auront besoin d'un soutien financier et de matériel, nécessaire à leur scolarisation. Pour assurer une meilleure fréquentation et rétention scolaire des élèves tout en appuyant les parents les plus vulnérables, la continuité du programme de cantines scolaires dans des centaines d'école est nécessaire. Par ailleurs, des formations et des interventions à l'intention de la communauté éducative en SMSPE et protection de l'enfance sont indispensables.

Suivi des besoins

INDICATEURS	SOURCES D'INFORMATION
% d'enfants en âge scolaire inscrits enregistrés dans un établissement scolaire formel (ou non formel) pour l'année scolaire 2021-2022.	MENFP
% d'enfants ayant abandonné l'école au cours de l'année passée.	MENFP
% d'enfants en âge scolaire fréquentant l'école au moins quatre jours par semaine, lorsque les écoles étaient ouvertes sur l'année scolaire 2021-2022, par groupe d'âge et genre.	MENFP

Nutrition



PERS. DANS LE BESOIN

779K

FEMMES ET FILLES

83%

ENFANTS

33%

AVEC UN HANDICAP

15%

Analyse des besoins humanitaires

Les enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sont à risque élevé de surmortalité. Les différentes formes de malnutrition sont directement ou indirectement associées à environ 35% des causes des décès parmi les enfants de moins de cinq ans. Il est donc crucial d'offrir à ces groupes vulnérables des interventions de nutrition d'urgence à haut impact pour leur garantir une survie. Ces interventions visent à assurer une prise en charge adéquate aux enfants de moins de cinq ans. Environ 259 466 d'enfants sont dans le besoin de ces interventions à haut impact en 2023.

Le retard de croissance associé à la malnutrition aiguë augmente le retard cognitif de l'enfant et le risque de mortalité. La prévention des différentes formes de la malnutrition pendant la période des 1 000 premiers jours de la vie (de la conception à deux ans) est aussi cruciale dans le contexte de la République d'Haïti. Les soins nutritionnels spécialisés et la promotion des pratiques de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence sont des interventions cruciales qui contribuent à la réduction de la surmortalité parmi les enfants de moins de deux ans, mais aussi à prévenir les différentes formes de la malnutrition. Ces interventions concernent les femmes enceintes et allaitantes et autres personnes s'occupant des enfants de moins de deux ans.

Environ 519 084 femmes enceintes et allaitantes ont besoin de ces interventions.

Projection des besoins sectoriels

Les risques de détérioration liés à la situation alimentaire, la précarité des conditions socio-politiques et économiques, l'insécurité liée aux activités des gangs sont toujours des facteurs qui contribuent à la détérioration de la situation nutritionnelle des enfants. Les besoins humanitaires des populations affectées risqueraient d'être importants à cause de cette dégradation de la situation nutritionnelle notamment dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. La situation sécuritaire et l'activisme des gangs continuent à entraîner les mouvements des populations et impacter fortement les moyens d'existence et le pouvoir d'achat des ménages en particulier dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince qui peuvent entraîner des répercussions sévères sur la situation nutritionnelle. L'épidémie de choléra débuté en octobre 2022 frappe durement les enfants, ce qui pourrait potentiellement augmenter la vulnérabilité des moins de cinq ans. Pour le secteur de la nutrition, la méthodologie de calcul des personnes dans le besoin est en soi une situation projetée pour 2023 tout en tenant compte de la population projetée pour 2023, mais aussi de la prise en compte du facteur de correction de l'incidence dans la formule de calcul du nombre de personnes dans le besoin.

Suivi des besoins

INDICATEURS	SOURCES D'INFORMATION
Cas de malnutrition aiguë sévère pris en charge	SISNU
Cas de malnutrition aiguë modérée pris en charge	SISNU
Femmes enceintes et allaitantes conseillées sur les pratiques ANJE-U	Rapportages partenaires

Protection



PERS. DANS LE BESOIN

1,9M

PROTECTION GENERALE

1M

MIGRANTS

167K

ENFANTS

1,2M

VBG

506K

Analyse des besoins humanitaires

La situation sécuritaire, socio-économique et politique haïtienne fragile, exacerbée par la violence grandissante des gangs dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et leur expansion sur les routes nationales, a de graves conséquences sur la protection de la population haïtienne, dans un pays déjà fragilisé : stagnation économique, absence de revenus et d'opportunités d'emploi, déficiences structurelles des services publics, catastrophes naturelles et épidémies.

La terreur et la barbarie des gangs sont caractérisés par des enlèvements et séquestrations, de blessures par balles, d'assassinats, de détournements de marchandises, de violences sexuelles y compris sur les mineurs, de restrictions de mouvement. Cet ensemble efface complètement l'accès aux services de base comme la santé, l'eau potable et l'éducation pour de nombreuses familles.

En 2022, HCDR a recensé 4 757 victimes :

- 2 090 meurtres (1 844 hommes, 177 femmes, 69 enfants) et 1 552 blessés;
- 1 115 enlèvements dont 814 hommes, 188 femmes, 113 enfants.

Ajouté à cela, plus de 125 incidents de protection liés aux personnes déplacées internes tels que des incendies de maisons et violences sexuelles.

Les personnes les plus vulnérables dont les femmes cheffes de famille, les enfants non accompagnés et les personnes à mobilité réduite, sont particulièrement affectées par ces violences. Les personnes, prises en otage dans des quartiers sous contrôle de gangs armés et victimes des violences, nécessitent une assistance alimentaire, l'accès aux structures de services sociaux de base, un soutien logistique et financier pour leur relocalisation dans des endroits sécurisés.

Projection des besoins sectoriels

L'augmentation des risques et menaces contre les personnes a de graves incidences sur la protection. Cela affecte en particulier les personnes vivant dans les zones sous le contrôle des gangs.

Les besoins humanitaires augmenteront bien plus vite dans ces conditions et affecteront un plus grand nombre de personnes, parmi lesquelles les personnes vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes vivant avec un handicap physique ou mental, tout au long de 2023.

Suivi des besoins

INDICATEURS	SOURCES D'INFORMATION
Présence de gangs dans la zone géographique ciblée	Informateurs clés HCDH
Zones avec un accès humanitaire limité ou restreint (désagrégées en fonction des principaux gangs armés opérant dans la zone) ;	Informateurs clés HCDH
# de personnes tuées, blessées ou disparues en raison de conflits, de violence ou de choc (désagrégé par mort, blessure, disparition, âge, sexe, handicap)	HCDH

Sous-secteur : protection de l'enfance



PERS. DANS LE BESOIN

1,2M

FILLES

50,4%

GARÇONS

49,6%

AVEC UN HANDICAP

N/C

Analyse des besoins humanitaires

Le sous-secteur Protection de l'enfance estime que près de 1,2 million d'enfants en Haïti sont dans le besoin, une augmentation de 64% sur un an, dérivée de la dégradation abrupte de la situation sécuritaire, économique et sociale. Dans les zones urbaines contrôlées par les gangs, les risques sont accrus par le recrutement d'enfants par ces groupes. Les déplacements intra-urbains et transfrontaliers d'enfants sans leurs familles augmente les risques et vulnérabilités. En outre, la fragilité du système de protection de l'enfance n'est pas en mesure de garantir une protection adéquate.

A la suite d'incursions et confrontations de gangs, de nombreux mineurs ont été tués ou blessés, ou enlevés. Les fréquentes agressions sexuelles et autres violences de genre touchent les filles comme les femmes de manière disproportionnée. Néanmoins, l'accès aux soins et aux services de protection de base reste un défi majeur. Plus de 500 000 enfants nécessitent un soutien psychosocial. Ceux qui n'ont pas les moyens d'aller à l'école et de se divertir à la maison subissent souvent la frustration et l'agressivité de leurs parents. 23% des ménages consultés en 2022 dans le cadre de la MSNA ont rapportés le recours à des punitions corporelles sur les enfants.

La plupart des déportés arrivent en Haïti dans des conditions précaires, sans papiers ni ressources,

et parfois séparés de leur famille avec peu ou pas d'accès aux services de base. Près de 60% des 108 000 rapatriés en 2022 étaient des enfants. Certains ont été victimes de violence, d'exploitation et d'abus sexuels et de traite. L'UNICEF a identifié plus de 360 enfants séparés et non accompagnés dans les quatre centres officiels de transit durant cette période. En zone métropolitaine de Port-au-Prince, les conditions de vie dans les sites de déplacés présentent également des risques pour les enfants, particulièrement dû au manque de services disponibles et d'acteurs présents en temps réel pour répondre aux besoins.

Projection des besoins sectoriels

L'année 2023 s'annonce difficile compte tenu de la situation sécuritaire qui se détériore et l'accès humanitaire de plus en plus restreint, y compris dans de nouveaux quartiers et communes du pays, tant dans la zone métropolitaine qu'en région. La protection de l'enfance continue de représenter un défi majeur au vu de la détérioration continue des conditions de vie et la fragilisation des institutions de protection. L'annonce de la réouverture de près de 90% des écoles en début d'année est un objectif positif qui doit néanmoins être maintenu, malgré la diminution des moyens de la population, et de leur capacité de maintenir leurs enfants à l'école. Il n'y a pas de signes qui permettent de prévoir un changement de tendance du nombre d'enfants déportés en 2023.

Suivi des besoins

INDICATEURS	SOURCES D'INFORMATION
# d'enfants non-accompagnés ou séparés de leurs parents ou soignants	Rapport des partenaires, fiches d'enregistrement, base de données
# d'enfants bénéficient des activités psychosociales dans les espaces amis des enfants et des espaces de transit	

Sous-secteur : protection des migrants



PERS. DANS LE BESOIN

52K

FEMMES ET FILLES

22%

ENFANTS

15%

AVEC UN HANDICAP

3%

Analyse des besoins humanitaires

Les raisons poussant à la migration en Haïti sont nombreuses et principalement dirigées vers les États-Unis, les Bahamas, les îles Turques et Caïques, Cuba, et pays d'Amérique du Sud. Les conditions difficiles encouragent la population à migrer en s'exposant aux réseaux clandestins et à la traite des personnes. Ceux qui réussissent finissent avec des statuts irréguliers et sont inévitablement rapatriés. Lors de ce processus, de multiples vulnérabilités liées à la mobilité apparaissent. Gabriel, migrant rapatrié depuis la République dominicaine, raconte : « J'ai été arrêté par des policiers dominicains, ma carte de séjour étant périmée. Un agent de police m'a assené un coup brutal à la figure. Et vu que je n'avais pas les moyens de payer les frais de santé, j'ai souffert. La nuit a été longue et difficile. »

Les besoins humanitaires proviennent principalement des rapatriements aux frontières terrestres, se manifestant sous forme logistique et financière pour leur réintégration, médicale, psychosociale, alimentaire, vestimentaire, et hébergement temporaire. Carline, rapatriée depuis le pays voisin avec sa fille : « C'est la deuxième fois que je suis arrêtée pour être rapatriée. C'est traumatisant, cela m'a pris beaucoup de temps pour m'en remettre, et là j'étais à nouveau plongée dans ce cauchemar. »

Les migrants haïtiens sont aussi rapatriés par voie aérienne et par la mer, amplifiant les besoins pour

leur réintégration. Chrisla, migrante rapatriée depuis les États-Unis, se souvient d'un événement traumatisant. En traversant le Darien au Panama, elle a chuté. Sa jambe est restée coincée dans un trou. « J'ai laissé Haïti avec mes deux jambes, je suis revenue avec une seule. »

Ces routes migratoires enregistrent le deuxième plus grand nombre de décès et de disparitions dans la région après la frontière américaine. Ce sont 800 décès enregistrés entre 2014 et 2020. Le besoin se focalise sur la prévention de migration.

Projection des besoins sectoriels

Les rapatriements terrestres se poursuivront en 2023, avec une augmentation en raison de la décision voisine d'intensifier les expulsions de migrants en situation irrégulière. Pour 2023, le sous-secteur prévoit qu'au moins 21 000 personnes rapatriées terrestres entre les deux pays, dont 17% de femmes et 9% d'enfants.

Des poussées sont attendues aux niveaux aériens et maritimes, en particulier le début 2023, à la suite de la suspension temporaire des rapatriements aériens à partir de juillet 2022. Environ 31 000 personnes seront rapatriées par voie aérienne et maritime, dont 25% de femmes et 20% d'enfants, dans le besoin. Il est estimé que 160 personnes vont disparaître ou mourir sur la route migratoire.

Suivi des vulnérabilités

INDICATEURS	SOURCES D'INFORMATION
Personnes retournées, rapatriées ou expulsées vers Haïti par voies aérienne et maritime	Fiches d'enregistrements, DTM
Migrants haïtiens décédés ou disparus en mer en parcours migratoire	IOM Missing Migrants Project
Personnes retournées, rapatriées ou expulsées de la République dominicaine nécessitant une assistance à la frontière à leur arrivée	Fiches d'enregistrements, DTM

Sous-secteur : violences basées sur le genre



PERS. DANS LE BESOIN

506K

FEMMES ET FILLES

70%

ENFANTS

15%

AVEC UN HANDICAP

12%

Analyse des besoins humanitaires

Les risques de violences basées sur le genre se sont aggravés à la suite de chocs : mouvements de populations dû aux affrontements de gangs, insécurité, et catastrophes naturelles.

La situation socio-politique à laquelle le pays fait face et l'augmentation de la violence armée dans plusieurs quartiers contrôlés par les gangs ont eu un impact négatif sur l'accès aux services de base y compris les services de prise en charge de survivant.e.s. Certains prestataires de services ont dû réduire, fermer ou relocaliser leurs interventions.

Bien que le taux de rapportage d'incidents VBG soit très bas, l'analyse des données montrent une augmentation des cas surtout parmi les populations déplacées et rapatriées. Tout comme dans l'ensemble du pays, les violences basées sur le genre, constituent un problème important pour toutes les couches de la population, y compris les hommes et garçons. Les femmes et les filles demeurent plus affectées. De janvier à septembre, selon la SISNU, 15 411 cas de violences sexuelles et physiques ont été enregistrés, dont 81% de femmes et filles, 11% d'hommes et 8% de garçons. De juillet à novembre, au moins 57 viols collectifs impliquant les gangs armés ont été recensés. La prévalence la plus élevée de violences sexuelles a été enregistrée dans le Nord-Est, Est et Ouest.

Le manque de moyens de subsistance et l'impact des protestations sociales ont renforcé la précarité socio-économique des femmes et filles et

Suivi des vulnérabilités

augmenté les risques d'exposition aux violences sexuelles : viol, exploitation et abus, traite de personnes, sexe de survie, mariages forcés, grossesses précoces, violences domestiques. Les évaluations menées dans les sites de déplacés à Port-au-Prince montrent que 77% des ménages utilisent des stratégies d'adaptation négatives d'urgence.

Les acteurs judiciaires et la police jouent un rôle important dans la prévention notamment la sensibilisation, le référencement, la réinsertion, la justice et la réparation. L'insuffisance des capacités des institutions judiciaires pour traiter des cas de violence, notamment de VBG, demeure problématique. L'accès limité par les populations affectées aux informations, les services disponibles et l'accès constituent un facteur de risques.

Projection des besoins sectoriels

Les projections pour l'année 2023 ne laissent pas augurer un changement radical de contexte sur l'environnement protecteur des personnes à risque de violences basées sur le genre y compris les survivant.e.s de VBG. La situation économique actuelle, aggravée par l'épidémie de choléra, ne permet pas d'entrevoir dans les mois qui viennent une amélioration de l'accès à des moyens de subsistance pour les femmes et filles. La perte de revenu entraîne des risques de VBG à travers des mécanismes négatifs de survie, comme l'abandon scolaire, le travail des enfants, la prostitution, toute forme d'exploitation et de trafic d'êtres humains.

INDICATEURS

- # de services VBG (gestion des cas de VBG/soutien psychosocial individuel/gestion clinique des cas de viols) disponibles
- # déclaration de victimes de violences basées sur le genre

SOURCES D'INFORMATION

- Cartographie de services, UNFPA
- Rapports SISNU, UNFPA

Santé



PERS. DANS LE BESOIN

4,5M

FEMMES ET FILLES

65%

ENFANTS

40%

AVEC UN HANDICAP

15%

Analyse des besoins humanitaires

L'insécurité, les manifestations avec le blocage des voies, et l'absence de carburant ont ralenti le fonctionnement des structures sanitaires. La perturbation des activités économiques dans le pays a aggravé la pauvreté et rendu difficile l'accès aux services de santé de base. Même lorsque ces groupes vulnérables parviennent à accéder aux services de santé, ils sont souvent confrontés à des établissements de santé qui manquent d'équipements et de médicaments essentiels, ou à une pénurie de personnel médical qualifié, et des services d'urgence.

L'accès aux services de santé, aussi bien pour les soignants, que pour les patients reste extrêmement difficile, comme en témoigne Dr. Carlo : « mes patients, en plus d'être malades, doivent faire face à de grands défis pour se rendre jusqu'aux centres de traitement et accéder aux soins. Ils sont limités par le prix des soins, le coût du transport qui ne cesse d'augmenter.

Bien que l'ensemble du territoire soit dans le besoin d'assistance sanitaire, le secteur a identifié la majorité des besoins dans quatre départements :

1. Ouest : 1 622 787 personnes (36%),
2. Artibonite : 823 849 personnes (18%),
3. Nord : 489 244 personnes (11%),
4. Centre : 359 440 personnes (8%).

Projection des besoins sectoriels

Le secteur estime que plus de 4,5 millions de personnes auront besoin d'une assistance sanitaire en 2023. Il s'agit en priorité des femmes enceintes et allaitantes, des nouveaux nés, des enfants cibles de la vaccination, des personnes vivant avec des handicaps, des personnes en milieu carcéral et des populations vivant dans les zones sous contrôle des gangs. Les besoins humanitaires en termes de santé grandissent chaque année (environ 23% de la population en 2021, 32% en 2022 et 37% en 2023).

L'ensemble des facteurs déterminants présents en 2022 le seront toujours en 2023 : la diphtérie, le paludisme, la COVID-19 et d'autres maladies à potentiel épidémique contribueront à augmenter les besoins humanitaires en santé et les ressources à mobiliser par les partenaires pour y faire face. A ces facteurs s'ajoute l'épidémie de choléra avec plus de 1 500 000 de personnes à risque.

Suivi des besoins

INDICATEURS	SOURCES D'INFORMATION
Taux d'accouchements en institution sanitaire	SISNU
Pourcentage d'institutions sanitaires offrant des soins de base	SISNU ; MSPP
Couverture en Penta 3 chez les enfants de moins de un an	SISNU

Sécurité alimentaire



PERS. DANS LE BESOIN

4,7M

FEMMES ET FILLES

53%

ENFANTS

43%

AVEC UN HANDICAP

16%

Analyse des besoins humanitaires

La dernière analyse IPC d'octobre 2022 montre une détérioration majeure de la crise alimentaire avec 4,7 millions de personnes, près de la moitié de la population, à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, dont 19 200 en catastrophe (phase 5), une première dans les Amériques.

L'augmentation de la part des personnes se trouvant en phase 4 (urgence) est grandissante, passant de 7% à 18% en trois ans. Parallèlement, la proportion des personnes en phase minimale (phase 1) est passée de 41% à 24%. On observe une migration progressive des ménages de la phase minimale vers des phases aggravées. Le nombre de zones classées en phase d'urgence (phase 4) a triplé en juste une année.

Pour les besoins d'assistance pour les populations en phase 3 et plus, 4,33 millions de personnes étaient enregistrées en 2021. En 2022, le secteur estime que 4,7 millions de personnes sont dans le besoin, une augmentation de 8,5%. Les ménages classés en urgence (phase 4) ont augmenté de 33% sur un an, pour passer à 1,77 million de personnes.

Cette extrême gravité réduit la capacité des ménages, en particulier les plus pauvres, à accéder à la nourriture et les oblige à recourir à des stratégies d'adaptation négatives qui érodent leurs moyens de subsistance, comme en témoigne Sainfonise, une commerçante : « Pour gérer la

situation, j'ai choisi de faire les achats pour ma famille sur le marché local de Port-de-Paix. J'essaie d'être le plus modeste possible en diminuant le nombre de repas par jour et leur contenu. Maintenant, on mange de la viande une fois par mois, alors qu'avant, on avait de la chance, on en mangeait toutes les semaines. »

Projection des besoins sectoriels

Pour la période allant de mars à juin 2023, l'ampleur de l'assistance alimentaire reste à préciser, mais les personnes estimées être en catastrophe sont au nombre de 19 200. En plus, 17% de la population analysée, environ 1,65 million de personnes, est en phase 4 (urgence) et 30%, environ 3 millions de personnes, en phase 3 (crise), soit 48% de la population dans le besoin d'une action urgente pour la période projetée.

Les prévisions des zones déjà classées en IPC3+ indiquent qu'elles ne vont pas s'améliorer, et le resteront probablement en 2023.

Le scénario le plus probable prévoit une stagnation de la situation humanitaire. L'intensification de la violence des gangs, des perspectives économiques négatives, notamment en raison de l'inflation et l'augmentation des coûts de mise en œuvre, et des contraintes d'accès et de sécurité. Cependant, la campagne agricole d'hiver devrait être plus humide que la normale, apportant une perspective positive.

Suivi des besoins

INDICATEURS	SOURCES D'INFORMATION
Pourcentage de personnes en IPC 3+	IPC acute analysis mars 2023 et octobre 2023
Livelihood CSI	ENSAN 2023, CNSA 2023
rCSI	ENSAN 2023, CNSA 2023



« Le voyageur »
Acrylique sur toile
Shneider Léon Hilaire

Données

L'ensemble des données figurant dans cette partie viennent en complément des données présentes dans l'Analyse des besoins humanitaires.

Évaluation multisectorielle des besoins

Les analyses présentées représentent un résumé partiel de l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) facilité par IMPACT Initiatives via REACH avec l'approbation de l'Équipe humanitaire pays à l'été 2022. L'ensemble des données est accessible sur le [tableau de bord interactif ici](#).

Méthodologie

La collecte de données de cette évaluation a eu lieu du 12 juin au 13 septembre 2022. 3 896 ménages ont participé à l'évaluation, dont 1 188 dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

Les entretiens ont été effectués en personne. Des difficultés d'accès sécuritaires ont parfois entravé l'opérationnalisation des enquêtes en personne, amenant REACH Initiative à retirer certaines zones de l'échantillonnage.

L'évaluation présente plusieurs limites, notamment : la définition des milieux (ruraux et urbains), la couverture géographique, le biais de réponse, etc. Les données ayant été collectées à l'été 2022 ne prennent pas en compte les derniers développements particuliers de la situation humanitaire de septembre à décembre.

Une disparité dans le genre des personnes enquêtées est notable puisque 60% des répondants étaient des femmes. Ce déséquilibre était particulièrement prononcé dans les départements du Nord-Est (74%), Nord (72%) et du Nord-Ouest (65%). Ce manque de parité peut être attribué à la conception sociétale de la femme en Haïti. Lors des visites au domicile des enquêtés, les femmes sont souvent plus présentes au foyer, chargée de l'entretien, de la prise en charge des enfants ou menant des petits commerces depuis des étals disposés à proximité du domicile. Les maris ont tendance à quitter le foyer à l'aube pour ne rentrer qu'au crépuscule.

L'âge médian des personnes enquêtées était de 42 ans alors que l'âge médian en Haïti est de 24 ans car les entretiens sont principalement menés avec les chefs de ménages.

Abris et articles non alimentaires

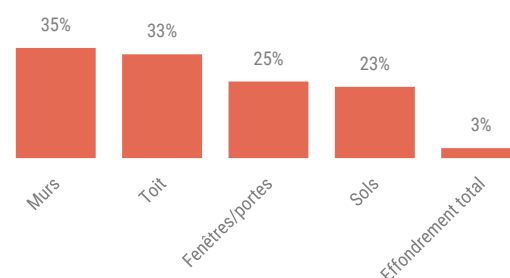
68% des ménages en Haïti expriment des besoins insatisfaits en matière d'abris, avec une disparité entre les ruraux (85%) et urbains (61%). Les départements de la Grand'Anse, les Nippes, le Nord-Est et le Nord-Ouest sont les plus touchés avec des proportions de ménages exprimant un besoin allant de 81% à 92%.

Les données indiquent que les départements du Sud, Grand'Anse et Nippes, qui ont été les plus touchés par le séisme du 14 août 2021, ont le plus grand nombre de maisons endommagées, et nombre d'entre elles le sont encore aujourd'hui. Dans la Grand'Anse, le Sud et les Nippes, respectivement 15%, 8% et 6% des ménages ont déclaré vivre dans un abri fragile. En Artibonite et dans le Centre, 9% des ménages disent vivre dans un bâtiment non terminé.

Les départements où les maisons sont les plus affectées par des infiltrations d'eau sont le Nord-Ouest (78%), les Nippes (76%), le Nord-Est (72%) et le Centre (65%). Dans l'Ouest, 9% des ménages en milieu urbain rapportent avoir un système d'égouts endommagé ou inexistant.

Les principales priorités étaient d'évaluer les ménages vivant dans des abris inadéquats en utilisant des critères humanitaires, ainsi que les dommages causés aux abris à la suite des catastrophes. Plus de 14% des ménages vivent dans des abris improvisés, collectifs ou peu solides, voire endommagés.

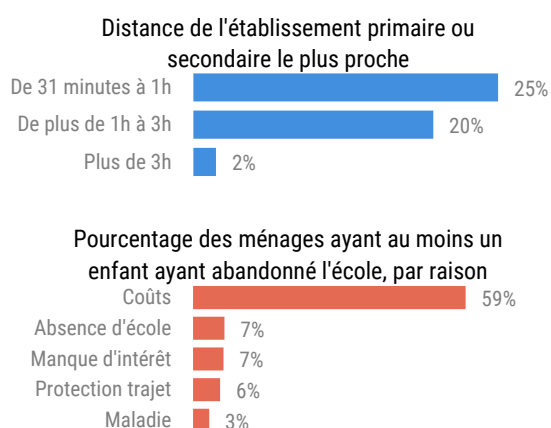
Principaux types de dommages sur les abris



Éducation

Il est important de rappeler que l'évaluation multi-sectorielle sur laquelle repose ces analyses date de l'été 2022. Elle n'est donc pas représentative des événements socio-politiques et sécuritaires des quatre derniers mois de l'année. Pendant de nombreuses semaines, une majorité des écoliers n'a pas pu suivre de cours. L'analyse se fonde sur des données reflétant l'année scolaire 2021-2022.

Le secteur Éducation a mis l'accent sur les problèmes liés à l'accès à l'éducation, à l'abandon scolaire et aux facteurs qui peuvent affecter l'éducation. La distance que les enfants doivent parcourir pour se rendre à l'école est considérée comme un facteur important de l'abandon scolaire avec 7% des ménages la considérant comme la cause principale. Plus de 20% des enfants mettent entre une et trois heures sur le trajet de l'école.



Les coûts de l'éducation sont une charge pour les ménages car l'enseignement public gratuit ne représente qu'une faible partie des établissements scolaires. Les écoles privées, qui représentent plus de 80% des écoles du pays selon le secteur Éducation, continuent d'augmenter leurs tarifs.

81% des enfants ont fréquenté régulièrement l'école formelle (76% en milieu rural et 83% en milieu urbain). La plus faible proportion se trouve dans le Nord-Ouest avec seulement 68% des enfants. Dans l'ensemble, il n'y a pas de différences notables entre les filles et les garçons.

Dans la zone métropolitaine, seuls 71% des enfants de Cité Soleil ont fréquenté régulièrement l'école formelle et 79% des enfants de Delmas. 4% des enfants de Cité Soleil ont abandonné l'école, 3% à Carrefour et 2% à Delmas.

Dans l'ensemble du pays, 24% des ménages ont rapporté l'insécurité à l'école ou sur le chemin de l'école parmi les barrières pour les enfants. Pour 6% des ménages, cette insécurité est même une cause d'abandon scolaire.

Dans l'Artibonite, le Nord et l'Ouest, respectivement 12%, 8% et 49% des ménages ont rapporté l'insécurité à l'école ou sur le chemin de l'école comme barrière à l'éducation des enfants.

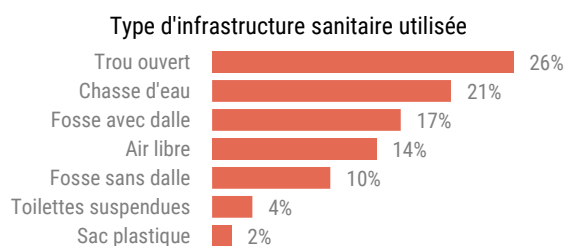
Dans certaines communes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, comme Carrefour, Cité Soleil, Croix-des-Bouquets et Tabarre, l'insécurité sur le trajet de l'école est citée comme la principale raison de l'abandon de l'école par les enfants. Les ménages dans ces zones ont également rapporté des proportions plus importantes d'insécurité pour les enfants sur le chemin de l'école, et la détresse psychologique.

Eau hygiène et assainissement

La distance à parcourir pour accéder à l'eau demeure un problème pour les ménages. Le secteur protection de l'enfance rapporte que les enfants sont amenés à marcher pendant des heures, parfois jusqu'à l'épuisement, posant des problèmes de santé, et de protection sur le trajet.

Sur les trente jours précédant la collecte de données, 11% des ménages ruraux ont rapporté ne pas avoir eu suffisamment d'eau pour boire et devoir attendre plus de 1h pour aller collecter l'eau à la principale source d'eau, attendre et revenir (contre 4% des ménages urbains).

L'accès aux infrastructures sanitaires est aussi crucial que la disponibilité en eau de qualité pour la population. Cependant selon les données de la MSNA, les problèmes d'accès aux infrastructures sont criants car plus de 40% font leurs besoins dehors (trou ouvert, sac plastique, air libre).



40% des ménages ont rapporté le trou ouvert ou la défécation à l'air libre comme infrastructure sanitaire utilisée habituellement. Les départements les

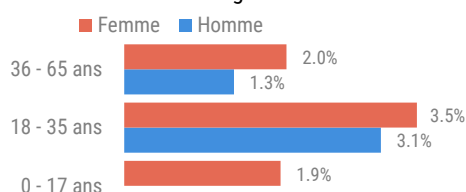
plus concernés sont les Nippes et la Grand'Anse (68% et 66% respectivement). 49% des ménages de Cité soleil et 33% des ménages de Croix-des-Bouquets ont mentionné le trou ouvert.

Plus de la moitié des ménages (61%) en milieu rural ont rapporté le trou ouvert ou la défécation à l'air libre comme infrastructure sanitaire utilisée habituellement contre 33% des ménages urbains.

Déplacement

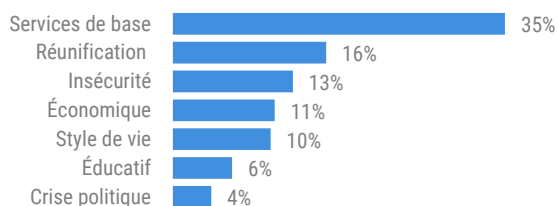
L'enquête MSNA, conduite auprès de la population générale, indique que 95% des ménages ne sont pas déplacés, avec 2% de migrants volontaires et 2% de déplacés internes. Cependant, en dépit d'un environnement de sécurité et économique préoccupant dans le pays, seulement 9% des ménages ont l'intention de migrer dans les six prochains mois, dans le même département, dans le pays ou à l'étranger, avec les habitants de l'Ouest en tête (14%) suivis de ceux de la Grand'Anse et du Nord.

Ménages par groupe d'âge et de genre ayant l'intention de migrer



Les motivations pour la migration sont liées à la recherche d'emploi et à l'amélioration de la situation de sécurité. Les causes de la migration sont multiples, mais la MSNA a montré que l'insuffisance d'accès aux services de base, la réunification familiale, l'insécurité et la quête d'opportunités économiques sont les principales motivations pour les ménages ayant au moins un membre qui a migré.

Principales raisons d'émigration, parmi les ménages dont au moins un membre a migré



3% des ménages ont déclaré que certains membres du ménage ont émigré en République

dominicaine, 1% aux États-Unis et 1% au Chili. Les motivations évoquées sont l'insuffisance d'accès aux services de base (2%), la réunification familiale (1%), la recherche d'opportunités économiques (1%), et l'insécurité (1%).

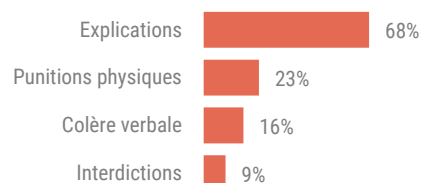
Protection

Selon les acteurs de protection, la situation est préoccupante en raison de la faiblesse de la justice et de la police, ainsi que de la présence de gangs armés. Selon la MSNA, 8% des ménages rapportent des restrictions de mouvements en raison de l'insécurité, principalement sous la forme de blocages par des gangs armés dans l'Ouest (12%), de l'insécurité dans les rues (7%) et de la fermeture de routes à cause de manifestations (5%). Durant les trois mois précédant la collecte de données, 21% des ménages de la ZMPAP déclarent également avoir connu des restrictions de mouvements. Au niveau national, l'enlèvement est une préoccupation importante des ménages pour les femmes (5%), et les hommes (5%). En Artibonite, les menaces de violence et le fait de subir des violences ou du harcèlement physique pour les femmes (9% et 9%), pour les filles (10% et 14%) ressort comme préoccupations principales.

Protection de l'enfance

La situation de protection des enfants en Haïti est préoccupante, particulièrement en raison de la persistance de pratiques inacceptables telles que les châtiments corporels, la servitude et les abus sexuels, selon le secteur de la protection de l'enfance. Selon la MSNA, 23% des ménages utilisent des méthodes de correction violentes.

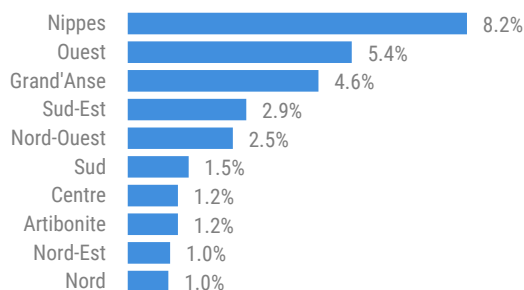
Punitions face aux problèmes de comportement des enfants



Parmi les ménages ayant au moins un enfant, 3% ont rapporté qu'au moins un enfant des ménages est marié (dans les Nord il s'agit de 11%).

17% des enfants mènent des activités liées au travail ou à la mendicité au moins une heure par jour.

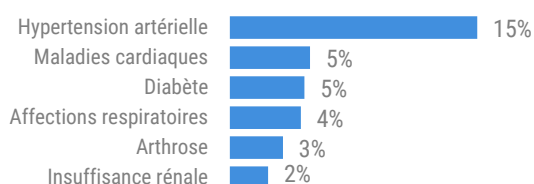
Ménages accueillant des enfants séparés ou non-accompagnés de leurs parents



Santé

L'accès aux soins est une préoccupation particulièrement importante pour les Haïtiens alors qu'Haïti connaît depuis octobre 2022 une résurgence du choléra. 32% des ménages indiquent qu'au moins un membre de la famille est atteint d'une maladie chronique.

Type de maladie dont souffre au moins un membre du ménage



Les obstacles les plus fréquemment rapportés pour les ménages voulant accéder à des soins de santé sont : le coût de la consultation (8% de tous les ménages), le coût du traitement (8%), l'absence de barrières (6%), l'absence d'un établissement de santé fonctionnel à proximité (5%), et une attente de service excessivement longue (4%).

Les principales barrières sont financières, que ce soit pour payer le transport, le traitement ou la consultation. L'obstacle revenant le plus souvent par la suite repose sur le manque d'établissements de santé, ainsi que le manque de personnel.

Santé maternelle

26% des ménages ruraux et 18% des ménages urbains ont rapporté qu'au moins un enfant de moins de cinq ans a eu des symptômes de fièvre.

Ménages dont les femmes enceintes ont reçu une consultation prénatale



10% des ménages ont rapporté avoir au moins une femme allaitante et 6% des ménages au moins une femme enceinte. Parmi les ménages au sein desquels au moins une femme est enceinte ou allaitante, 28% avaient une cheffe de ménage allaitante et 12% enceinte.

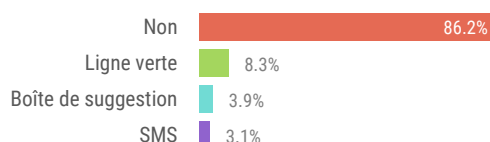
Redevabilité

Dans le cadre de l'évaluation multisectorielle des besoins, des indicateurs de redevabilité envers les populations affectées ont été intégrés.

1 ménage sur cinq était insatisfait des travailleurs humanitaires dans leur zone lors de la collecte de données de la MSNA. Les trois raisons principales justifiant cette insatisfaction ont été rapportées par les ménages comme étant :

1. Comportements frauduleux ou corrompus des travailleurs humanitaires (32%) ;
2. Les retours et plaintes sur l'intervention n'ont pas été pris en compte d'une façon satisfaisante (5%) ;
3. Avoir été témoin ou victime d'exploitation ou d'abus sexuels de la part de travailleurs humanitaires (5%).

Niveau de connaissance des mécanismes de plaintes par les ménages affectés



5% des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire et ne pas avoir eu connaissance des mécanismes de gestion des plaintes.

Sévérité des besoins

L'analyse de la sévérité des besoins humanitaires révèle les vulnérabilités transversales des communautés affectées à travers des indicateurs critiques dans les secteurs de l'insécurité alimentaire, de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de l'accès aux services de santé et de la protection.

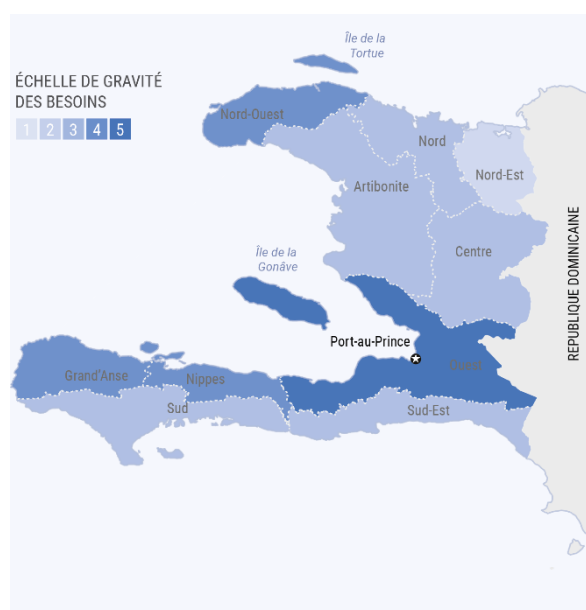
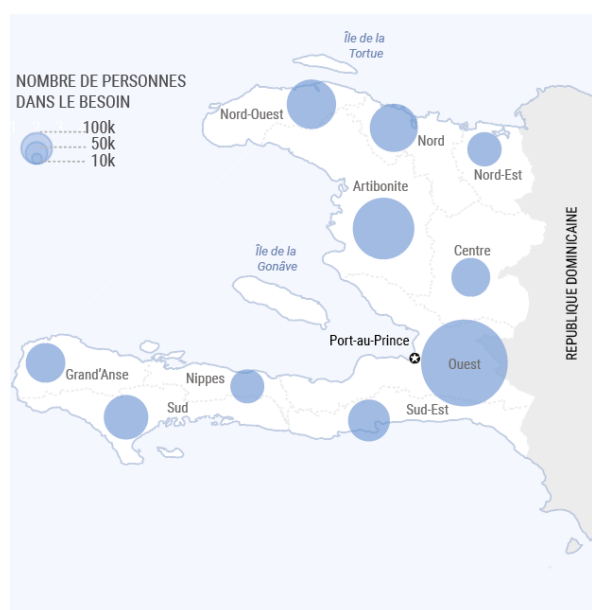
Ces indicateurs mettent en évidence deux départements présentant une sévérité extrême. Il s'agit des départements de l'Ouest et du Nord-Ouest. Les départements de l'Artibonite, du Nord, du Nord-Est, de la Grand'Anse, du Sud et des Nippes présentent un niveau de sévérité sévère. Quant aux départements du Sud-Est et du Centre, ils enregistrent un niveau de stress.

Cette analyse est basée sur les données collectées en juillet 2022 dans le cadre de la MSNA et des résultats de l'analyse de l'IPC couvrant la période projetée de mars à juin 2023.

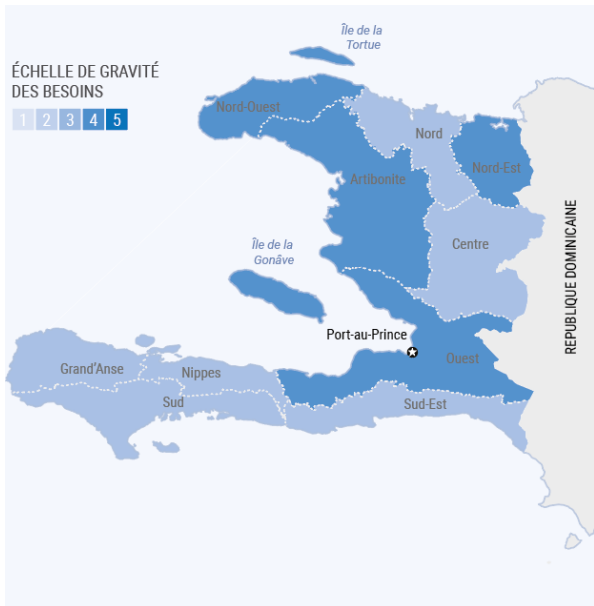
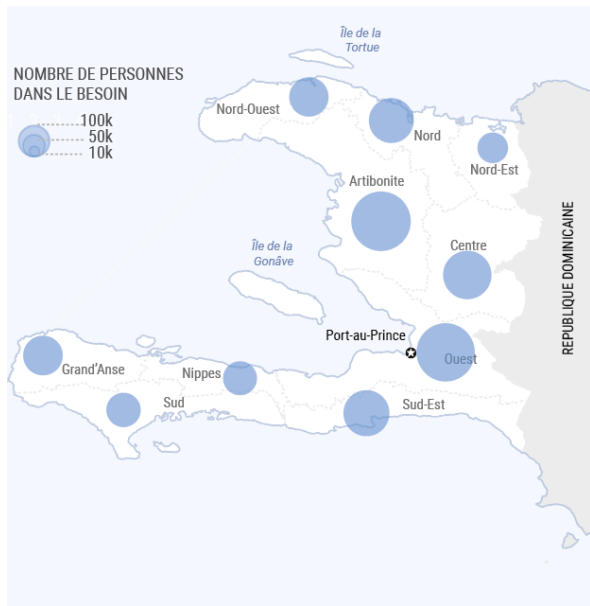
Les contraintes d'accès, notamment en matière de sécurité, ont affecté le suivi régulier et la qualité des données de certaines zones. Contrairement à l'analyse de la sévérité du HNO 2022 pour laquelle les données étaient disponibles au niveau de la commune, la présente analyse est limitée au niveau du département.

Pour le secteur de la nutrition, les données utilisées pour l'estimation des personnes dans le besoin proviennent du système d'information sanitaire unique (SISNU) du ministère de la santé publique et de la population, dans la mesure où l'enquête SMART n'a pas été finalisée avant la finalisation de l'élaboration de ce document.

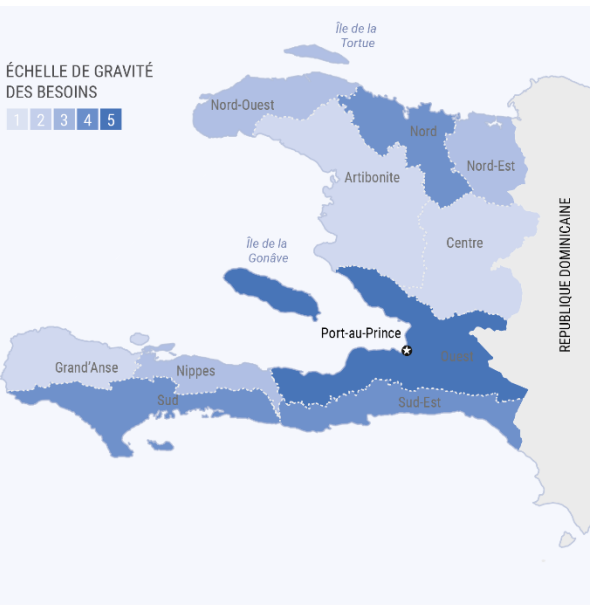
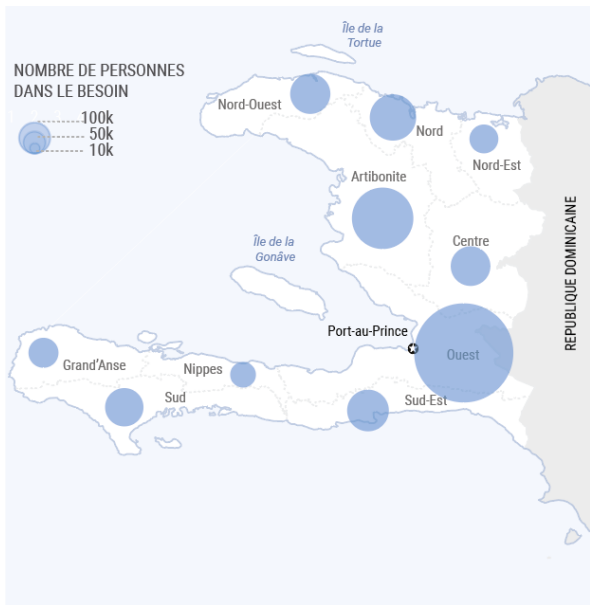
Abris, biens non-alimentaires, gestion des camps



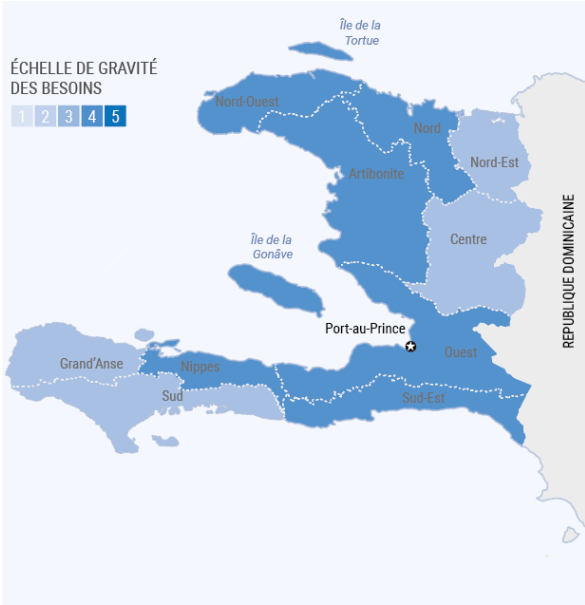
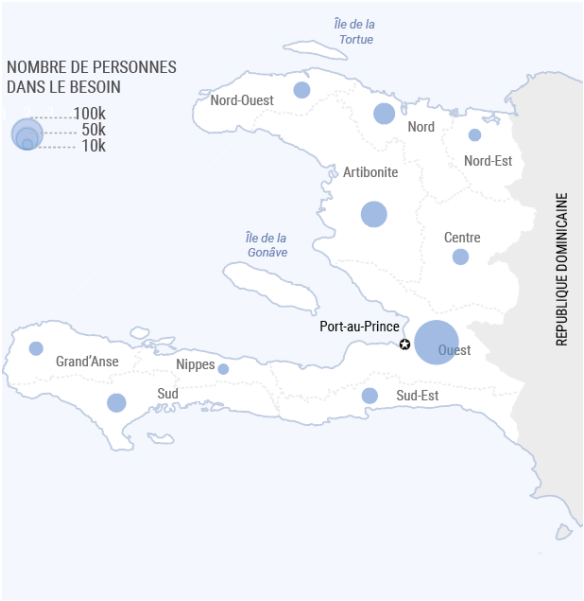
Eau potable, hygiène et assainissement



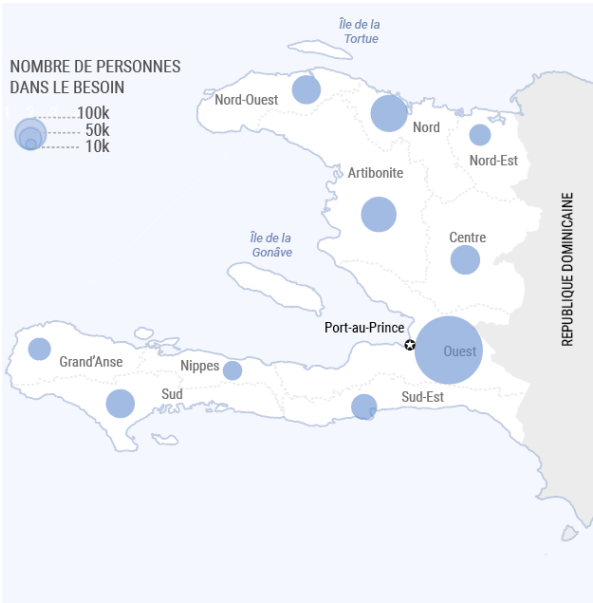
Éducation



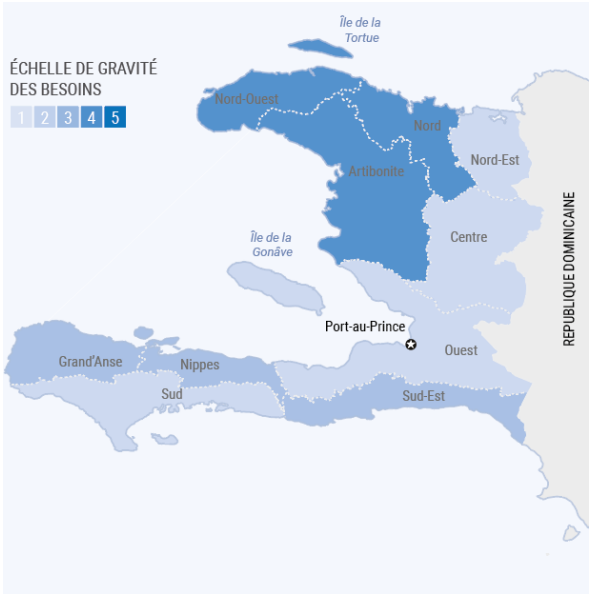
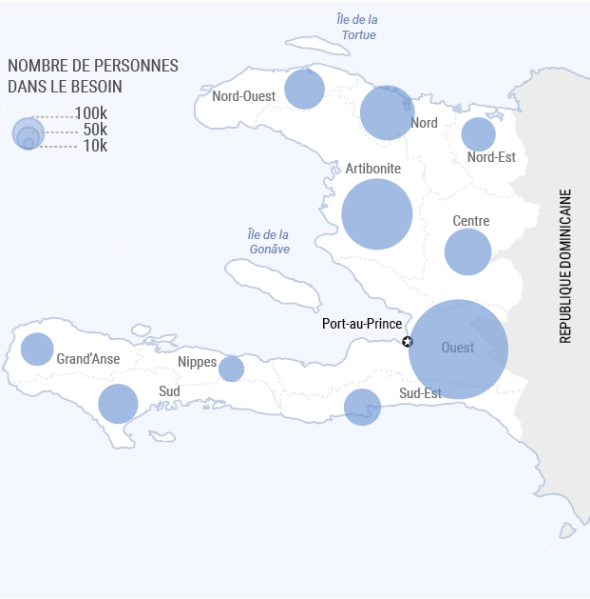
Nutrition



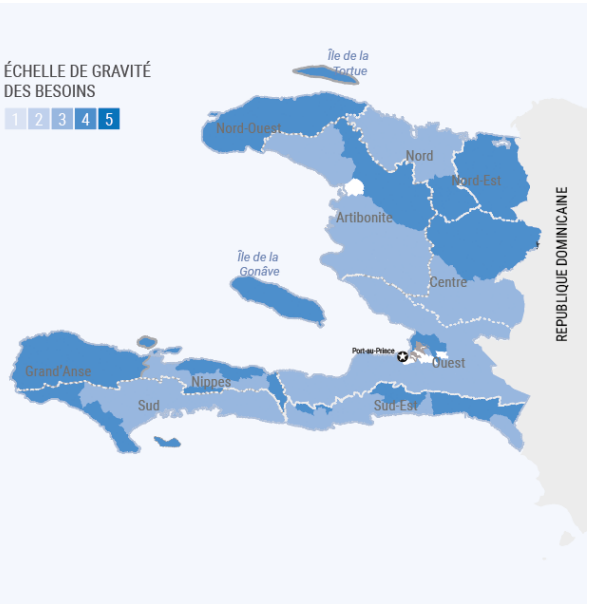
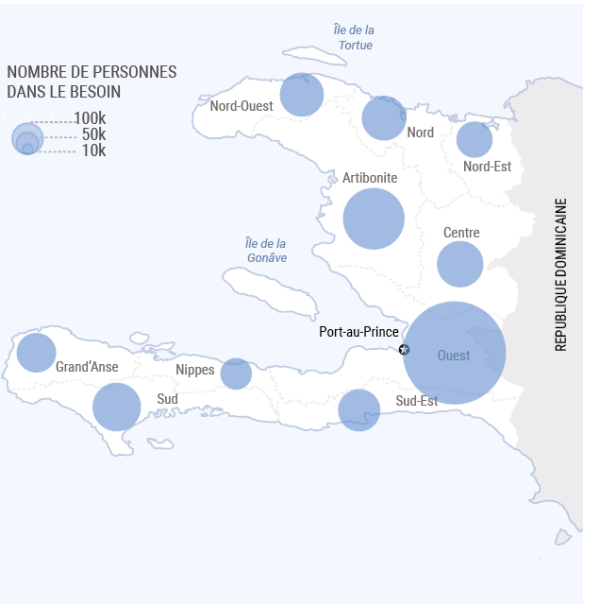
Protection



Santé



Sécurité alimentaire



Annexes

Acronymes

BRH : Banque de la République d'Haïti	OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires
CA : Communauté d'accueil	OIM : Organisation internationale pour les Migrations
CNSA : Coordination nationale sécurité alimentaire	OPS/OMS : Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la Santé
CTC : Centre de traitement du choléra	ONG : Organisation non-gouvernementale
DELIR : Direction d'épidémiologie, de laboratoires, de recherche	PAM : Programme alimentaire mondial
DGPC : Direction générale de la Protection civile	PDI : Personne déplacée interne
DINEPA : Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement	PIB : Produit intérieur brut
DTM : Matrice de suivi des déplacements	PNCS : Programme national des cantines scolaires
EDH : Électricité d'Haïti	PNH : Police nationale d'Haïti
EPAH : Eau potable, assainissement et hygiène	PIN : Personnes dans le besoin
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	SIMAST : Système d'Information du ministère des Affaires sociales et du Travail
FMI : Fonds monétaire international	SISNU : Système d'information sanitaire unique
FVCB : Fondation voix des communautés de base	SMART : Suivi et évaluation standardisés des urgences et transition
HCDH : Haut-Commissariat aux droits de l'homme	SMSPS : Santé mentale et soutien psychosocial
HNO : Aperçu des besoins humanitaires	SOFEA : Solidarite Fanm Ayisyen pou Ede Ayiti
HPC : Cycle de programme humanitaire	UNDSS : Département de sûreté et sécurité des Nations Unies
HRP : Plan de réponse humanitaire	UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
IASC : Comité permanent interorganisations	UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population
IHSI : Institut haïtien de statistique et informatique	UNICEF : Organisation des Nations Unies pour l'enfance
IPC : Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire	VBG : Violence basée sur le genre
JIAF : Joint Intersectoral Analysis Framework	VIH : Virus de l'Immunodéficience humaine
LCSI : Livelihood coping strategy index	ZMPAP : Zone métropolitaine de Port-au-Prince
MAST : Ministère des Affaires sociales et du Travail	
MENFP : Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	
MSNA : Évaluation multisectorielle des besoins	
MSPP : Ministère de la Santé publique et de la Population	
LGBTQI+ : Lesbienne, gay, bi, trans, queer et inter-sexe	

Méthodologie de calcul du PIN

La structure et l'analyse de l'Aperçu des besoins humanitaires s'appuient sur une analyse intersectorielle, en utilisant l'intensité des vulnérabilités comme critère pour établir les priorités des populations affectées.

Sévérité des conditions humanitaires

La mesure de la sévérité intersectorielle (degré de préjudice apporté par les conséquences des différentes crises combinées) est le fondement de la méthodologie de calcul du PIN intersectoriel. Pour chaque niveau de l'échelle de sévérité (minimale, stress, sévère, extrême, catastrophique), les informations des trois sous-piliers des conditions humanitaires (conditions de vie, survie et bien-être) sont combinées pour identifier la sévérité au niveau départemental. Cette méthodologie permet de répartir la population sur les cinq phases.

Groupes de population

Dans le cadre du HNO la population est prise en compte dans sa globalité. Cependant, pour les secteurs de la Nutrition, de l'Éducation et de la Protection de l'enfance, l'évaluation du PIN prend en compte les tranches d'âge de la population concernée en se basant sur les données démographiques de l'IHSI et du SIMAST. Le pays est divisé administrativement en 10 départements, 146 communes et 575 sections communales. Les données, principalement celles de la MSNA, ont

été collectées et analysées au niveau départemental sur l'ensemble du territoire justifiant le choix de ce niveau administratif.

Sélection des indicateurs

Pour estimer le PIN, la communauté humanitaire, à travers les secteurs, a sélectionné 30 indicateurs de suivi. Au sein de chaque secteur, un indicateur critique a été sélectionné, correspondant à une situation particulièrement préoccupante avec des conséquences potentiellement mortelles. Le choix des indicateurs est fondé sur les critères suivants :

- **Pertinence** : relation claire entre l'indicateur et les besoins intersectoriels ;
- **Précision** : l'indicateur mesure ce qu'il a l'intention de mesurer (en restant proche de la valeur estimée ou prévue) ;
- **Couverture** : l'indicateur est mesurable à l'échelle des communes pour la population en général, et à l'échelle des départements pour les groupes de population ;
- **Unicité** : les indicateurs ne sont pas redondants, chacun mesure quelque chose qui n'est pas pris en compte par les autres indicateurs ;
- **Mesurabilité** : l'indicateur permet de quantifier objectivement la situation humanitaire

Secteurs	Indicateurs prioritaires	Sources
Abris, Biens non-alimentaires	Pourcentage ou nombre de personnes déplacées internes en raison d'un désastre naturel	DTM
	Pourcentage ou nombre de personnes déplacées internes en raison d'une menace de violences de gangs	
	Pourcentage de ménages vivant dans un abri inadéquat ou en état insuffisant	MSNA
	Pourcentage ou nombre de ménages rapportant posséder les BNA principaux	
	Pourcentage ou nombre de ménages par type de dommages pour l'abris	
Éducation	Pourcentage d'enfants de 5 à 17 ans (désagrégé par genre) ayant abandonné l'école au cours de l'année passée	MSNA
	Pourcentage d'enfants en âge scolaire désagrégé par genre inscrits (enregistrés) dans une école/établissement formel ou un établissement scolaire non-formel pour l'année scolaire 2021-2022	
	Pourcentage d'enfants en âge scolaire qui fréquentaient régulièrement l'école (au moins 4 jours par semaine) lorsque les écoles étaient ouvertes sur l'année scolaire 2021-2022, par groupe d'âge et genre	
EPAH	Pourcentage de ménages rapportant avoir accès à suffisamment d'eau de boisson, ainsi que d'eau pour cuisiner, se laver et laver (des vêtements, etc.)	MSNA
	Pourcentage de ménages avec accès à une source d'eau améliorée	
	Pourcentage de ménages avec accès aux infrastructures sanitaires	
Nutrition	Nombre d'enfants âgés de 6 à 59 mois en malnutrition aiguë	SMART
	Nombre d'enfants âgés de 6 à 59 mois en malnutrition aiguë sévère	

Protection de l'enfance	Nombre d'enfants âgés de 6 à 59 mois en malnutrition aiguë modérée	SMART
	Nombre de gardiens d'enfants de 6 à 23 mois ayant besoin de conseils sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant	
	Pourcentage d'enfants non accompagnés et séparés	
	Pourcentage de ménages ayant eu recours à des mesures disciplinaires violentes avec leurs enfants au cours des 30 derniers jours	
	Pourcentage de ménages rapportant des enfants séparés du ménage	
Protection VBG	Nombre de services VBG disponibles	5W
	Pourcentage de personnes qui déclarent avoir été victimes de VBG	SISNU
	Pourcentage de ménages parmi les déplacés et retournés ayant recours aux stratégies d'adaptation négatives (y compris les ménages dirigés par des femmes)	DTM/OIM
Protection des migrants	Nombre de personnes retournées, rapatriées ou expulsées vers Haïti par voies aérienne et maritime	Suivi protection
	Nombre de migrants haïtiens décédés ou disparus en mer lors de leur migration	
	Nombre de personnes retournées, rapatriées ou expulsées de la République dominicaine ayant besoin d'une assistance à la frontière à leur arrivée en Haïti	
Santé	Taux d'accouchements en institution sanitaire	SISNU
	Pourcentage d'individus n'ayant pas pu accéder aux soins de santé demandés	MSNA
	Taux de couverture en Penta 3	DELR/SISNU
Sécurité alimentaire	Phases de l'IPC (les résultats de l'analyse IPC actualisée ne sont pas disponibles, d'autres indicateurs de sécurité alimentaire peuvent être utilisés pour le secteur)	Enquête IPC

Détermination du PIN

Une approche intersectorielle a été adoptée pour estimer le PIN et les niveaux de vulnérabilité en combinant un certain nombre d'indicateurs sectoriels. Cette estimation du nombre de personnes dans le besoin est obtenue en fonction de la sévérité des besoins et ensuite affinée par d'autres paramètres ainsi que des jugements d'experts.

La méthodologie JIAF propose deux scénarios pour l'agrégation des indicateurs de vulnérabilité en vue d'obtenir une première estimation du PIN. Les scénarios sont déterminés sur la base de la disponibilité des données, surtout si celles-ci sont disponibles au niveau des ménages (scénarios A) et/ou des zones géographiques (scénarios B).

Les données disponibles étant relatives aux zones géographiques. Le scénario B a été utilisé pour analyser et mesurer le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire.

• **Étape 1, estimation du nombre de personnes par classe de sévérité et par département** : les secteurs partagent les données relatives à leurs indicateurs de besoin. La population du département est segmentée entre les cinq niveaux de sévérité (minimale, stress, sévère, extrême, catastrophique). Les personnes ayant besoin d'assistance humanitaire sont celles qui font partie des niveaux de sévérité trois à cinq.

• **Étape 2, calcul de la classe de sévérité par département par indicateur** : pour estimer la classe de sévérité d'un département, pour un indicateur donné on a appliqué « la règle des 25% », selon le JIAF ce seuil est le plus susceptible de produire le même résultat final que ceux obtenus avec la méthode d'agrégation par ménage. Suivant cette règle, la classe de sévérité est calculée en effectuant la somme cumulative du nombre de personnes par classe de sévérité (première étape), en partant du niveau cinq vers les niveaux de sévérité inférieurs, jusqu'à obtenir au moins 25% de la population du département.

• **Étape 3, estimation du PIN intersectoriel** : l'estimation du nombre de personnes dans le besoin prend en compte les personnes dans les départements dont la sévérité des besoins se situe sur les trois derniers niveaux de l'échelle par rapport aux 30 indicateurs sectoriels. Le PIN intersectoriel de chaque département correspond à la somme des PIN sectoriels du département, eux-mêmes étant la somme des maximums des trois derniers niveaux de l'échelle de sévérité des indicateurs du secteur. Un coefficient de confiance de cinq pourcents est appliqué. Celui-ci est fondé sur la marge d'erreur des données collectées pour la MSNA, 10%. Ce coefficient est également appliqué aux autres sources de données. Le PIN intersectoriel national est la somme des PIN intersectoriels départementaux.

Mèsi anpil

L'élaboration de ce document n'aurait pas été possible sans la participation de la communauté humanitaire en Haïti. L'Équipe humanitaire pays tient à remercier l'ensemble des acteurs ayant participé à l'élaboration de l'Aperçu des besoins humanitaires 2023.

Cette approche, plus que jamais collective, a impliqué l'ensemble des secteurs, sous le leadership des leads et co-leads, et des groupes thématiques.

25 organisations, acteurs de la réponse humanitaire, ont contribué à la collecte de témoignages. Sans leur travail, cette approche centrée sur les populations vulnérables n'aurait pas été possible :

- ActionAid ;
- ADRA ;
- BuildChange ;
- Diakonie DKH ;
- FAO ;
- Fondation Toya ;
- FVCB ;
- GRAPDI ;
- Healing Art Missions ;
- Humanité et Inclusion (Handicap International) ;
- Idejen ;
- Men pou Ede Timoun ;
- Mission de l'Espoir ;
- OCHA ;
- OIM ;
- OPS/OMS ;
- PAM
- Prodeva ;
- Save the Children ;
- SEROvie ;
- SOFEA ;
- Solidarité ;
- UNESCO ;
- UNFPA ;
- UNICEF.

D'une grande qualité, la MSNA menée par l'équipe de REACH initiative et ses partenaires, a permis d'apporter des données essentielles à l'analyse des besoins humanitaires, et sur la redevabilité du personnel et des actions humanitaires.

Illustrations

Nos remerciements tout particuliers vont également au Centre d'Arts haïtiens et aux artistes qui ont généreusement apporté leurs perspectives au travers de leurs illustrations :

Silva Jean Francisco, est un artiste passionné des arts visuels. Formé à l'école d'art traditionnelle de Foula et au Centre d'Art en 2008, il a participé à des formations en art numérique et en arts visuels en Belgique et en Haïti. Il est fondateur et président de Klorat Biz'art, un groupe d'artistes contemporains. Silva a participé à diverses expositions en Haïti et à l'étranger, et est un caricaturiste régulier pour le journal « Le National ». Il enseigne également les arts plastiques à l'École nationale des arts en Haïti.

Francisco sur Instagram : [@francisco_silva509](https://www.instagram.com/francisco_silva509)

Shneider Léon Hilaire, est un artiste autodidacte qui a commencé à dessiner en reproduisant les personnages de dessins animés dans son enfance. Il s'est ensuite consacré à la création artistique et a suivi une formation au Centre d'Art de Port-au-Prince avec des artistes internationaux reconnus. Shneider considère que ses œuvres d'art reflètent les doutes et questionnements de la société dans laquelle il évolue, notamment en ce qui concerne les croyances, idéologies et illusions.

Shneider sur Instagram : [@shneider_h](https://www.instagram.com/shneider_h)

APERÇU DES BESOINS
HUMANITAIRES
HAÏTI

Publié en mars 2023